Royaume du Maroc

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION

Projet de Loi de Finances
pour l'année budgétaire
2020

RAPPORT SUR LES COMPTES SPECIAUX DU TRÉSOR

RAPPORT SUR LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Sommaire

SYNTHESE DU RAPPORT 1

INTRODUCTION 3

CHAPITRE PREMIER - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR : QUEL BILAN ? 5

SECTION I - EVOLUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR 5

SECTION II - RESSOURCES ET CHARGES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR 6

1.2.1. Comptes d'affectation spéciale 6

1.2.1.1. Prévisions des ressources et des charges des CAS 6

1.2.1.2. Réalisations des ressources et des charges des CAS 7

1.2.2. Autres comptes spéciaux du Trésor 11

1.2.2.1. Comptes de financement 11

1.2.2.2. Comptes d'adhésion aux organismes internationaux 12

1.2.2.3. Comptes d'opérations monétaires 14

1.2.2.4. Comptes de dépenses sur dotations 14

CHAPITRE II - ROLE DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE DANS LA REALISATION DES GRANDS PROJETS STRUCTURANTS, LE RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES ET LA LUTTE CONTRE LES DISPARITES SOCIALES ET SPACIALES 15

SECTION I - DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 15

2.1.1. Part des collectivités territoriales dans le produit de la TVA 16

2.1.2. Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions 18

2.1.3. Fonds de solidarité interrégionale 19

2.1.4. Fonds de mise à niveau sociale 20

SECTION II- PROMOTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE 20

2.2.1. Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes 22

2.2.2. Fonds de développement industriel et des investissements 25

2.2.3. Fonds de solidarité des assurances 26

2.2.4. Masse des services financiers 26

2.2.5. Fonds de lutte contre la fraude douanière 27

2.2.6. Fonds provenant des dépôts au Trésor 27

2.2.7. Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe 28

SECTION III - DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL 29

2.3.1. Fonds de soutien à l'Initiative nationale pour le développement humain 30

2.3.2. Fonds solidarité habitat et intégration urbaine 35

2.3.3. Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires 36

2.3.4. Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage (Promotion Nationale) 37
2.3.5. Fonds spécial de la pharmacie centrale 39
2.3.6. Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la protection civile 41
2.3.7. Fonds national pour l'action culturelle 43
2.3.8. Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration 44
2.3.9. Fonds d'entraide familiale 45
2.3.10. Fonds d'appui à la cohésion sociale 45
SECTION IV - RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES 46
2.4.1. Fonds spécial routier 47
2.4.2. Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire 50
2.4.3. Fonds national du développement du sport 51
2.4.4. Fonds de service universel de télécommunications 53
2.4.5. Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain 54
2.4.6. Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées 56
2.4.7. Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable 57
2.4.8. Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles 60
2.4.9. Fonds de développement énergétique 61
SECTION V - DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE LA PECHE 62
2.5.1. Fonds de développement agricole 63
2.5.2. Fonds de la réforme agraire 65
2.5.3. Fonds national forestier 66
2.5.4. Fonds de la chasse et de la pêche continentale 69
2.5.5. Fonds pour le développement rural et des zones de montagne 70
2.5.6. Fonds de développement de la pêche maritime 72
SECTION VI - AUTRES DOMAINES 74
2.6.1. Fonds de remploi domanial 75
2.6.2. Fonds spécial pour le soutien des juridictions 78
2.6.3. Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires 79
2.6.4. Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique 80
2.6.5. Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique 81
2.6.6. Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage 82
2.6.7. Fonds de soutien à la sûreté nationale 82
2.6.8. Fonds de modernisation de l'administration publique 83
ANNEXE 87

SYNTHESE DU RAPPORT

Le rapport sur les comptes spéciaux du Trésor (CST) pour l'année 2020 s'articule, essentiellement, autour du rôle des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) dans la réalisation des grands projets structurants et le renforcement des capacités humaines ainsi que la lutte contre les disparités sociales et spatiales.

Le nombre des CST a connu une forte baisse depuis le début des années 2000, passant de 156 en 2001 à 67 en 2019. Cette baisse s'inscrit dans une démarche continue de rationalisation et d'efficience en matière de gestion desdits comptes.

En outre, l'analyse de la structure des ressources et des charges des CST, par nature de comptes, au titre de l'exercice 2018 par rapport à celle afférente aux années 2017 et 2016 fait ressortir le bilan comptable ci-après :

1- Comptes d'affectation spéciale

Le montant total des ressources réalisées par les CAS s'élève en 2018, à 204.894 MDH contre 195.345 MDH en 2017 et 177.856 MDH en 2016, soit une progression de 7,33% en moyenne annuelle sur la période 2016-2018.

Parallèlement, le montant global des dépenses réalisées par ces CAS s'est établi à 96.224 MDH en 2018 contre 67.864 MDH et 63.751 MDH, respectivement, en 2017 et 2016, enregistrant ainsi un accroissement annuel moyen de 22,86 % sur la même période.

2- Comptes de financement

L'encours total des comptes de financement a presque doublé entre 2016 et 2018 en passant de 166,67 MDH en 2016 à 321,18 MDH en 2018.

L'analyse de l'évolution de l'encours, par catégorie de bénéficiaires, montre qu'en 2018, la Société de financement JAIDA a bénéficié de 75,53% dudit encours, suivie par le Crédit Agricole du Maroc (CAM) avec 13,62% et la Société Marocaine d'Assurance à l'Exportation (SMAEX) avec 10,84%.

3- Comptes d'adhésion aux organismes internationaux

Le montant total des participations du Maroc versées aux organismes internationaux a atteint 372,78 MDH en 2018, contre 381,34 MDH en 2017 et 326,89 MDH en 2016. Quant aux crédits prévus par la loi de finances pour l'année 2019, le projet de loi de finances pour l'année 2020 ainsi que les prévisions pour les années 2021 et 2022, ils s'élèvent, respectivement, à 1.686,61 MDH, 1.683,14 MDH, 1.346,63 MDH et 1.346,63 MDH.

4- Comptes d'opérations monétaires

Ces comptes ont enregistré en 2018, à travers le compte intitulé « Différence de change sur ventes et achats de devises » qui retrace les gains et les pertes sur les achats et les ventes de devises effectués par Bank Al-Maghrib, des ressources et des charges, respectivement, de 8,34 MDH et 9,83 MDH.

5- Comptes de dépenses sur dotations

Les prévisions des ressources et les plafonds des charges desdits comptes au titre de la période 2016-2018, s'élèvent à 32.401,50 MDH, représentant, respectivement, 13,47% et 15% des ressources et des charges globales des comptes spéciaux du Trésor au cours de ladite période.

Eu égard à ce qui précède, l'enveloppe totale des dépenses réalisées dans le cadre des CST s'élève à 114.856 MDH au titre de l'année 2018, dont 96.224 MDH représentant la part des CAS, soit 83,78% du total. La ventilation du montant desdites dépenses, par domaine d'activité, se présente comme suit :

- Le développement territorial : 34.618 MDH, soit 36,0% ;
- La promotion économique et financière : 28.971 MDH, soit 30,1% ;
- Le développement humain et social : 13.784 MDH, soit 14,3% ;
- Le renforcement des infrastructures : 7.871 MDH, soit 8,2% ;
- Le développement agricole et de la pêche : 6.851 MDH, soit 7,1% ;
- Les autres domaines : 4.129 MDH, soit 4,3%.

INTRODUCTION

Levier incontournable de la croissance, l'investissement public demeure le pilier de la dynamique économique grâce notamment à la mobilisation de toutes les composantes du budget de l'Etat y compris les comptes spéciaux du Trésor.

En effet, lesdits comptes et particulièrement les comptes d'affectation spéciale contribuent dans une large mesure au financement des projets structurants, au renforcement des capacités humaines ainsi qu'à la lutte contre les disparités sociales et spatiales.

L'entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2020 de l'obligation de faire accompagner la loi de finances (loi de règlement) par le rapport annuel de performance, va permettre d'apprécier, chiffres à l'appui, l'importance quantitative et qualitative de la contribution desdits comptes dans le développement économique, social et spatial durable du Royaume.

Sur le plan comptable, le montant total des ressources réalisées par les CAS en 2018, s'élève à 204.894 MDH, ventilé comme suit :

- 55.547 MDH au titre des ressources propres, en l'occurrence les recettes fiscales et parafiscales, les redevances et les autres produits ;
- 21.867 MDH au titre des versements du budget général ;
- 127.480 MDH au titre du solde dégagé par les CAS à la fin de l'exercice 2017.

Compte non tenu des ressources propres mobilisées par le compte intitulé "Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A." d'un montant de 28.041 MDH, les départements ministériels disposant de CAS ont bénéficié, en 2018, de ressources propres s'établissant à 27.541 MDH. Ce montant représente 32,90% des dépenses de fonctionnement hors salaires, et d'investissement qui leur étaient allouées au titre de ladite année. Ces ressources propres représentaient 10,32% des recettes ordinaires de l'Etat réalisées en 2018.

Pour leur part, les comptes de dépenses sur dotations ont mobilisé en 2018, des ressources d'un montant de 25.463 MDH. Les dépenses desdits comptes s'élèvent, quant à elles, à 13.184 MDH en 2018, enregistrant ainsi une hausse de 13,89 MDH ou 0,11% par rapport à 2017.

S'agissant des autres catégories de CST, elles ont profité en 2018, de recettes s'élevant à 173 MDH et ont enregistré des dépenses de l'ordre de 5.449 MDH contre, respectivement, 167 MDH et 5.140 MDH en 2017.

Ainsi, le présent rapport sur les CST se compose de deux chapitres :

Le premier chapitre retrace le cadrage budgétaire et comptable des CST au titre de l'année 2018 en comparaison avec les réalisations des années 2017 et 2016. Il met ainsi en exergue, l'importance des moyens financiers mis en œuvre à travers lesdits comptes en relatant le volume des ressources mobilisées et des soldes reportés. Ce chapitre se subdivise en trois sections qui traitent successivement des aspects suivants :

- Evolution du nombre des CST eu égard à l'effort de rationalisation entrepris au cours de la dernière décennie marquée par la suppression de plusieurs comptes et la création d'un nombre limité de nouveaux comptes destinés essentiellement au déploiement des stratégies sectorielles et à la prise en charge de certains programmes prioritaires ;
- Evaluation budgétaire et comptable des CAS à la lumière de l'analyse des ressources et des charges réalisées par lesdits comptes ;
- Bilan des actions effectuées dans le cadre des comptes de financement, des comptes d'adhésion aux organismes internationaux et des comptes d'opérations monétaires en faisant ressortir l'importance du volume de financement y afférent.

Le deuxième chapitre fait ressortir la contribution des CAS dans le financement de l'investissement public tout en présentant les réalisations des programmes et actions financés par lesdits comptes au cours de la période 2016-2018 réparties selon les domaines d'activités suivants :

- Le développement territorial ;
- La promotion économique et financière ;
- Le développement humain et social ;
- Le renforcement des infrastructures ;
- Le développement agricole et de la pêche ;
- Les autres domaines.

CHAPITRE PREMIER - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR : QUEL BILAN ?

SECTION I - EVOLUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Depuis le début des années 2000, le nombre des CST a connu une forte baisse, passant de 156 comptes en 2001 à 71 en 2018.

Etant un choix stratégique, cette tendance baissière s'est poursuivie en 2019 avec la suppression des comptes d'affectation spéciale intitulés « Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse », « Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès », « Fonds de soutien à certains promoteurs » et « Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales ».

Par ailleurs, et au titre de la même année, 12 CAS ont fait l'objet de modifications afin de les adapter aux nouvelles exigences de l'évolution des secteurs concernés ou de les mettre en conformité avec les dispositions de la loi organique n°130-13 relative à la loi de finances.

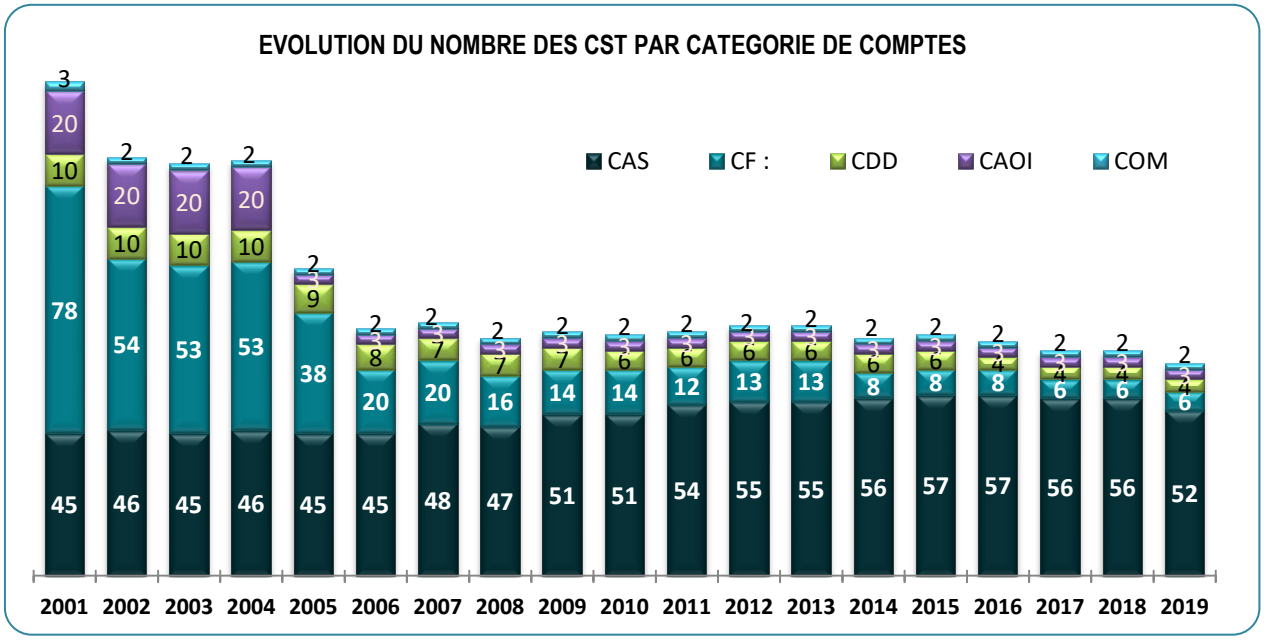
L'analyse de la répartition du nombre des CST en 2019, par catégorie de comptes, fait ressortir la prépondérance des CAS qui constituent 52 sur 67 comptes, soit 77,61% du total contre 28,85% en 2001 ou 45 comptes sur un total de 156 comptes.

En revanche, les comptes de financement et d'adhésion aux organismes internationaux ont vu leur nombre et leur part chuter, respectivement, de 98 comptes et 62,82% du total en 2001 à seulement 9 comptes et 13,43 % en 2019.

Par ailleurs, la part des comptes d'opérations monétaires est passée de 1,92% en 2001 à 2,99% en 2019.

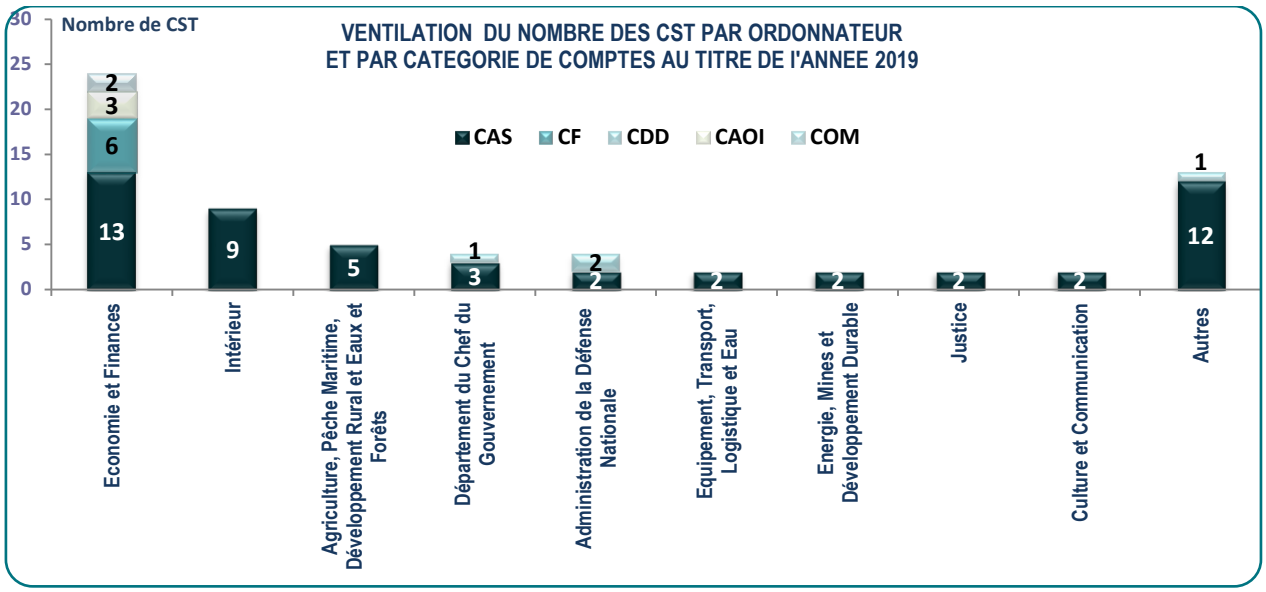
S'agissant de la part des comptes de dépenses sur dotations, elle est restée quasiment stable aux alentours de 6% sur la période considérée.

Le graphique suivant retrace l'évolution du nombre des CST, par catégorie de comptes, au titre de la période 2001-2019 :



L'analyse du nombre des CST par ordonnateur montre le rôle prépondérant du Ministère de l'Economie et des Finances en matière de gestion desdits comptes du fait qu'il est l'ordonnateur de 24 comptes en 2019, dont 13 CAS ainsi que la totalité des comptes d'adhésion aux organismes internationaux, d'opérations monétaires et de financement, suivi des Ministères de l'Intérieur (9 comptes), de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts (5 comptes), du département du Chef du Gouvernement (4 comptes), de l'Administration de la Défense Nationale (4 comptes), des Ministères de l'Equipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau (2 comptes), de l'Energie, des Mines et du Développement Durable (2 comptes), de la Justice (2 comptes), ainsi que de la Culture et de la Communication (2 comptes).

Le graphique ci-après présente la ventilation, par ordonnateur et par catégorie de comptes, du nombre des CST en 2019 :

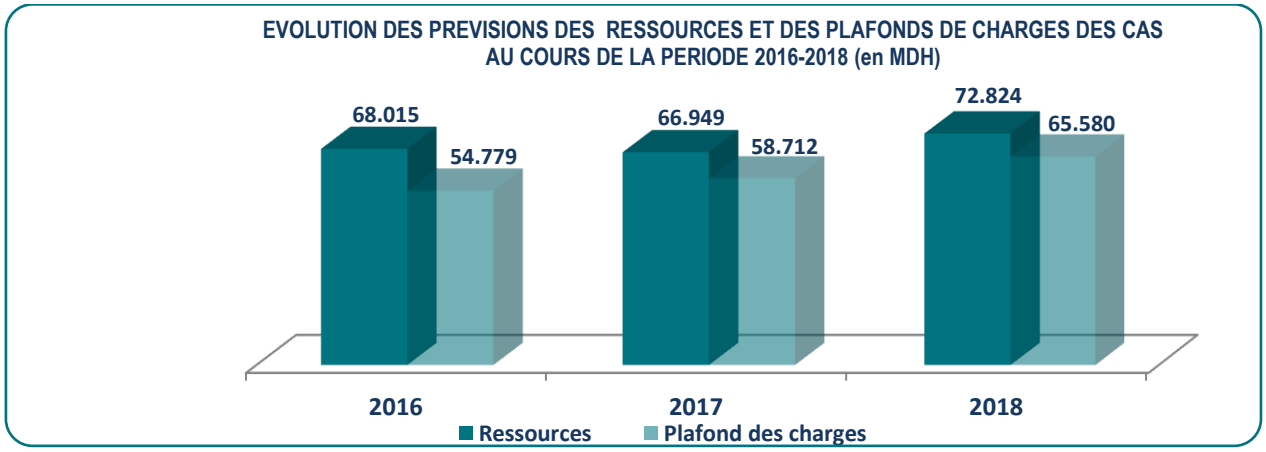


SECTION II - RESSOURCES ET CHARGES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

1.2.1. Comptes d'affectation spéciale

1.2.1.1. Prévisions des ressources et des charges des CAS

Les prévisions des ressources et des charges des CAS pour les années 2016, 2017 et 2018, sont retracées dans le graphique ci-après :



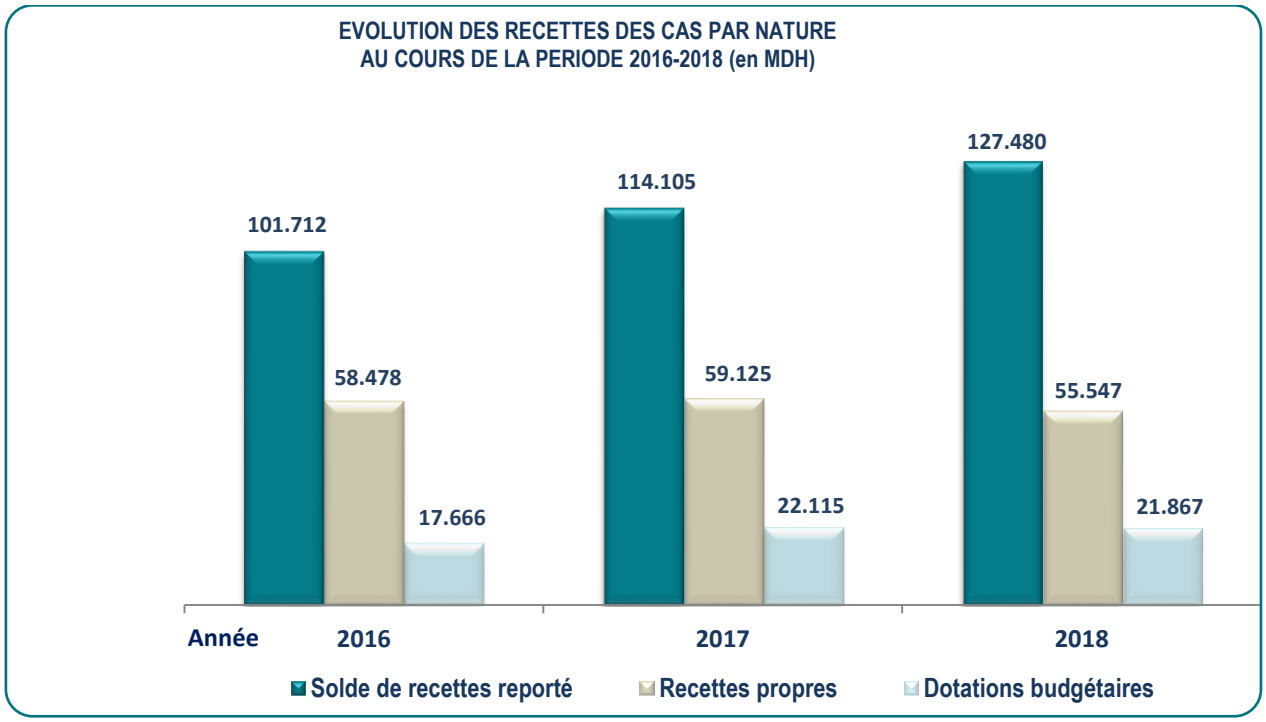
Il ressort de l'analyse de l'évolution des ressources et des charges des CAS au titre de la période 2016-2018, que les prévisions de ressources ont enregistré une hausse notable entre 2017 et 2018, notamment au niveau des comptes intitulés « Part des collectivités territoriales dans le produit de la TVA », « Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions », « Fonds de développement agricole » et « Fonds pour le développement rural et des zones de montagne » contre un léger repli un an auparavant. Parallèlement, le plafond des charges des CAS a connu un trend haussier, imputable essentiellement au renforcement des actions financées par les comptes susvisés.

1.2.1.2. Réalisations des ressources et des charges des CAS

1.2.1.2.1. Ressources réalisées par les CAS

En 2018, le montant total des ressources réalisées par les CAS s'élève à 204.894 MDH contre 195.345 MDH en 2017 et 177.856 MDH en 2016, soit une progression de près de 7,33% en moyenne annuelle sur la période 2016-2018.

Le graphique ci-après retrace l'évolution des ressources des CAS, par nature, au cours de la période considérée :



Les recettes des CAS ont été constituées en 2018, à hauteur de 127.480 MDH, de soldes reportés contre 114.105 MDH et 101.712 MDH, respectivement, en 2017 et 2016. Ces soldes ont ainsi affiché une croissance annuelle moyenne de 11,95% sur la période 2016-2018.

De leur côté, les recettes propres dont la contribution à la réalisation des ressources des CAS au titre de 2018 s'est élevée à 55.547 MDH, ont enregistré une baisse de 6,05% en comparaison avec l'année précédente, après une légère hausse de 1,11% entre 2016 et 2017.

Ces recettes propres ont été réalisées en 2018, essentiellement, par les CAS suivants :

- Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A : 28.041 MDH ;
- Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions : 3.569 MDH ;
- Fonds spécial routier : 3.369 MDH ;
- Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe : 2.793 MDH ;
- Fonds solidarité habitat et intégration urbaine : 2.110 MDH ;
- Fonds d'appui à la cohésion sociale : 1.924 MDH ;
- Fonds de remploi domanial : 1.783 MDH ;
- Masse des services financiers : 1.583 MDH ;
- Fonds de solidarité des assurances : 1.329 MDH ;
- Fonds de lutte contre la fraude douanière : 853 MDH ;
- Fonds national forestier : 818 MDH ;
- Fonds national du développement du sport : 814 MDH ;
- Fonds spécial pour le soutien des juridictions : 723 MDH ;
- Fonds provenant des dépôts du Trésor : 701 MDH ;
- Fonds de développement agricole : 655 MDH ;
- Fonds de service universel de télécommunications : 612 MDH .

En outre, les recettes propres ont été réalisées, à hauteur de 95,68%, en 2018 par les comptes gérés par les Ministères suivants :

- Le Ministère de l'Intérieur : 32.473 MDH (soit 58,46% du total des recettes propres) ;
- Le Ministère de l'Economie et des Finances : 11.826 MDH (21,29%) ;
- Le Ministère de l'Equipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau : 3.381 MDH (6,09%) ;
- Le Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville : 2.110 MDH (3,80%) ;
- Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts : 1.632 MDH (2,94%) ;
- Le Ministère de la justice : 912 MDH (1,64%) ;
- Le Ministère de la Jeunesse et des Sports : 814 MDH (1,47%).

Par ailleurs, le nombre des comptes d'affectation spéciale dont la part des recettes propres par rapport au total des recettes, y compris les soldes reportés, a dépassé 40% au cours de la période 2016-2018, s'élève à 10 comptes en 2018, représentant 17,86% du total contre 8 comptes en 2017 et 12 en 2016, soit, respectivement, 14,21% et 21,05% du total.

S'agissant des dotations budgétaires versées aux CAS, elles se sont élevées à 21.867 MDH en 2018 contre 22.115 MDH et 17.666 MDH, respectivement, en 2017 et 2016, enregistrant ainsi une hausse moyenne de 11,26% au cours de la période 2016-2018.

Ces versements ont bénéficié en 2018, essentiellement, aux comptes suivants :

- Fonds pour le développement rural et des zones de montagne : 3.505 MDH ;
- Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain : 3.171 MDH ;
- Fonds de développement agricole : 2.931 MDH ;
- Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions : 2.816 MDH ;
- Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain : 2.190 MDH ;
- Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage : 1.768 MDH ;
- Fonds national du développement du sport : 962 MDH ;
- Fonds spécial de la pharmacie centrale : 850 MDH ;
- Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées : 714 MDH ;
- Fonds d'appui à la cohésion sociale : 600 MDH ;
- Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires : 353 MDH ;
- Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes : 299 MDH ;
- Fonds de solidarité interrégionale : 250 MDH ;
- Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable : 235 MDH ;
- Fonds de développement industriel et des investissements : 200 MDH ;
- Fonds de remploi domanial : 200 MDH ;
- Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles : 200 MDH.

1.2.1.2.2. Dépenses des CAS

En 2018, le montant global des dépenses réalisées par les CAS s'est établi à 96.224 MDH contre 67.864 MDH et 63.751 MDH, respectivement, en 2017 et 2016, en hausse de 22,86% en moyenne annuelle sur la période 2016-2018.

Les dépenses des CAS ont été réalisées en 2018, à hauteur de 93,57%, par les Ministères de l'Intérieur (39,56%), de l'Economie et des Finances (34,50%), de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts (6,85%), le département du Chef du Gouvernement (4,33%) de l'Equipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau (3,59%), ainsi que les Ministères de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville (2,06%), de la Santé (1,47%) et de la Jeunesse et des Sports (1,21%).

Ces dépenses ont été imputées en 2018, à hauteur de 89,97%, sur les comptes suivants :

- Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A : 28.421 MDH ;
- Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe : 24.478 MDH ;
- Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions : 6.188 MDH ;
- Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain : 3.982 MDH ;

- Fonds d'appui à la cohésion sociale : 3.781 MDH ;
- Fonds de développement agricole : 3.579 MDH ;
- Fonds spécial routier : 3.401 MDH ;
- Fonds pour le développement rural et des zones de montagne : 2.128 MDH.
- Fonds solidarité habitat et intégration urbaine : 1.985 MDH ;
- Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage : 1.712 MDH ;
- Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain : 1.491 MDH ;
- Masse des services financiers : 1.484 MDH ;
- Fonds spécial de la pharmacie centrale : 1.416 MDH ;
- Fonds de remploi domanial : 1.368 MDH ;
- Fonds national du développement du sport : 1.161 MDH.

1.2.1.2.3. Solde des CAS

Les CAS ont dégagé un solde excédentaire de 108.670 MDH à fin 2018 contre 127.481 MDH et 114.105 MDH, respectivement, à fin 2017 et à fin 2016, soit une légère baisse de 2,41% en moyenne annuelle sur la période 2016-2018.

(en MDH)

Désignation	2016	2017	2018
Total des recettes	177.856	195.345	204.894
Total des dépenses	63.751	67.864	96.224
Solde à reporter à l'exercice suivant	**114.105**	**127.481**	**108.670**

L'excédent dégagé en 2018 a été réalisé, à hauteur de 91,82% de son montant, par les comptes ci-après:

- Fonds de remploi domanial : 18.030 MDH ;
- Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe : 11.207 MDH ;
- Fonds de solidarité des assurances : 10.136 MDH ;
- Fonds d'appui à la cohésion sociale : 6.600 MDH ;
- Fonds pour le développement rural et des zones de montagne : 5.814 MDH ;
- Masse des services financiers : 4.765 MDH ;
- Fonds de soutien à l'Initiative nationale pour le développement humain : 4.733 MDH ;
- Fonds de développement industriel et des investissements : 4.043 MDH ;
- Fonds solidarité habitat et intégration urbaine : 3.883 MDH ;

- Part des collectivités territoriales dans le produit de la TVA : 3.562 MDH ;
- Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat : 3.529 MDH ;
- Fonds de service universel de télécommunications : 3.286 MDH ;
- Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain : 2.132 MDH ;
- Fonds spécial routier : 2.095 MDH ;
- Fonds spécial pour le soutien des juridictions : 1.955 MDH ;
- Fonds de soutien à certains promoteurs : 1.740 MDH ;
- Fonds de développement énergétique : 1.612 MDH ;
- Fonds de lutte contre la fraude douanière : 1.575 MDH ;
- Fonds spécial de la pharmacie centrale : 1.541 MDH ;
- Fonds national forestier : 1.497 MDH ;
- Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires : 1.472 MDH ;
- Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions : 1.390 MDH ;
- Fonds national du développement du sport : 1.105 MDH ;
- Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale : 1.046 MDH ;
- Fonds de soutien à la sûreté nationale : 1.037 MDH .

1.2.2. Autres comptes spéciaux du Trésor

1.2.2.1. Comptes de financement

Les comptes de financement décrivent les versements sous forme de prêts de durée supérieure à deux ans, ou d'avances remboursables de durée inférieure ou égale à deux ans, effectués par l'État sur les ressources du Trésor et accordés pour des raisons d'intérêt public. Ces prêts et avances sont productifs d'intérêts.

L'octroi par l'Etat de prêts ou d'avances par l'intermédiaire des comptes de financement, fait l'objet d'un contrat entre le Ministère chargé des finances et le bénéficiaire.

Le nombre des établissements bénéficiaires du financement du Trésor en cours de remboursement, s'élève à six (06).

L'encours total des comptes de financement est passé de 166,67 MDH en 2016, à 395,69 MDH en 2017 et à 321,18 MDH en 2018, enregistrant ainsi une augmentation moyenne de 38,82%.

► Encours des prêts par bailleurs de fonds

La structure de l'encours, par bailleurs de fonds, montre que le Millenium Challenge Account (MCA) est le principal créancier avec un encours en 2018 de 198,03 MDH soit 62% du total, suivi par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) pour un montant de 78,58 MDH (24%), puis par l'Italie avec un encours de 44,57 MDH (14%).

- **Encours des prêts par catégorie de bénéficiaires :**

L'évolution dudit encours par catégorie de bénéficiaires, se présente comme suit :

Bénéficiaires / Années	Encours en MDH		
	2016	2017	2018
Société de financement JAIDA	51,70	298,56	242,60
Crédit Agricole du Maroc	54,67	49,30	43,76
Société Marocaine d'Assurance à l'Exportation (SMAEX)	39,68	37,30	34,82
ONEE (Branche Eau)	15,89	8,11	-
Régies de distribution d'eau et d'électricité	4,73	2,42	-
Total	**166,67**	**395,69**	**321,18**

- **Recouvrements des prêts programmés en 2019 et 2020 :**

Le cumul des échéances programmées dans le cadre de la loi de finances pour l'année budgétaire 2019, s'élève à 66,06 MDH au titre du principal et 10,06 MDH pour les intérêts.

Pour l'année 2020, le recouvrement des prêts déjà consentis se poursuivra conformément aux échéanciers convenus avec les établissements débiteurs.

Les montants des recouvrement des prêts (principal et intérêts) programmés en 2019 et 2020 se présentent comme suit :

(en MDH)

Organismes débiteurs	2019			2020		
	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total
Société de financement JAIDA	57,77	7,42	65,19	59,64	5,46	65,10
Crédit Agricole du Maroc (CAM)	5,71	1,27	6,98	5,88	1,10	6,98
Société Marocaine d'Assurance à l'Exportation (SMAEX)	2,58	1,37	3,95	2,68	1,26	3,94
Total	**66,06**	**10,06**	**76,12**	**68,20**	**7,82**	**76,02**

1.2.2.2. Comptes d'adhésion aux organismes internationaux

Ces comptes décrivent les versements et les remboursements au titre de la participation du Maroc aux organismes internationaux.

A partir de l'année 2005, lesdits comptes ont été regroupés en trois comptes :

- **Compte d'adhésion aux institutions de Bretton Woods**

Ce compte comptabilise les opérations afférentes à l'adhésion du Royaume du Maroc aux institutions de Bretton Woods, en l'occurrence le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Société Financière Internationale (SFI), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) et l'Association Internationale de Développement (AID).

Les parts détenues par le Royaume du Maroc dans le capital desdites institutions, se présentent comme suit :

Institutions de Bretton Woods	Part du capital détenue par le Maroc
Société financière internationale	**0,38%**
Agence multilatérale de garantie des investissements	**0,38%**
Association internationale de développement	**0,37%**
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	**0,30%**
Fonds Monétaire International	-

▸ Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques

Ledit compte a pour objet de comptabiliser les opérations afférentes à l'adhésion du Royaume du Maroc aux organismes arabes et islamiques suivants :

Organismes arabes et islamiques	Part du capital détenue par le Maroc
Banque maghrébine pour l'investissement et le commerce extérieur	20,00%
Fonds monétaire arabe (FMA)	4,70%
Institution arabe de garantie des investissements et de l'assurance à l'exportation	3,29%
Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)	2,49%
Société islamique d'assurance des crédits à l'exportation et de garantie des investissements	1,73%
Société arabe d'investissement (SAI)	1,71%
Banque arabe de développement économique en Afrique (BADEA)	1,57%
Compte spécial pour le financement des projets du secteur privé dans les pays arabes	0,79%
Société internationale islamique pour le financement du commerce	0,69%
Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricole (AAIDA)	0,59%
Banque islamique de développement (BID)	0,51%
Fonds de solidarité islamique pour le développement	0,33%
Société islamique pour le développement du secteur privé	0,07%

▸ Compte d'adhésion aux institutions multilatérales

Ce compte a pour objet la comptabilisation des opérations afférentes à l'adhésion du Royaume du Maroc aux institutions multilatérales. Il s'agit des organismes ci-après :

Institutions multilatérales	Part du capital détenue par le Maroc
Fonds Africa50	10,56%
Banque africaine de développement (BAD)	3,63%
Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC)	3,00%
Société Schelter Afrique	2,97%
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)	0,32%
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)	0,08%
Banque ouest africaine de développement (BOAD)	0,05%
Banque africaine d'import-export (AFREXIMBANK)	0,26%

Les montants des participations du Maroc versés au cours de la période 2016-2018, aux organismes internationaux, ainsi que les prévisions pour les années 2019, 2020, 2021 et 2022 se répartissent comme suit :

(en MDH)

Institutions ou organismes	Réalisations			Prévisions			
	2016	2017	2018	LF 2019	PLF 2020	2021	2022
Institutions de Bretton Woods	-	-	-	102,53	87,14	87,14	87,14
Organismes arabes et islamiques	157,10	161,11	182,25	63,97	67,11	15,99	15,99
Institutions multilatérales	169,79	220,23	190,53	1.520,11	1.528,89	1.243,50	1.243,50
Total	**326,89**	**381,34**	**372,78**	**1.686,61**	**1.683,14**	**1.346,63**	**1.346,63**

1.2.2.3. Comptes d'opérations monétaires

Cette catégorie de comptes qui décrivent des mouvements de fonds d'origine monétaire, comprend les deux comptes suivants :

- **« Différence de change sur ventes et achats de devises »** : ce compte permet à l'Etat de prendre en charge le différentiel de change en dirhams des avoirs et engagements en devise constaté par Bank Al Maghrib lors de l'évaluation mensuelle. Les résultats définitifs sont pris en recette ou en dépense au compte du budget de l'Etat au plus tard la deuxième année suivant celle au cours de laquelle ils sont dégagés conformément à l'article 28 de la loi organique n° 130-13 relative à la loi de finances;
- **« Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs » :** dédié aux opérations de swap de la dette, ce compte retrace les frais ainsi que les pertes et gains afférents aux transactions de swap de devises ou d'intérêts. A noter que ce compte n'a jamais été mouvementé du fait que toutes les opérations de couverture ont été régies par les dispositions des contrats de prêts ne nécessitant pas l'utilisation des ressources dudit compte. Toutefois, des opérations de couverture pourraient intervenir à l'avenir.

Les réalisations des comptes d'opérations monétaires pour la période 2016-2018, se présentent comme suit :

(en MDH)

Intitulé du compte	2016		2017		2018	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Différence de change sur ventes et achats de devises	97,44	15,98	14,40	9,37	8,34	9,83
Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**97,44**	**15,98**	**14,40**	**9,37**	**8,34**	**9,83**

1.2.2.4. Comptes de dépenses sur dotations

Les comptes de dépenses sur dotations, qui sont au nombre de quatre (04) en 2019, retracent des opérations relatives à une catégorie spéciale de dépenses dont le financement est assuré exclusivement par des dotations budgétaires.

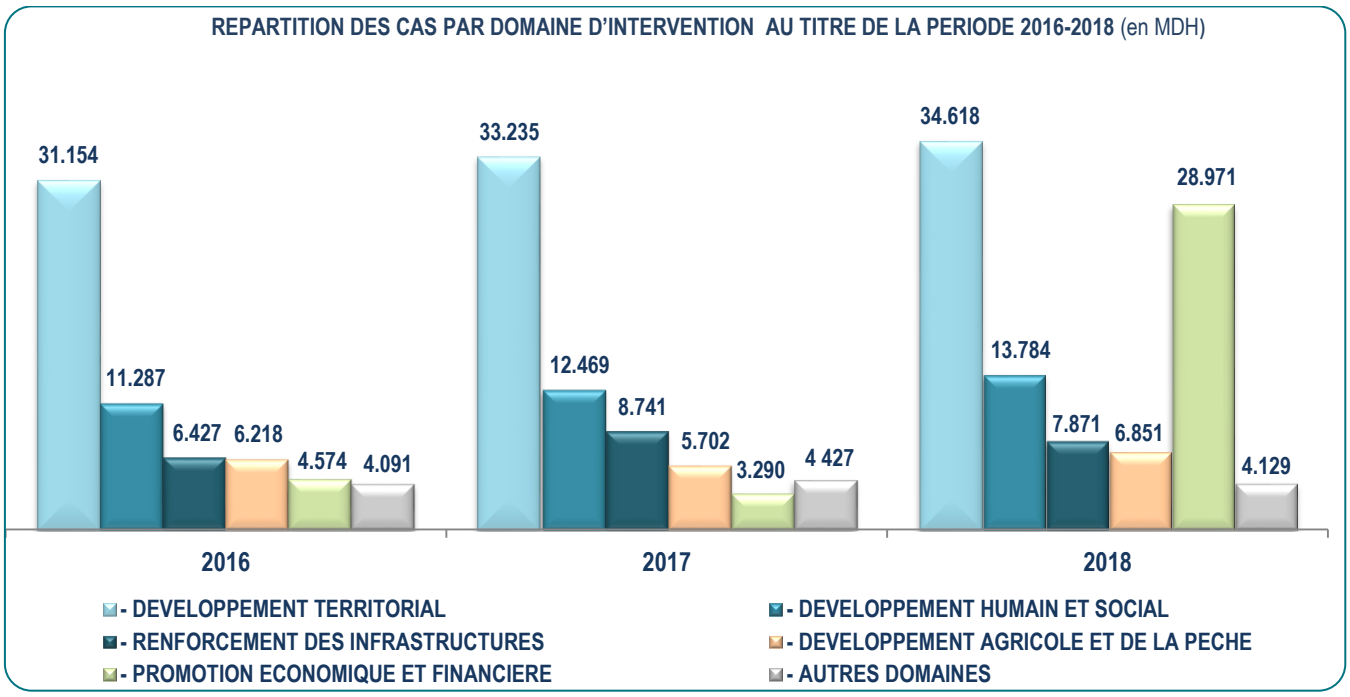
Les prévisions des ressources et les plafonds des charges desdits comptes au titre de la période 2016-2018, s'élèvent à 32.401,50 MDH, représentant, respectivement, 13,47% et 15,00% des ressources et des charges globales des comptes spéciaux du Trésor au cours de ladite période.

CHAPITRE II - ROLE DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE DANS LA REALISATION DES GRANDS PROJETS STRUCTURANTS, LE RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES ET LA LUTTE CONTRE LES DISPARITES SOCIALES ET SPACIALES

L'enveloppe totale des dépenses réalisées dans le cadre des CST s'élève en 2018 à 114.856,5 MDH, dont 96.224,07 MDH représentant la part des CAS, soit 83,78% du total.

Le présent bilan des principales réalisations des CAS fait ressortir, par domaine d'intervention, le volume desdites contributions tel qu'il est ventilé comme suit :

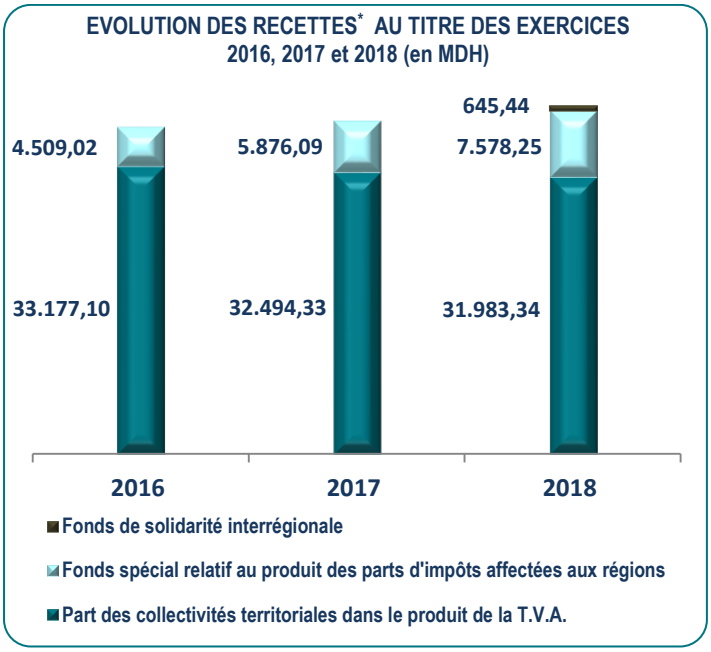
- Le développement territorial : 34.618 MDH, soit 36,0% ;
- La promotion économique et financière : 28.971 MDH, soit 30,1% ;
- Le développement humain et social : 13.784 MDH, soit 14,3% ;
- Le renforcement des infrastructures : 7.871 MDH, soit 8,2% ;
- Le développement agricole et de la pêche : 6.851 MDH, soit 7,1% ;
- Les autres domaines : 4.129 MDH, soit 4,3%.

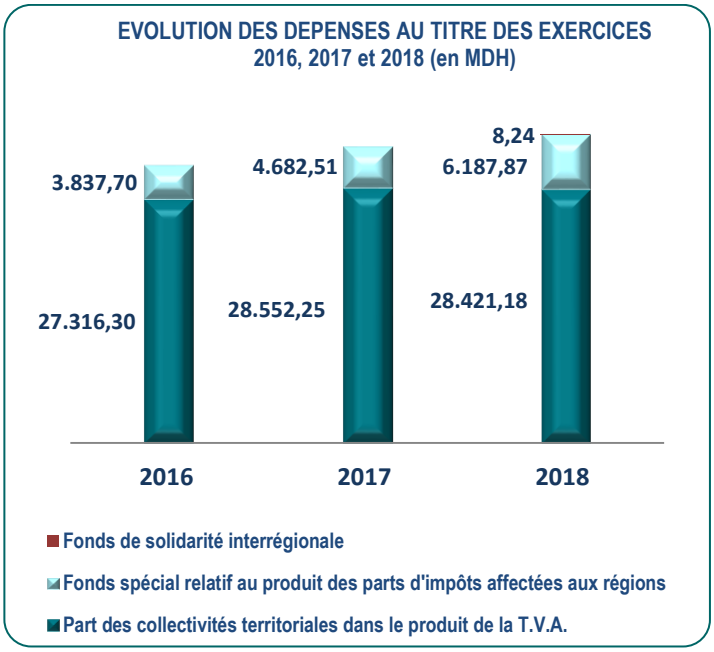


SECTION I - DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Les dépenses des comptes d'affectation spéciale intervenant dans le domaine du développement territorial, en l'occurrence le compte "Part des collectivités territoriales dans le produit de la TVA", le "Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions" et le " Fonds de solidarité interrégionale", le « Fonds de mise à niveau sociale » représentent globalement 36% du total des dépenses réalisées en 2018 par les CAS.

EVOLUTION DES RECETTES* ET DES DEPENSES VENTILEES PAR COMPTE





(*) compte tenu du solde reporté.

2.1.1. Part des collectivités territoriales dans le produit de la TVA

Le plafond prévisionnel des ressources et des charges de ce compte prévu par la loi de finances pour l'année 2018 a été fixé à 28.321,90 MDH contre 26.819,10 MDH en 2017 et 23.789,14 MDH en 2016.

Le plafond des charges dudit Fonds réalisé en 2018 a été relevé à 29.147,53 MDH contre 28.471,23 MDH et 29.688,96 MDH, respectivement, en 2017 et 2016.

Les programmes d'emploi prévisionnels des dépenses, compte tenu du relèvement du plafond des charges dudit compte et des virements de crédits opérés en cours d'année, font ressortir, par nature et par catégorie des collectivités territoriales bénéficiaires, la répartition suivante :

(en MDH)

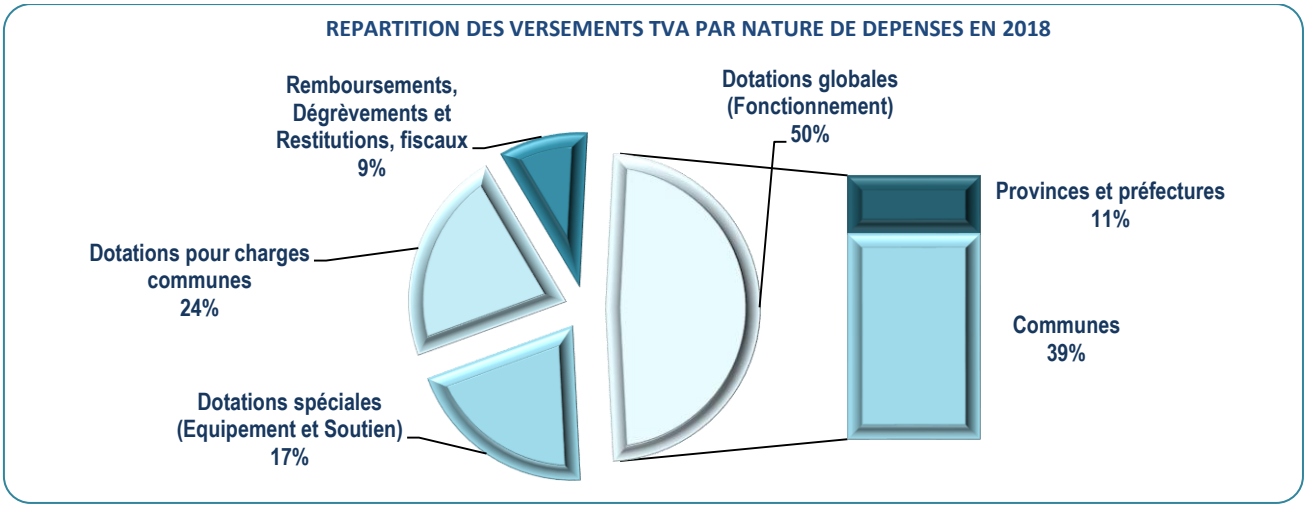
Dotations	2016	2017	2018
Dotations globales (Fonctionnement) :	**14.052,2**	**14.116,5**	**14.417,7**
- *Provinces et préfectures*	3.079,6	3.105,9	3.130,9
- *Communes*	10.972,6	11.010,6	11.286,8
Dotations spéciales (Equipement et Soutien)	**6.676,4**	**4.998,9**	**4.905,5**
Dotations pour charges communes	**6.414,1**	**7.348,9**	**7.105,9**
Remboursements, Dégrèvements et Restitutions, fiscaux	**2.500,0**	**1.965,0**	**2.714,3**
Crédits de reports	**46,2**	**41,9**	**4,1**
Total	**29.688,9**	**28.471,2**	**29.147,5**

Les dotations globales d'un montant de 14.417,74 MDH, représentant environ 50% du total de la part de la TVA affectée aux collectivités territoriales, ont contribué au financement des dépenses de fonctionnement de ces collectivités en 2018, contre 14.116,47 MDH en 2017.

Quant aux dotations spéciales (équipement et soutien), dont le montant en 2018 est de 4.905,5 MDH, contre 4.998,9 MDH en 2017, soit une part de 17% du total de la part de la TVA affectée aux collectivités territoriales. Ces dotations ont permis le financement des actions liées aux efforts desdites collectivités en matière d'équipement en infrastructures, de mise à niveau et de développement urbain ainsi que de protection de l'environnement (assainissement liquide et gestion des déchets solides).

Les dotations pour charges communes, d'un montant de 7.105,9 MDH en 2018, contre 7.348,9 MDH en 2017, sont destinées à couvrir les dépenses communes aux collectivités territoriales ainsi que celles afférentes à leur contribution au financement de certains programmes de développement socio-économiques structurants.

S'agissant des remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux relatifs à la TVA, un crédit de 2.714,3 MDH a été prévu au titre de l'année 2018 dont un montant de 2.323,3 MDH a été effectivement restitué.



Globalement, les réalisations de l'année 2018 au titre des recettes et des dépenses se sont élevées, compte non tenu du solde reporté, respectivement à 31.357,7 MDH et 28.421,18 MDH.

Le plafond des charges de ce compte, prévu par la loi de finances pour l'année 2019, est de 29.998,64 MDH. Il a été relevé à 33.760,80 MDH et réparti comme suit :

(en MDH)

DOTATIONS	Prévisions 2019	%
Dotations globales (Fonctionnement)	14.260,47	42%
Dotations Spéciales (Equipement et Soutien)	8.825,58	26%
Dotations pour charges communes	6.689,42	20%
Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux	3.980,23	12%
Crédits de reports	5,10	
Total	**33.760,80**	**100%**

Pour la période 2020-2021, il est prévu de poursuivre la contribution au financement des programmes de mise à niveau des grandes villes du Royaume, et de participer au financement des actions portant sur la construction de routes, la réalisation des études relatives au transport urbain, les travaux d'assainissement, la protection contre les inondations, la lutte contre l'habitat insalubre et la réfection des habitats menaçant ruine.

2.1.2. Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions

Le plafond prévisionnel des ressources et des charges de ce compte fixé par la loi de finances pour l'année 2018 s'est élevé à 6.274,8 MDH contre 5.764 MDH en 2017 et 4.192,4 MDH en 2016.

Le plafond des charges dudit Fonds réalisé en 2018 a été relevé à 7.368,92 MDH contre 5.924,23 MDH et 4.365,14 MDH, respectivement, en 2017 et 2016.

Les recettes réalisées au titre dudit compte ont atteint, compte non tenu du solde reporté, 6.834,15 MDH en 2018, contre 5.204,77 MDH en 2017 et 4.107,56 MDH en 2016.

Quant aux dépenses, elles se sont élevées en 2018 à 6.187,87 MDH contre 4.682,51 MDH et 3.837,70 MDH, respectivement, en 2017 et 2016.

La répartition des crédits programmés et des versements réalisés, par région, pour l'année 2018, se présente comme suit :

(en MDH)

REGIONS	Programme initial 2018				Réalisations 2018	Part Régions (%)
	IS/IR	Taxe Contrats Assurances	Contribution BG	TOTAL		
CASABLANCA-SETTAT	421,98	104,99	272,49	799,46	780,24	12,7%
MARRAKECH-SAFI	343,69	69,17	221,93	634,79	619,26	10,1%
RABAT-SALE-KENITRA	333,17	70,09	215,14	618,40	603,32	9,9%
FES-MEKNES	333,30	64,83	215,22	613,35	598,30	9,8%
TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	293,06	54,42	189,24	536,72	523,51	8,6%
L'ORIENTAL	288,86	35,41	186,53	510,80	497,92	8,1%
SOUSS-MASSA	281,48	40,96	181,76	504,20	491,59	8,0%
BENI MELLAL-KHENIFRA	259,60	38,57	167,63	465,80	454,17	7,4%
DRÂA-TAFILALET	263,01	25,02	169,84	457,87	446,19	7,3%
LAÂYOUNE-SAKIA EL HAMRA	245,17	5,63	158,32	409,12	398,36	6,5%
DAKHLA-OUED ED-DAHAB	230,91	2,19	149,10	382,20	372,10	6,1%
GUELMIM-OUED NOUN	190,18	6,64	122,81	319,63	311,27	5,1%
DEPENSES COMMUNES RELATIVES AUX REMBOURSEMENTS, DEGREVEMENTS ET RESTITUTIONS, FISCAUX	22,50	-	-	22,50	91,64	0,4%
Total	**3.506,91**	**517,92**	**2.250,01**	**6.274,84**	**6.187,87**	**100%**

Le plafond des charges prévu par la loi de finances pour l'année 2019 au niveau dudit compte s'est établi à 7.612,38 MDH, enregistrant un accroissement annuel moyen de 14,92 % sur la période 2017-2019.

La répartition dudit plafond, par région au titre de l'année 2019, se présente comme suit :

(en MDH)

REGIONS	Programme initial 2019				Part Régions (%)
	IS/IR	Taxe Contrats Assurances	Contribution Budget Général	TOTAL	
CASABLANCA-SETTAT	553,94	117,62	294,29	965,86	12,7%
MARRAKECH-SAFI	451,17	77,49	239,69	768,35	10,1%
RABAT-SALE-KENITRA	437,35	78,53	232,35	748,23	9,8%
FES-MEKNES	437,52	72,63	232,44	742,59	9,8%
TANGER-TETOUAN-AL HOCEIMA	384,70	60,97	204,38	650,05	8,5%
L'ORIENTAL	379,19	39,67	201,45	620,31	8,1%
SOUSS-MASSA	369,50	45,89	196,30	611,68	8,0%
BENI MELLAL-KHENIFRA	340,77	43,21	181,04	565,03	7,4%
DRÂA-TAFILALET	345,26	28,03	183,42	556,71	7,3%
LAÂYOUNE-SAKIA EL HAMRA	321,84	6,30	170,98	499,12	6,6%
DAKHLA-OUED ED-DAHAB	303,11	2,45	161,03	466,59	6,1%
GUELMIM-OUED NOUN	249,65	7,44	132,63	389,72	5,1%
DEPENSES COMMUNES RELATIVES AUX REMBOURSEMENTS, DEGREVEMENTS ET RESTITUTIONS, FISCAUX	28,13			28,13	0,4%
Total	**4.602,15**	**580,23**	**2.430,00**	**7.612,38**	**100%**

Ces crédits contribuent au financement des interventions des régions dans divers domaines, notamment:

- Le développement économique ;
- Le développement rural ;
- La protection de l'environnement ;
- La promotion de la culture ;
- La promotion de la formation professionnelle, de la formation continue et de l'emploi.

2.1.3. Fonds de solidarité interrégionale

Ce compte a été institué par la Constitution de 2011 et créé par la loi de finances pour l'année 2016, dont l'ordonnateur est le Ministre de l'Intérieur, en vue de comptabiliser les opérations visant à réduire les disparités entre les régions, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les principales ressources dudit compte se présentent comme suit:

- 10% du produit de la part de l'IS affecté aux régions ;
- 10% du produit de la part de l'IR affecté aux régions ;
- la part revenant à ce compte du produit de la taxe sur les contrats d'assurances ;
- 10% des contributions du budget de l'Etat prévue au profit des régions.

L'affectation des crédits programmés à cet effet aux régions se fait selon les critères mentionnés ci-dessous:

- L'indice de développement humain ;
- Le produit intérieur brut par habitant ;
- Le nombre de chômeurs ;
- Le nombre d'habitants en milieu rural ;
- Le nombre d'habitants en périphérie urbaine ;
- La nature des projets financés suivant les priorités des politiques publiques.

Les recettes enregistrées au niveau de ce compte se sont élevées, en 2018, à 645,44 MDH. Alors que le plafond de ses charges a atteint 697,20 MDH, dont 8,24 MDH au titre de dépenses relatives aux remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux.

2.1.4. Fonds de mise à niveau sociale

Le « Fonds de mise à niveau sociale » a été créé par la loi de finances de l'année 2016, conformément à la Constitution de 2011 et aux dispositions de l'article 229 de la loi organique n° 111.14 relative aux régions, dont le but de résorber les déficits en matière de développement humain, d'infrastructures de base et d'équipements divers.

Les principales ressources dudit compte se présentent comme suit:

- Les versements du budget général ;
- Les sommes versées par les collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics pour la réalisation d'opérations de mise à niveau sociale des régions ;
- Les participations diverses.

En ce qui concerne les dépenses, elles concernent essentiellement :

- Les dépenses afférentes à l'approvisionnement en eau potable et en électricité ;
- Les dépenses afférentes à la résorption de l'habitat insalubre ;
- Les dépenses afférentes aux programmes de santé ;
- Les dépenses afférentes aux programmes relatifs à l'éducation ;
- Les dépenses afférentes à la réalisation des réseaux routiers et des voies de communication.

La répartition des recettes dudit Fonds s'opère sur la base des critères suivants :

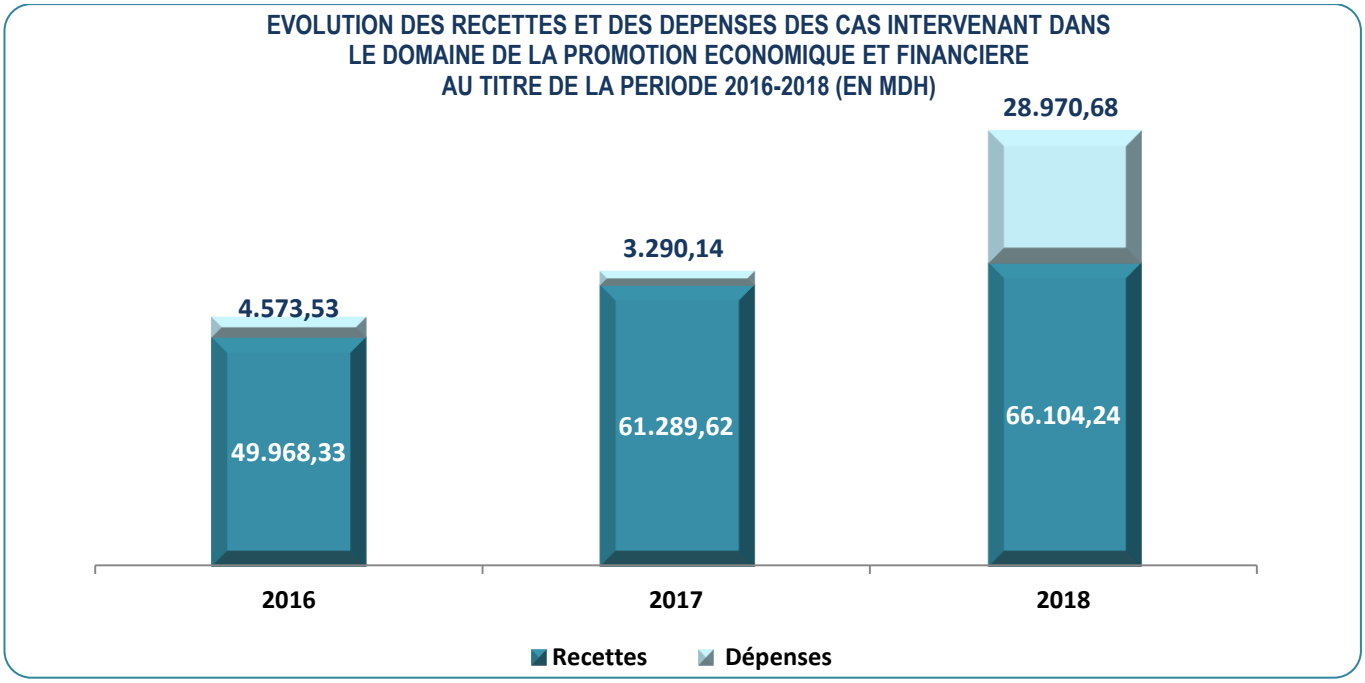
- Le produit intérieur brut par habitant ;
- Le nombre des habitants en milieu rural ;
- Le volume des investissements publics réalisés au niveau de la région ;
- Le taux de précarité au niveau de la région ;
- La nature des projets à financer.

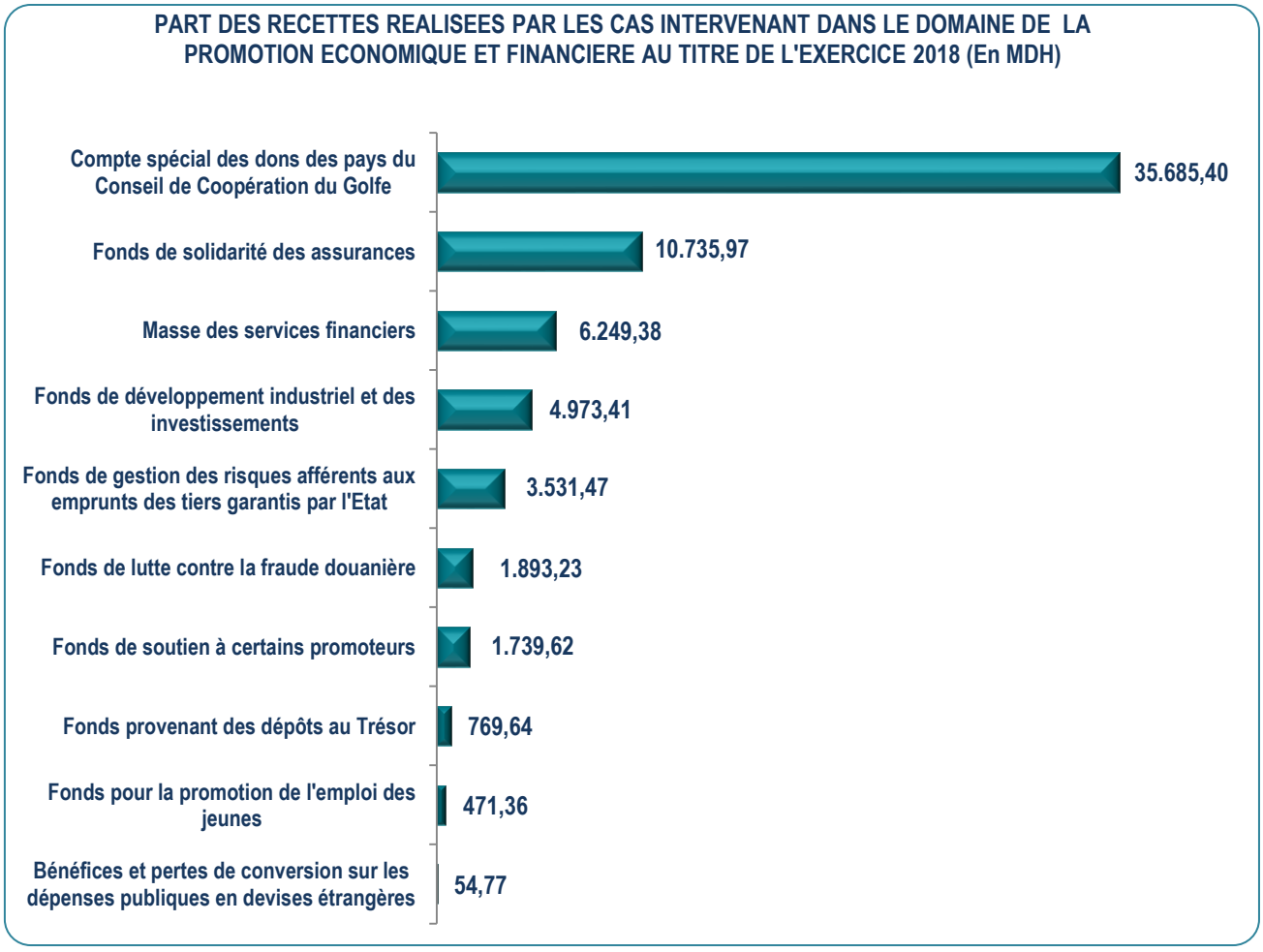
En 2018, ce compte a reçu une enveloppe de 10 MDH au titre de la contribution du budget général.

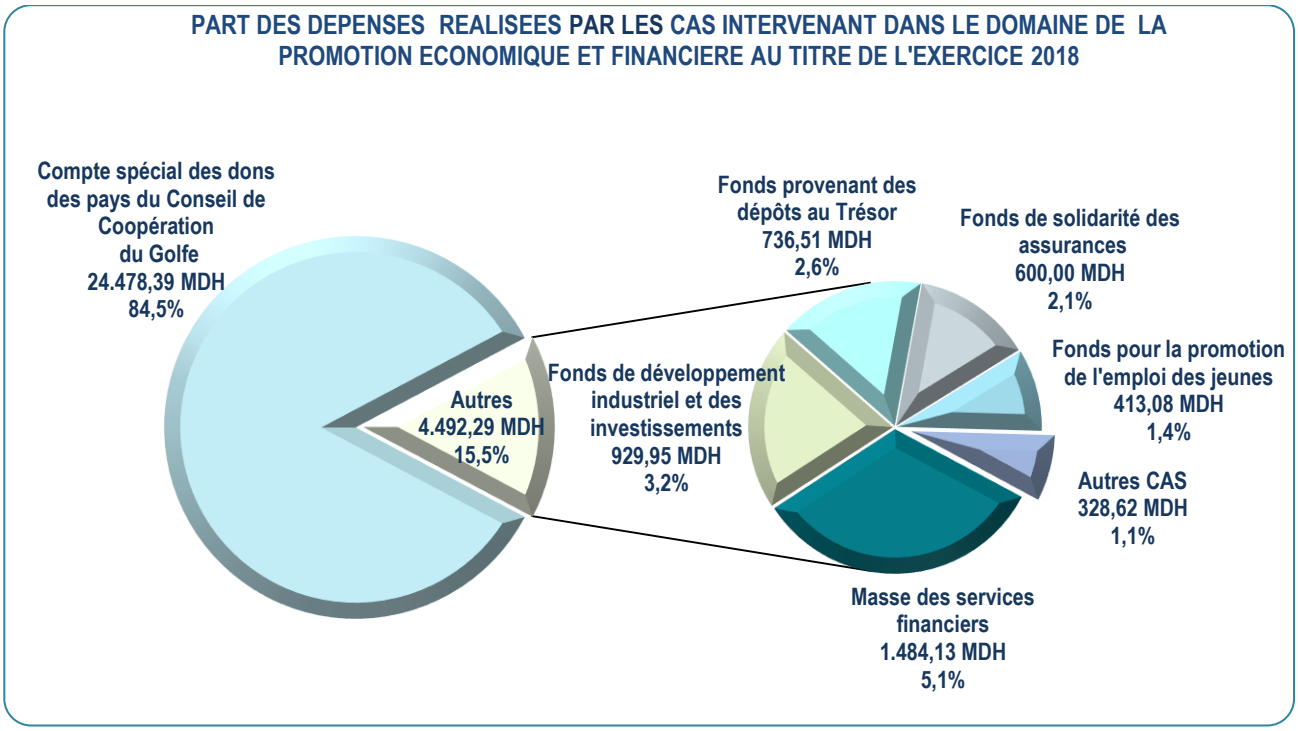
SECTION II- PROMOTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Les comptes d'affectation spéciale intervenant dans le domaine de la promotion économique et financière, sont au nombre de 10. Les recettes de ces comptes ont enregistré une hausse annuelle moyenne de 15,02 % au titre de la période 2016-2018.

Quant aux dépenses, elles ont connu une baisse de 28% entre 2016 et 2017 puis une augmentation exceptionnelle en 2018, dû essentiellement à l'augmentation des dépenses du CAS des dons des pays du Golfe.


EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DES CAS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE AU TITRE DE LA PERIODE 2016-2018 (EN MDH)
4.573,53
49.968,33
3.290,14
61.289,62
28.970,68
66.104,24
2016
2017
2018
Recettes
Dépenses


PART DES RECETTES REALISEES PAR LES CAS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE AU TITRE DE L'EXERCICE 2018 (En MDH)
Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe
35.685,40
Fonds de solidarité des assurances
10.735,97
Masse des services financiers
6.249,38
Fonds de développement industriel et des investissements
4.973,41
Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat
3.531,47
Fonds de lutte contre la fraude douanière
1.893,23
Fonds de soutien à certains promoteurs
1.739,62
Fonds provenant des dépôts au Trésor
769,64
Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes
471,36
Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères
54,77



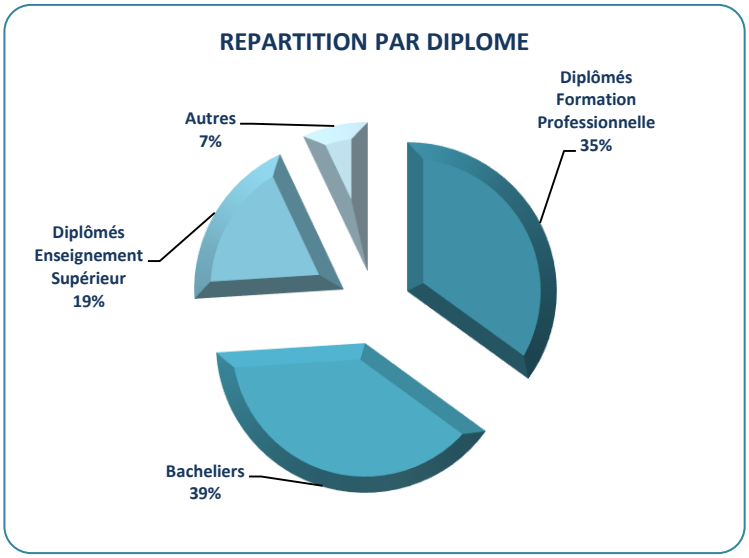
2.2.1. Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes

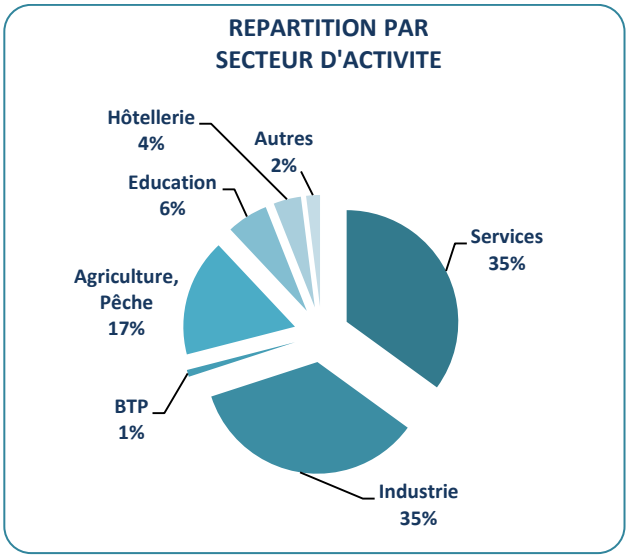
En 2018, les recettes de ce Fonds ont atteint 471,36 MDH contre 454,80 MDH en 2017 et 356,36 MDH en 2016. Quant aux dépenses, elles sont passées de 283,24 MDH en 2017 à 413,08 MDH en 2018.

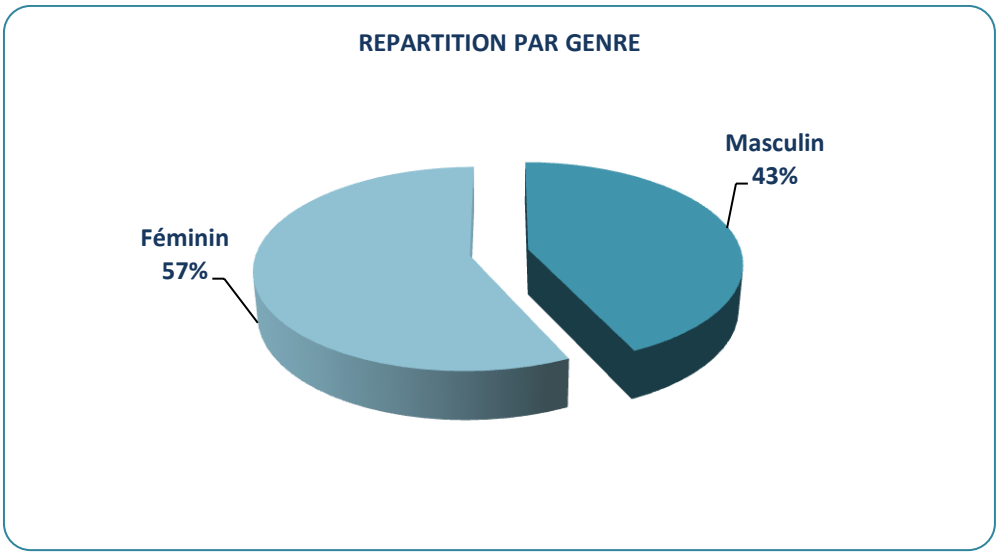
S'agissant du domaine de l'emploi, le Fonds pour la promotion de l'emploi et des jeunes a financé les programmes actifs de l'emploi dont le bilan de réalisation en termes de nombre de bénéficiaires pour la période 2016-2018 se répartit comme suit :

Programmes		Nombre de bénéficiaires		
		2016	2017	2018
Idmaj		75.613	89.077	102.773
Tahfiz		2.235	3.211	6.180
Taehil	Formation Contractualisée pour l'Emploi	3.986	3.752	3.010
	Formation Qualifiante ou de Reconversion	2.793	2.856	2.502
	Formation d'Appui aux Secteurs Emergents	7.395	8.817	12.856
	Total Taehil	14.174	15.425	18.368
Auto-emploi		1.904	2.425	2.785

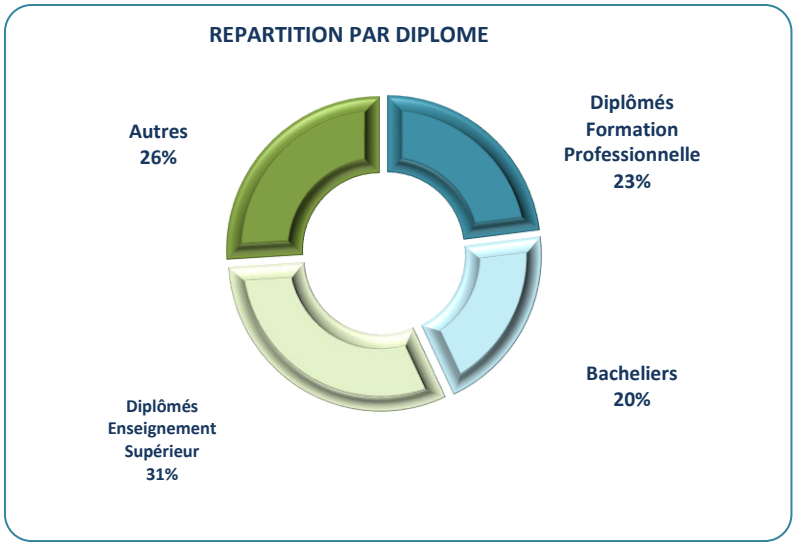
Les réalisations dans le cadre du programme IDMAJ au titre de l'année 2018 ont porté sur l'insertion de 102.773 bénéficiaires dont 15.922 dans le cadre du placement à l'international, soit une augmentation de 15% par rapport à l'année 2017. La répartition desdites insertions se présente comme suit :

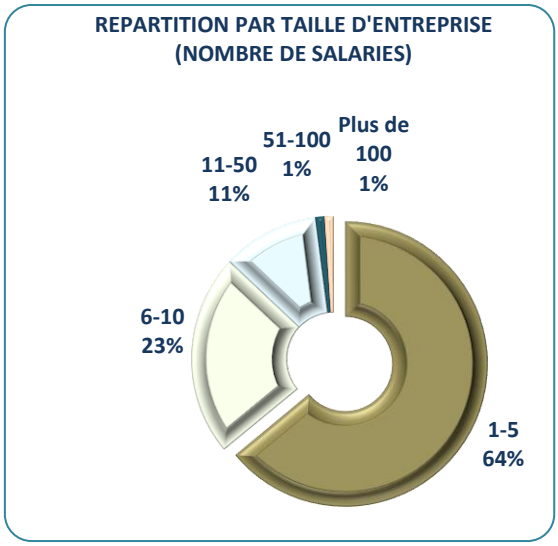




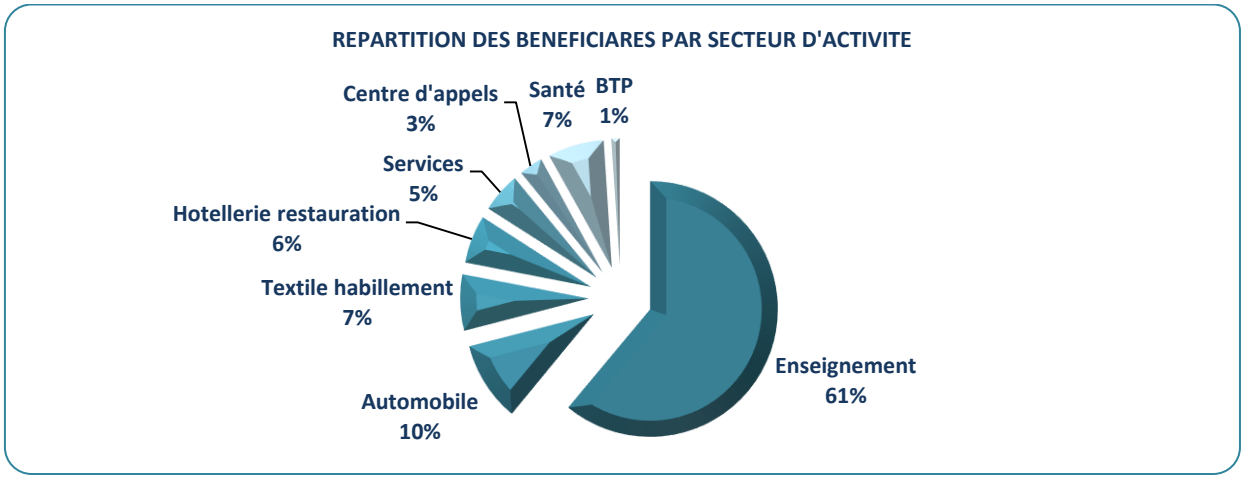


La répartition du cumul des bénéficiaires du programme "Tahfiz" depuis son démarrage à fin décembre 2018, se présente comme suit :

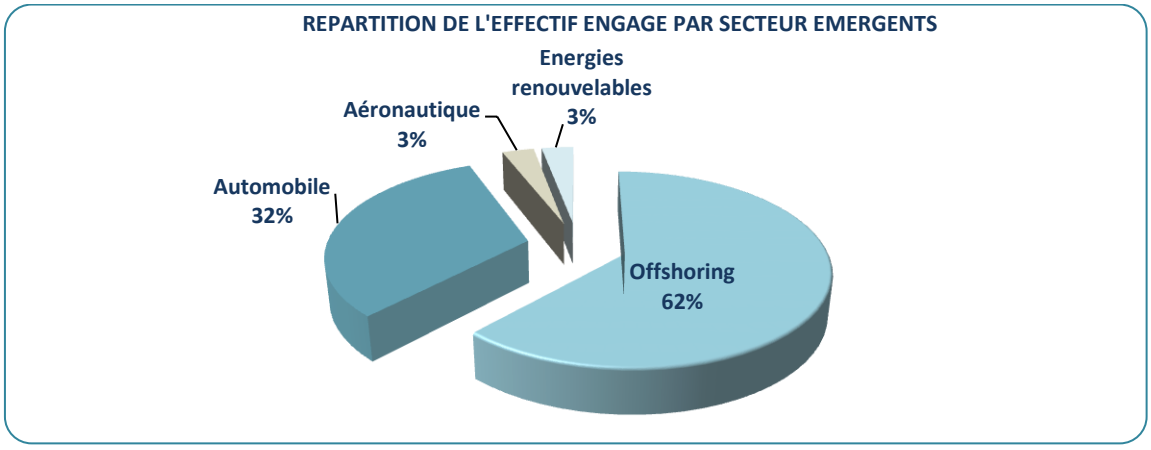




La formation contractualisée pour l'Emploi s'est caractérisée en 2018 par la signature de 216 conventions tripartites de formation au profit de 196 entreprises, totalisant 3.010 opportunités de formation en vue d'accéder à l'emploi. En termes de répartition sectorielle, les secteurs de l'enseignement et de l'automobile représentent 71% des besoins en formation à la carte.



Au titre du dispositif d'appui aux secteurs émergents, 12.856 salariés des entreprises opérant dans les différents secteurs émergents ont participé à une ou plusieurs formations permettant de renforcer leurs compétences managériales et techniques. Le secteur de l'offshoring reste le premier secteur bénéficiaire, suivi de ceux de l'automobile, de l'aéronautique et des énergies renouvelables.



Le bilan des réalisations des programmes actifs de l'emploi à fin juin 2019 se présentent comme suit :

- Programme IDMAJ : a permis d'insérer 57.507 bénéficiaires au titre des 6 premiers mois de l'année 2019 contre 59.727 insérés au titre de la même période de l'année 2018 ;
- Programme TAHFIZ : a permis à 4.558 salariés de bénéficier de ses avantages contre 2.519 salariés au titre de la même période de l'année 2018, soit une progression de 81% ;
- Programme TAEHIL : a permis à 9.491 chercheurs d'emploi de suivre un cycle de formation pour faciliter leur insertion dans le marché de travail contre 8.287 bénéficiaires au titre de la même période de 2018, soit une augmentation de 14% ;

- Programme Auto Emploi : a permis d'accompagner 2.313 porteurs de projet au titre du premier semestre de l'année 2019 contre 1.164 bénéficiaires au titre de la même période de 2018 soit une augmentation de 99%.

2.2.2. Fonds de développement industriel et des investissements

Les recettes réalisées par ce Fonds en 2018, compte tenu du solde reporté, s'élèvent à 4.973,41 MDH contre 5.142,05 MDH en 2017 et 5.025,14 MDH en 2016, enregistrant ainsi une baisse annuelle moyenne de 0,52 %.

Les dépenses aussi ont marqué une tendance baissière avec une moyenne annuelle de 22,56 %. Elles ont atteint 929,95 MDH en 2018 contre 368,64 MDH en 2017 et 1.550,89 MDH en 2016.

Les aides de l'Etat à travers le FDII couvrent :

- Une prime globale à l'investissement matériel et immatériel pouvant aller jusqu'à 30 % du montant total d'investissement hors taxes ;
- Une prime de croissance à l'export pouvant aller jusqu'à 10% du chiffre d'affaires additionnel à l'export ;
- Une prime annuelle de substitution aux importations ;
- Une aide annuelle d'installation au Maroc.

Les réalisations cumulées des programmes financés par ce Fonds, depuis le lancement du PAI (2014) jusqu'à fin mai 2019, se présentent comme suit:

(en MDH)

Secteurs / Programmes	Budget	Réalisations à fin mai-2019
Automobile	10.100	6.394,42
Aéronautique	890	107,54
Textile	2.100	313,82
Textile (Finissage-Impression-Teinture)	470	303,81
Cuir	200	19,15
Groupement du Poids Lourd et de la Carrosserie (GPLC)	100	30,00
Chimie	130	39,49
Plasturgie	150	44,93
Matériaux de Construction	260	100,86
Médicaments	260	89,50
Offshoring (y compris restitution d'une partie de l'IR et l'IS)	1.000	310,24
OCP	200	-
Industries Métallurgiques et Mécaniques	190	-
Naval	90	-
Projet Industriel en énergies renouvelables	220	113,13
Fonds d'Appui à la Compétitivité des Entreprises (FACE)	1.750	1.614,83
Entrepreneuriat	50	20,07
Appui à la reconversion des entreprises formelles du secteur de la plasturgie	200	78,45
Agro-Industrie	350	45,00
Innovation	600	496,90
Appui institutionnel	430	421,70
Infrastructures	500	1.005,85
Ecole Centrale de Casablanca	100	251,25
Autres dépenses	600	165,32
TOTAL	**20.940**	**11.966,26**

2.2.3. Fonds de solidarité des assurances

Ce Fonds a été créé en vue de comptabiliser les opérations afférentes à :

- l'attribution d'aides aux entreprises d'assurances destinées à pallier le déséquilibre de leur situation financière résultant de l'exercice d'une ou de plusieurs catégories d'opérations d'assurances obligatoires pour lesquelles elles sont agréées ;
- l'octroi de subventions aux entreprises d'assurance en état de liquidation afin de combler l'insuffisance d'actifs afférents aux catégories d'opérations d'assurances obligatoires ;
- l'allocation, en cas du transfert d'office d'un portefeuille des contrats en cours et des sinistres, de subventions aux entreprises d'assurances cessionnaires destinée à combler tout ou une partie de l'insuffisance d'actifs de l'entreprise cédante, en considération de ses engagements réels.

Le Fonds est financé, essentiellement, par la part du produit de la taxe sur les contrats d'assurances conclus par les entreprises d'assurances, le produit de la contribution des entreprises d'assurances, de réassurance et de capitalisation agréées, ainsi que les excédents d'actifs résultant de la liquidation des entreprises d'assurances et de réassurance.

En 2018, les recettes dudit compte se sont établies, compte tenu du solde reporté, à 10.735,97 MDH contre 9.406,47 MDH et 8.687,91 MDH, respectivement, en 2017 et 2016, soit un accroissement annuel moyen d'environ 11%. Quant aux dépenses, elles ont atteint 600 MDH en 2018.

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi n°110-14 instituant un régime de couverture des conséquences d'événements catastrophiques, une dotation initiale d'un montant de 800 MDH sera versée par le Fonds de Solidarité des Assurances au profit du Fonds de Solidarité contre les Evénements Catastrophiques (FSEC), qui a été institué entant qu'établissement public dédié.

Ainsi, les dépenses prévues pour les années 2020, 2021 et 2022 seront de 800 MDH/an.

2.2.4. Masse des services financiers

En 2018, les recettes dudit compte s'élèvent à 6.249 MDH, contre 5.911 MDH et 5.212 MDH, respectivement en 2017 et 2016, enregistrant ainsi un accroissement annuel moyen de 9,50%. Cette tendance haussière est enregistrée également au niveau des dépenses, avec un accroissement annuel moyen de 12,36%, passant ainsi de 1.176 MDH en 2016 à 1.484 MDH en 2018.

Les dépenses effectuées dans le cadre de ce compte, au titre de la période 2016-2018, se présentent comme suit :

(en MDH)

Rubriques	2016	2017	2018
Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux	472,31	516,17	655,62
Frais de fonctionnement de l'Administration fiscale	24,55	39,62	60,28
Actions de modernisation de l'Administration fiscale	6,69	7,72	14,15

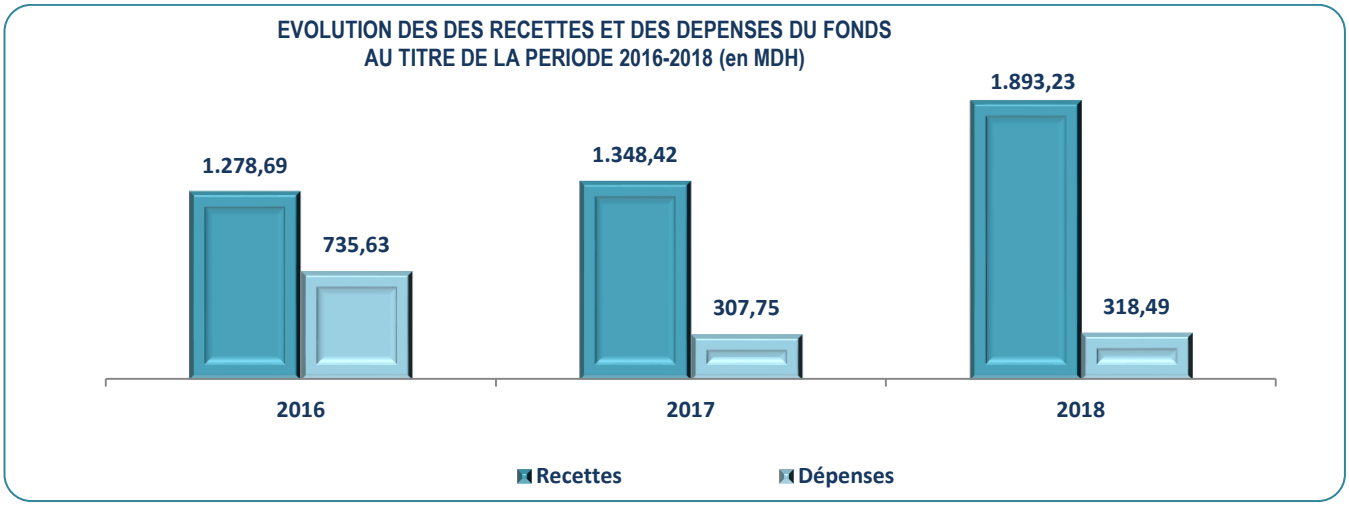
Au titre de la période 2020-2022, le recours audit Fonds se poursuivra notamment pour la prise en charge des :

- Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux ;
- Frais de recouvrement ;

- Certaines dépenses liées au bon fonctionnement des services de la Direction Générale des Impôts;
- Actions liées à la modernisation de l'administration fiscale se rapportant notamment aux :
  - projets de construction, d'aménagement et d'équipement visant l'amélioration des conditions de travail et d'accueil des contribuables ;
  - projets informatiques visant l'amélioration de la qualité de service rendu aux usagers et aux partenaires.

2.2.5. Fonds de lutte contre la fraude douanière

Ce Fonds a réalisé, au titre de l'année budgétaire 2018, des recettes de l'ordre de 1.893 MDH, enregistrant ainsi un accroissement annuel moyen de 21,68% durant la période 2016-2018. Quant aux dépenses, elles ont connu une baisse annuelle moyenne de 34,20% durant la même période.



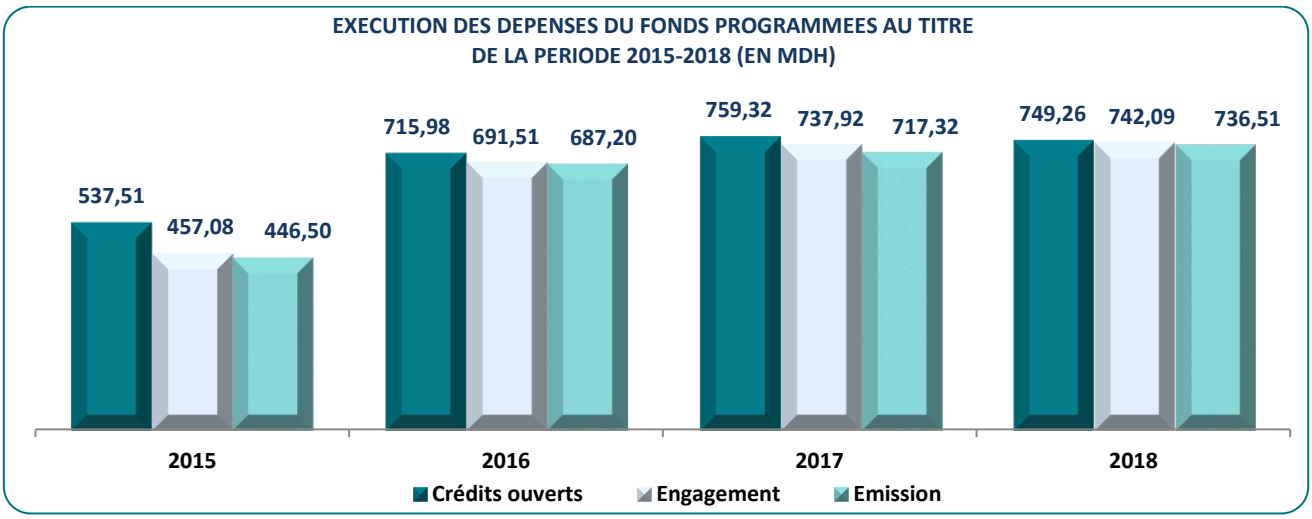
Le plafond de charges prévu pour la période 2020-2022 s'élève à 700 MDH annuellement. Ces crédits seront destinés à la réalisation des principales opérations suivantes :

- Rétribution et indemnités contentieuses dans le cadre de la lutte contre la fraude ;
- Action sociale ;
- Versement au budget général de la quote-part du produit de la majoration sur les obligations cautionnées ;
- Versement au budget général de la part du Trésor dans le produit des réparations contentieuses.

2.2.6. Fonds provenant des dépôts au Trésor

Les recettes réalisées en 2018 par ce compte ont atteint 769,64 MDH, contre 786,35 MDH en 2017 et 740,77 MDH en 2016. Concernant les dépenses, elles ont atteint 736,51 MDH en 2018 contre 717,32 MDH en 2017 et 687,20 MDH en 2016, enregistrant ainsi un accroissement annuel moyen de 3,53 %.

Les principales dépenses programmées entre 2015 et 2019, outre les indemnités du personnel, ont porté particulièrement sur la contribution aux dépenses relatives à la modernisation de la Trésorerie Général du Royaume. Elles se présentent comme suit:



A fin mai 2019, les montants engagés et émis s'élèvent, respectivement, à 380 MDH et 333 MDH sur des crédits ouverts de 391 MDH.

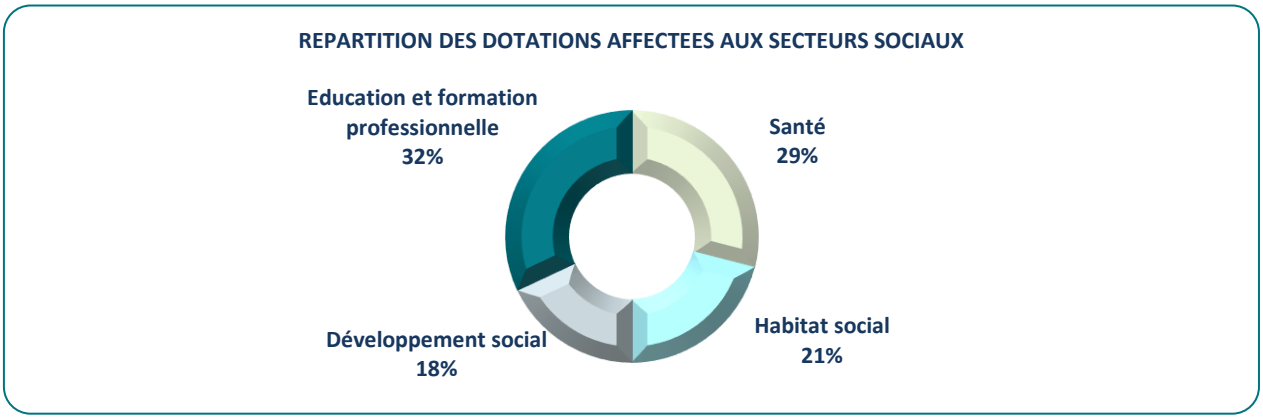
Au titre de la période 2020-2022, il est prévu de continuer à financer les actions liées à l'amélioration du recouvrement, à l'activité bancaire et à la modernisation des services de la Trésorerie Générale du Royaume pour une enveloppe budgétaire annuelle de 360 MDH.

2.2.7. Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe

Les recettes réalisées par ce compte, compte tenu du solde reporté, s'élèvent en 2018 à 35.685,40 MDH contre 33.255,74 MDH et 24.032,85 MDH, respectivement, en 2017 et 2016, enregistrent ainsi un accroissement annuel moyen de 21,85%. Quant aux dépenses réalisées, elles ont passé de 324,70 MDH en 2016 et 363,35 MDH en 2017 à 24.478,39 MDH en 2018.

La répartition sectorielle du portefeuille de projets fait ressortir une prédominance des secteurs sociaux qui représentent près de 57% des financements, ce qui indique la préférence des donateurs pour les projets à vocation sociale. Au second rang, figurent les projets relevant des secteurs de l'infrastructure avec 33 % des financements. Les secteurs productifs viennent en dernier lieu avec 10% des financements mobilisés dans le cadre de ces dons.

Ainsi, la répartition des dotations affectées aux secteurs sociaux se présente comme suit :



Concernant les dotations dédiées aux secteurs de l'Infrastructure, elles sont réparties entre les projets de transports (68%), les barrages (17%) et les projets d'alimentation en eau potable et électricité et ceux de l'assainissement (15%).

Pour les secteurs productifs, les dons ont profité aux projets d'agriculture à raison de 86% des dotations dédiées à ces secteurs et 14% pour le secteur de la pêche maritime.

Les tirages cumulés à fin juin 2019, ont atteint un montant total de 4.633 millions de dollars US. Par ailleurs, la totalité des montants des dons Koweitien et Qatari ont été décaissés, soit 1.250 millions de dollars US chacun. Néanmoins, sur les dons des autres pays donateurs, les décaissements réalisés ont atteint 1.128 millions de dollars US sur le don Emirati et 1.005 millions de dollars US sur le don Saoudien.

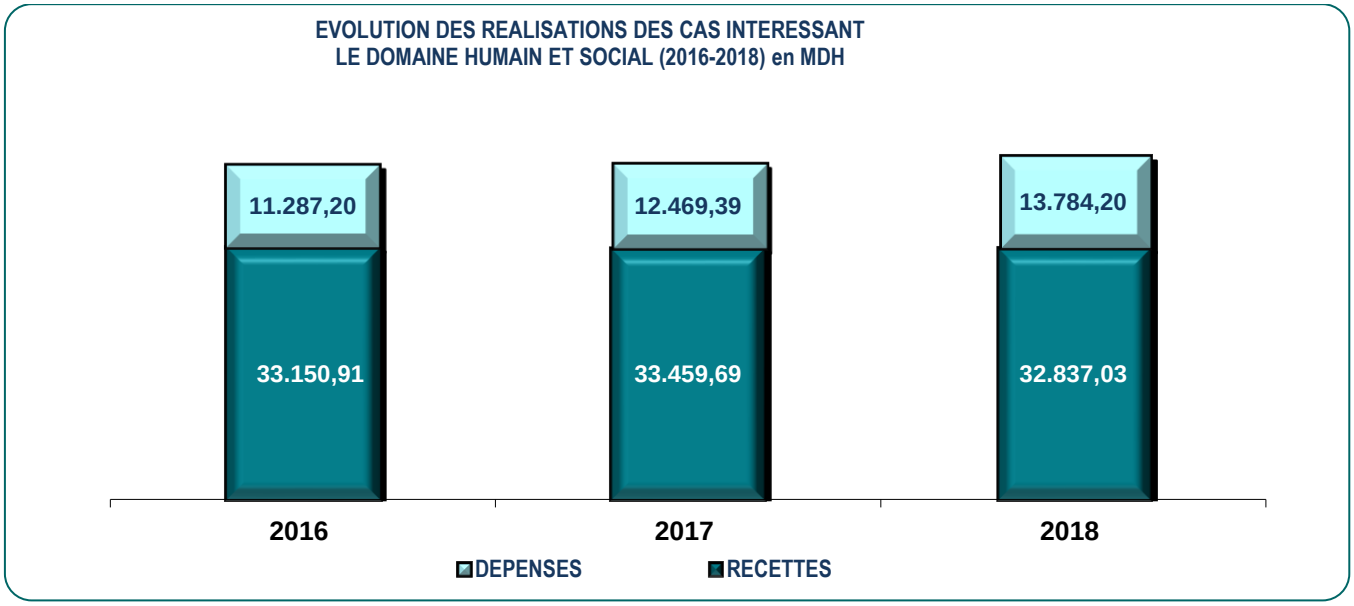
Les prévisions des tirages d'ici la fin de l'année 2019 se présentent comme suit :

(en Millions de Dollars US)

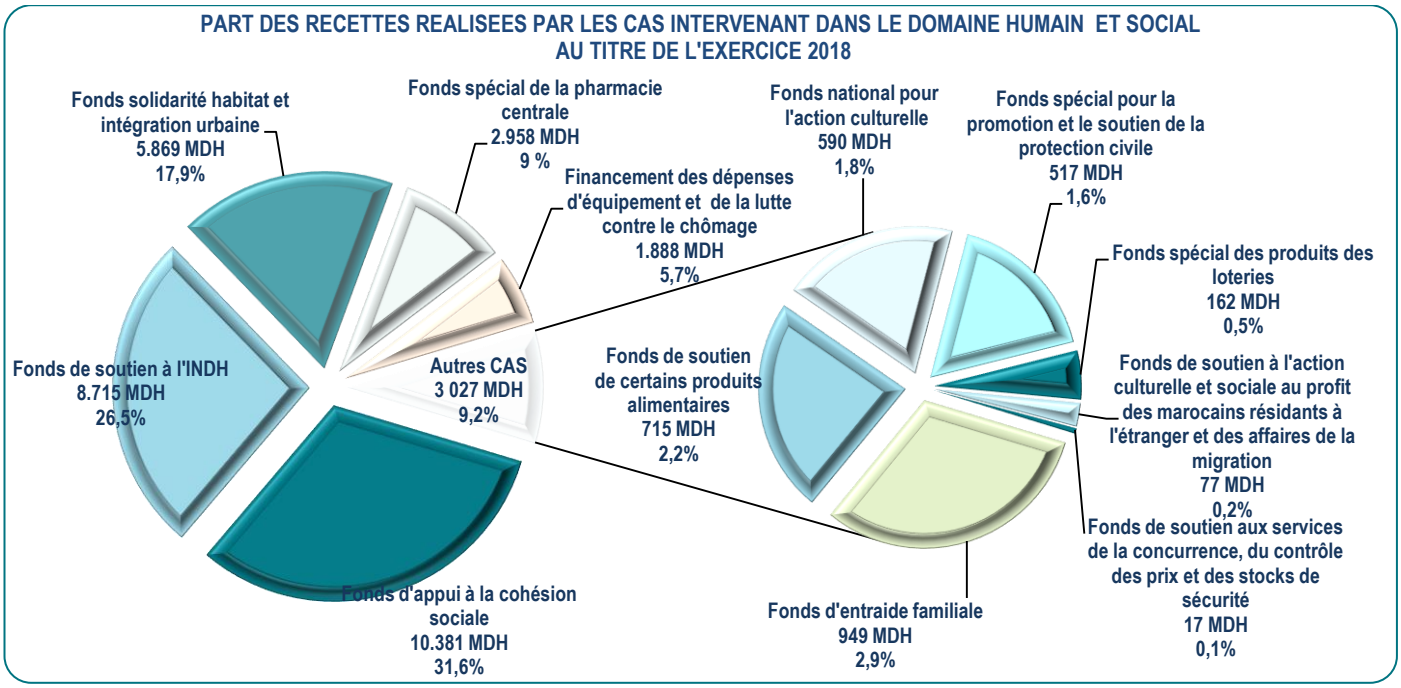
Bailleur de fonds	Tirages cumulés réalisés au 30.06.2019	Tirages prévus à fin décembre 2019
Fonds Koweitien pour le Développement Economique Arabe	1.250	-
Fonds Qatari pour le Développement	1.250	-
Fonds Saoudien pour le Développement	1.005	140
Fonds Abu Dhabi pour le Développement	1.128	30
Total	**4.633**	**170**

SECTION III - DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

Les CAS intervenant dans le domaine du développement humain et social sont au nombre de 12. Les recettes et les dépenses réalisées par ces comptes, au titre de la période 2016-2018, se présentent comme suit :



La répartition des recettes des CAS intervenant dans le domaine du développement humain et social en 2018, est la suivante :



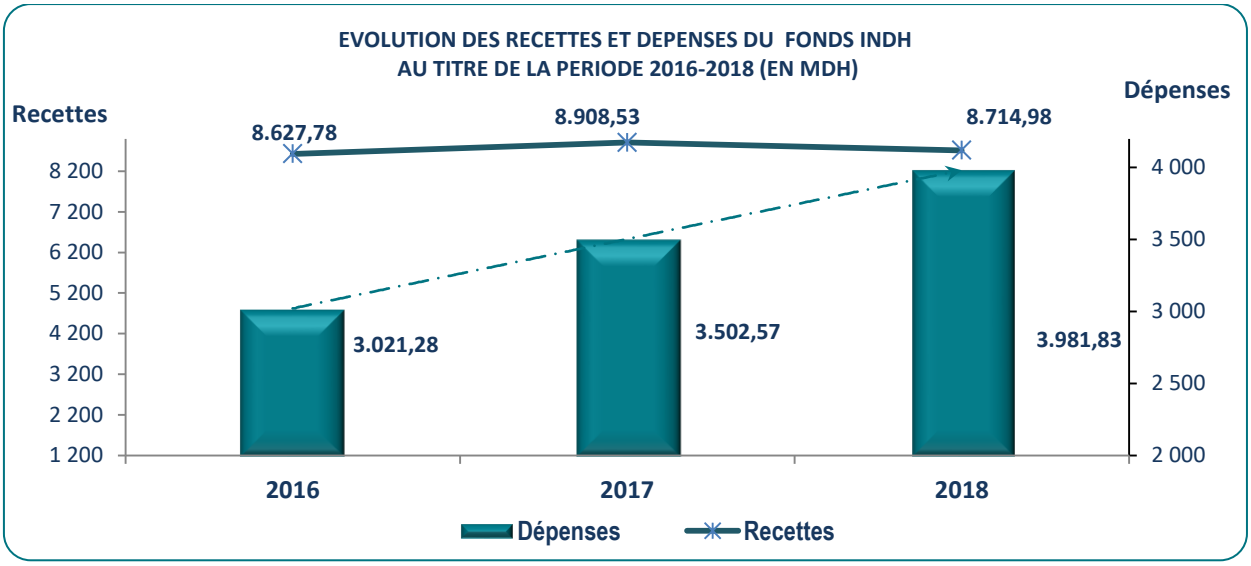
2.3.1. Fonds de soutien à l'Initiative nationale pour le développement humain

L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), au titre de sa 3ème phase (2019-2023), vise la consécration des valeurs de l'équité sociale et de la dignité en consolidant les acquis et en recentrant ses programmes sur le développement du capital humain, la promotion de la condition des générations montantes, l'appui aux catégories en situation difficile, avec le lancement d'une nouvelle génération d'initiatives génératrices de revenus et d'emplois.

Les programmes prévus par la phase III de l'INDH sont :

- Le rattrapage des déficits en infrastructures et services sociaux de base dans les territoires sous équipés, visant l'amélioration des conditions de vie des populations issues des zones reculées. Le budget alloué à ce programme est de l'ordre de 4 MMDH, dont la contribution du CAS- INDH est de l'ordre de 3 MMDH ;
- L'accompagnement des personnes en situation de précarité, pour la prise en charge de 11 catégories cibles avec une enveloppe globale de 4 MMDH ;
- L'amélioration de revenu et l'inclusion économique des jeunes, suivant une approche basée sur l'accompagnement de proximité et le renforcement des capacités et des ressources locales à travers la création des activités économiques favorisant l'insertion professionnelle des jeunes, pour un montant de 4 MMDH ;
- L'impulsion du capital humain des générations montantes à travers le développement de la petite enfance, le soutien au préscolaire dans le monde rural et l'accompagnement de la scolarisation de l'enfant et de l'adolescent nécessitant un budget de 6 MMDH.

Les recettes et les dépenses du Fonds de soutien à l'INDH ont enregistré, au titre de la période 2016-2018, l'évolution suivante :



- **Réalisations financières de l'INDH au titre des années 2016, 2017 et 2018 :**

Les émissions des crédits délégués au titre des trois dernières années comportant les crédits neufs et les reports de crédits, se présentent comme suit :

(en MDH)

Année	Crédits délégués	Reports de crédits	Total des crédits	Engagement	Taux d'Eng	Emissions	Taux d'Emis
2016	3.560,24	4.826,39	8.386,63	5.817,07	69 %	3.021,28	52 %
2017	5.927,23	2.722,80	8.650,12	6.329,03	73,2%	3.502,84	40,50%
2018	5.237,61	2.687,20	7.924,81	7.184,24	91 %	3.982,04	50 %

- **Répartition des crédits et des dépenses par régions :**

La délégation des crédits annuels se fait sur la base du cadrage budgétaire qui tient compte à la fois du ciblage territorial et catégoriel et du nombre total de la population de chaque province et préfecture.

Au titre de la période 2016-2018, la répartition desdits crédits se présente comme suit :

(en MDH)

Régions	2016			2017			2018		
	Total des crédits	Emissions	Taux d'Emis	Total des crédits	Emissions	Taux d'Emis	Total des crédits	Emissions	Taux d'Emis
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	973,44	401,83	48%	883,88	374,46	42,40%	973,44	401,83	48%
L'Oriental	522,09	269,69	66%	515,08	244,58	47,50%	522,09	269,69	66%
Fès - Meknès	1.282,80	386,23	42%	1.320,63	505,39	38,30%	1.282,80	386,23	42%
Rabat – Salé - Kenitra	1.119,44	354,65	53%	1.132,56	439,39	38,80%	1.119,44	354,65	53%
Beni Mellal - Khénifra	479,89	147,39	57%	557,31	299,94	53,80%	479,89	147,39	57%
Casablanca - Settat	1.312,68	295,16	45%	1.497,66	449,26	30,00%	1.312,68	295,16	45%
Marrakech - Safi	992,36	437,75	55%	1.035,05	488,53	47,20%	992,36	437,75	55%
Drâa - Tafilalet	539,50	264,93	60%	513,82	234,55	45,60%	539,50	264,93	60%

Souss - Massa	698,74	270,70	52%	706,93	333,16	47,10%	698,74	270,70	52%
Guelmim – Oued Noun	191,13	38,14	50%	235,28	80,19	34,10%	191,13	38,14	50%
Lâayoune-Sakia El Hamra	83,88	35,48	79%	87,92	36,25	41,20%	83,88	35,48	79%
Dakhla –Oued Eddahab	34,24	15,05	79%	40,25	13,78	34,20%	34,24	15,05	79%
Montant Global	**8.230,20**	**2.917,00**	**54%**	**6.325,22**	**3.502,84**	**40,50%**	**8.230,20**	**2.917,00**	**54%**

La mise en œuvre de l'INDH au titre de la période 2016-2018 a été conçue selon les programmes suivants :

- Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural ;
- Le programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain ;
- Le programme de lutte contre la précarité ;
- Le programme transversal ;
- Le programme de mise à niveau territoriale ;
- Le soutien à l'INDH.

La répartition des crédits délégués par programme se présente comme suit:

(en MDH)

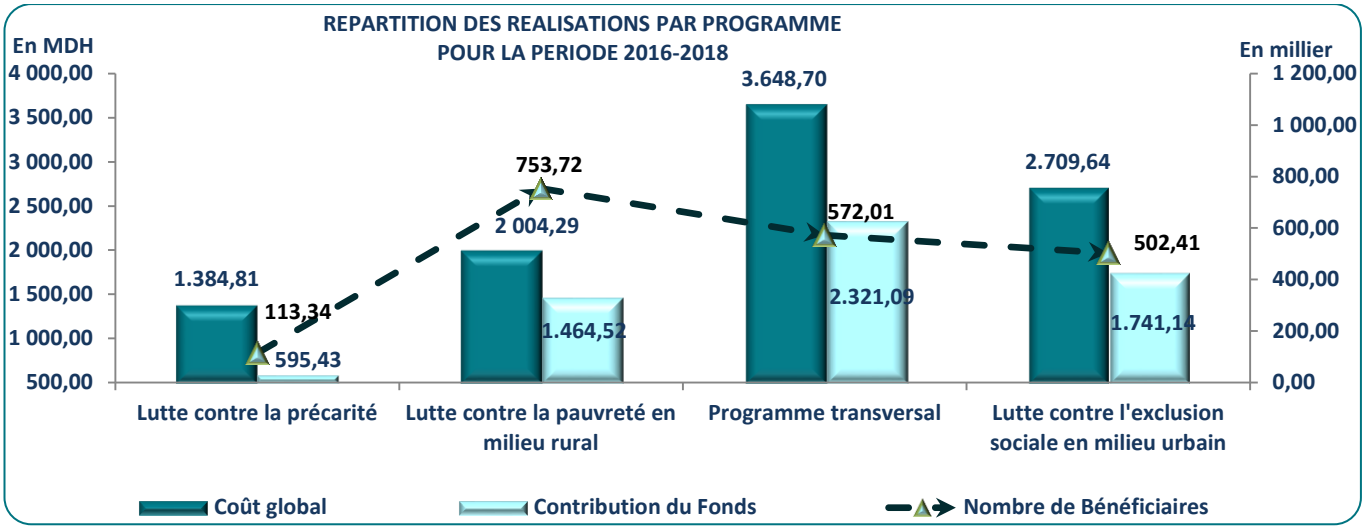
Les programmes	2016	2017	2018
Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural	1.165,66	1.623,58	1.759,81
Programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain	1.854,07	1.998,50	1.845,73
Programme de lutte contre la précarité	751,40	786,26	762,73
Programme Transversal	2.752,60	2.933,85	2.689,75
Soutien à l'INDH	156,43	123,75	140,38
Programme de mise à niveau territoriale	1.706,47	1.184,18	726,41
Total	**8.386,63**	**8.650,12**	**7.924,81**

- **Bilan des réalisations physiques de l'INDH au titre des années 2016, 2017 et 2018 :**

Durant la période 2016-2018, 14.568 projets et actions ont été réalisés moyennant une enveloppe globale de plus de 9,7 MMDH dont la part du CAS-INDH est de l'ordre de 6,1 MMDH soit un effet de levier de plus de 63%.

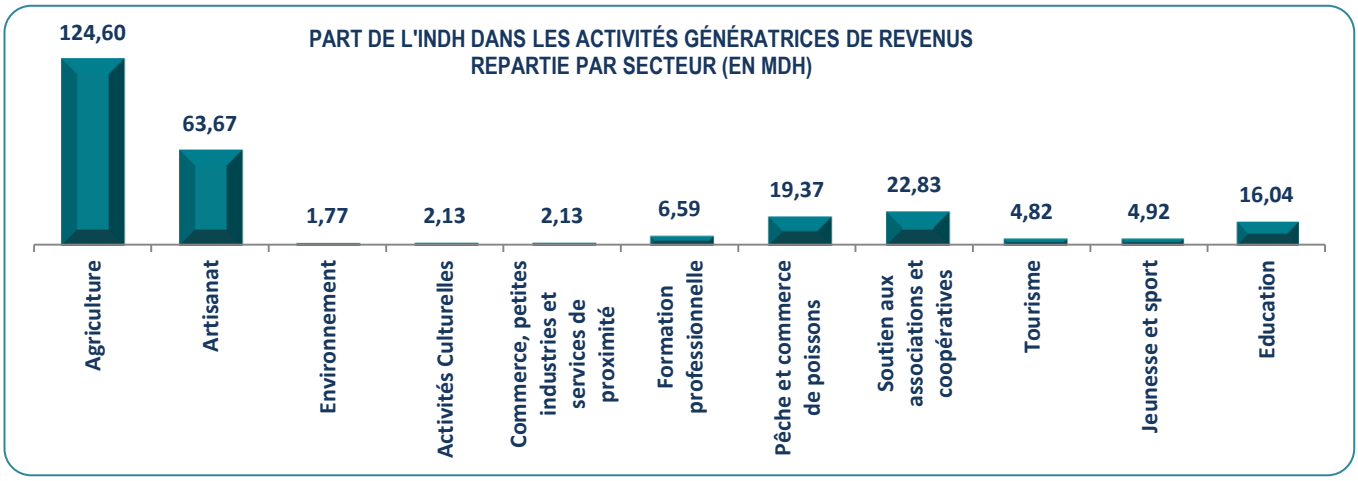
La répartition des projets et actions de l'INDH réalisés par année ainsi que les crédits y afférant, se présente comme suit:

Année	Nombre de projets	Nombre d'actions	Montant Global (en MDH)	Part INDH (en MDH)	Nombre de Bénéficiaires
2016	5.199	849	3.999,55	2.544,35	811.083
2017	5.106	740	3.840,70	2.364,25	792.041
2018	2.300	374	1.907,20	1.213,59	338.364
Total	**12.605**	**1.963**	**9.747,45**	**6.122,19**	**1.941.488**

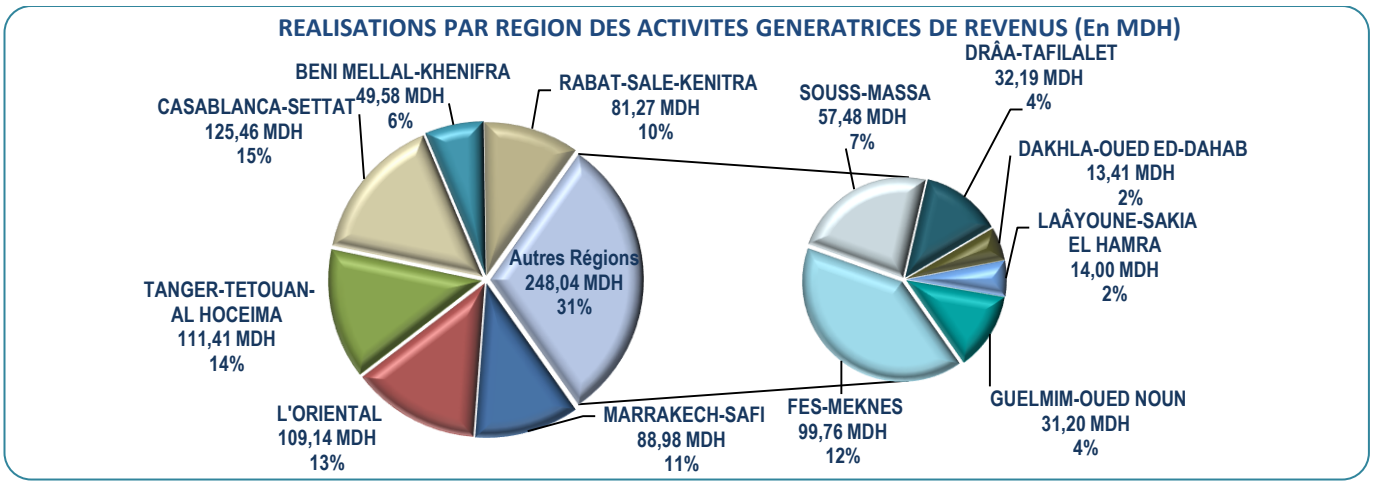


- **Répartition des activités génératrices de revenus (AGR) :**

La répartition des projets des AGR par secteur, montre que l'agriculture s'est accaparée la plus grande part avec environ 124,6 MDH durant la période 2016-2018, comme il ressort du graphe ci-après.



La répartition de la part de l'INDH dans les projets des AGR par région se présente comme suit :



- **Bilan du programme de réduction des disparités territoriales et sociales en milieu rural –volet INDH (PRDTS):**

Ce programme a été lancé en 2017 avec une enveloppe budgétaire globale de 50 MMDH pour la réalisation de projets au niveau de 24.000 Douars répartis sur les douze régions du Royaume. La contribution du CAS-INDH est de 4,1 MMDH, soit 8% du budget global.

Les principales opérations réalisées au niveau du programme de réduction des disparités territoriales et sociales en milieu rural – volet INDH, au titre des années 2017 et 2018, réparties par secteur comme suit :

Secteurs	Montant global (en MDH)	Nombre de projets programmés
Santé	201,39	285
Education	231,23	205
Routes et Ouvrages d'Art	607,69	169
Electrification rurale	130,92	238
Adduction à l'Eau Potable	185,31	196
Total	**1.356,54**	**1.093**

- **Réalisations du PRDTS – volet INDH par région jusqu'à fin avril de l'année 2019 :**

En 2019, 557 projets sont programmés avec un budget global de 731 MDH. La coordination nationale de l'INDH a procédé à la délégation des crédits pour les projets dont les études sont disponibles ou ceux ne nécessitant pas d'études, le nombre de ces projets s'élèvent à 495 projets avec un budget global de 641 MDH, soit 87% de l'ensemble des projets.

Région	Nombre de projets programmés	Montant programmé (en MDH)	Nombre de projets délégués	Montant Délégué (en MDH)
Béni Mellal-Khénifra	108	122,74	104	117,40
Fès-Meknès	78	113,31	57	98,65
Guelmim-Oued Noun	13	20,39	12	19,99
Drâa-Tafilalet	66	69,65	64	68,01
Eddakhla-Oued Eddahab	2	0,95	2	0,95
Grand Casablanca-Settat	57	33,17	55	30,97
Laayoune-Sakia El Hamra	3	0,76	3	0,76
Marrakech-Safi	67	107,82	44	59,68
Oriental	64	122,10	58	113,86
Rabat-Salé-Kénitra	39	48,15	36	38,01
Souss-Massa	20	25,72	20	25,72
Tanger-Tetouan-Al Hoceima	40	67,16	40	67,16
Total général	**557**	**731,93**	**495**	**641,17**

Les programmes prévisionnels de l'INDH pour les années 2020, 2021 et 2022 se présentent comme suit:

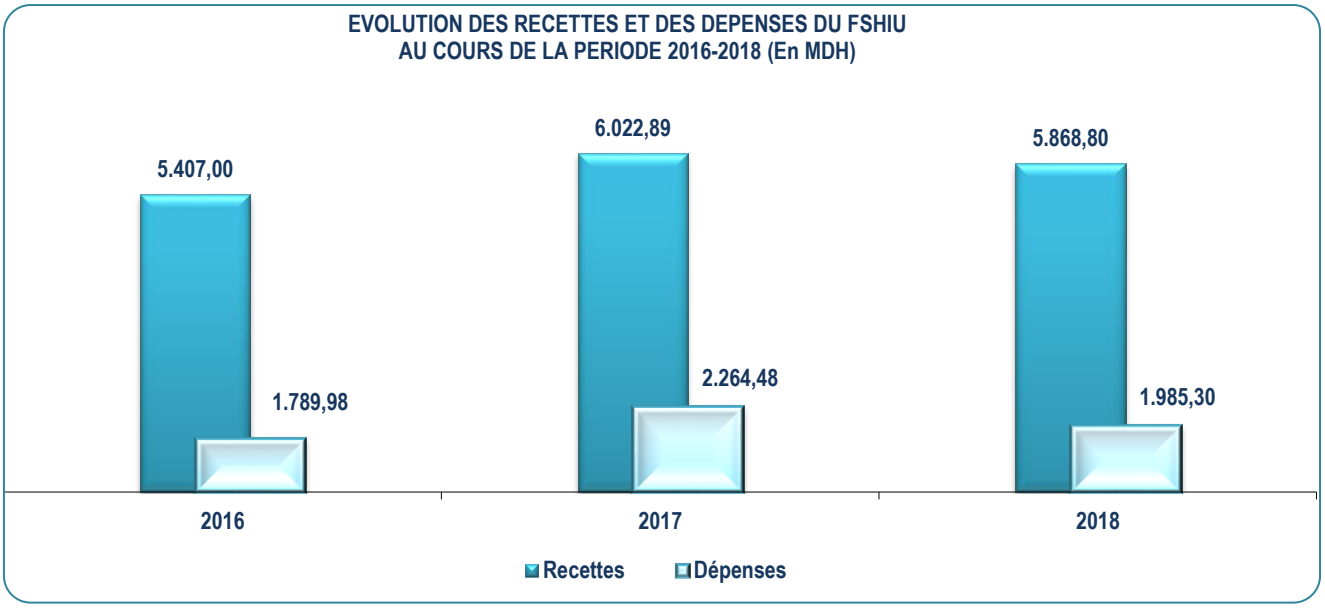
(en MDH)

Programmes	2020	2021	2022
Rattrapage des déficits en infrastructures et services sociaux de base dans les territoires sous équipés	837,67	773,75	745,24

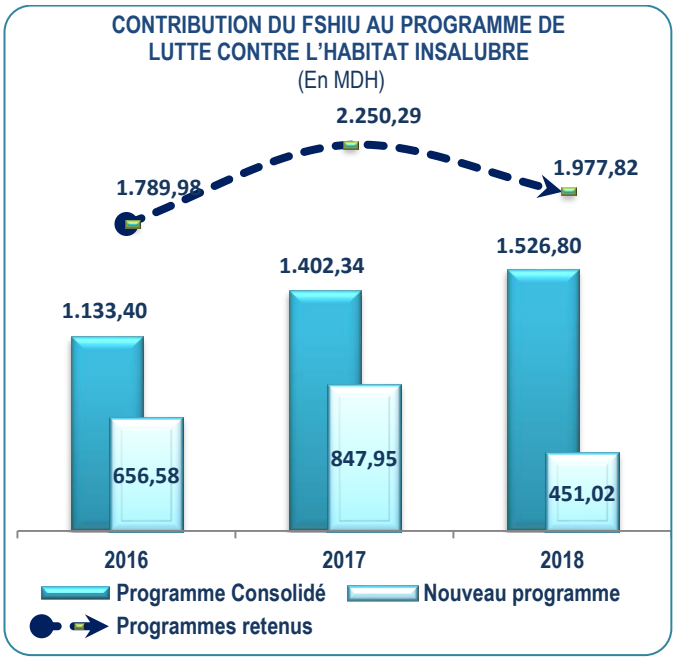
Accompagnement des personnes en situation de précarité	520,00	520,00	520,00
Amélioration de revenu et inclusion économique des jeunes	760,00	760,00	760,00
Impulsion du capital humain des générations montantes	1.140,00	1.140,00	1.140,00
Soutien à la mise en œuvre de l'INDH	135,00	135,00	135,00
Total	**3.392,67**	**3.328,75**	**3.300,24**

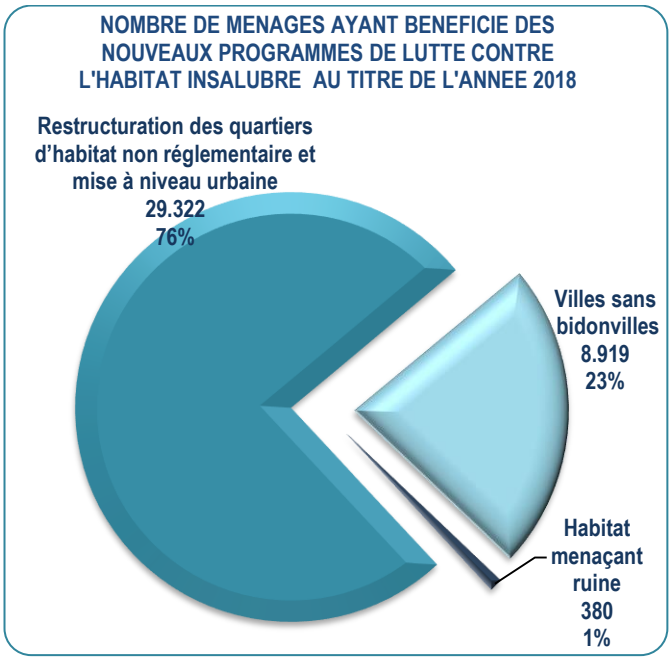
2.3.2. Fonds solidarité habitat et intégration urbaine

Les recettes et les dépenses réalisées par ce Fonds durant la période 2016-2018 ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 4,18 % et 5,31 %.



L'évolution de la contribution dudit Fonds au programme de lutte contre l'habitat insalubre au cours de la période 2016-2018, ainsi que celle du nombre de ménages ayant bénéficié de nouveaux programmes au titre de l'année 2018, sont retracées dans les graphiques ci-après :





Les réalisations et les prévisions financières des principaux projets et actions programmés se présentent comme suit :

(en MDH)

Programmes	Nombre d'opérations	subvention FSHIU débloquée à fin 2018	Consolidation du reste à débloquer en 2019	Reste à débloquer en 2020-2021
Restructuration des quartiers d'habitat non réglementaire et mise à niveau urbaine	302	5.027,01	2.708,01	30,25
Politique de la ville	74	3.454,62	3.321,97	436,58
Villes sans bidonvilles	75	3.058,04	1.029,65	7,56
Provinces du sud	2	1.614,90	323,09	-
Habitat menaçant ruine	44	753,48	439,08	83,00
Défense nationale	1	400,00	200,00	-
Tissus anciens	25	389,32	226,24	8,00
Autres	23	148,77	546,37	-
Total	**546**	**14.846,11**	**8.794,41**	**565,39**

- **Programme prévisionnel au titre de la période 2020-2022 :**

  - **Programme des villes sans bidonvilles :**

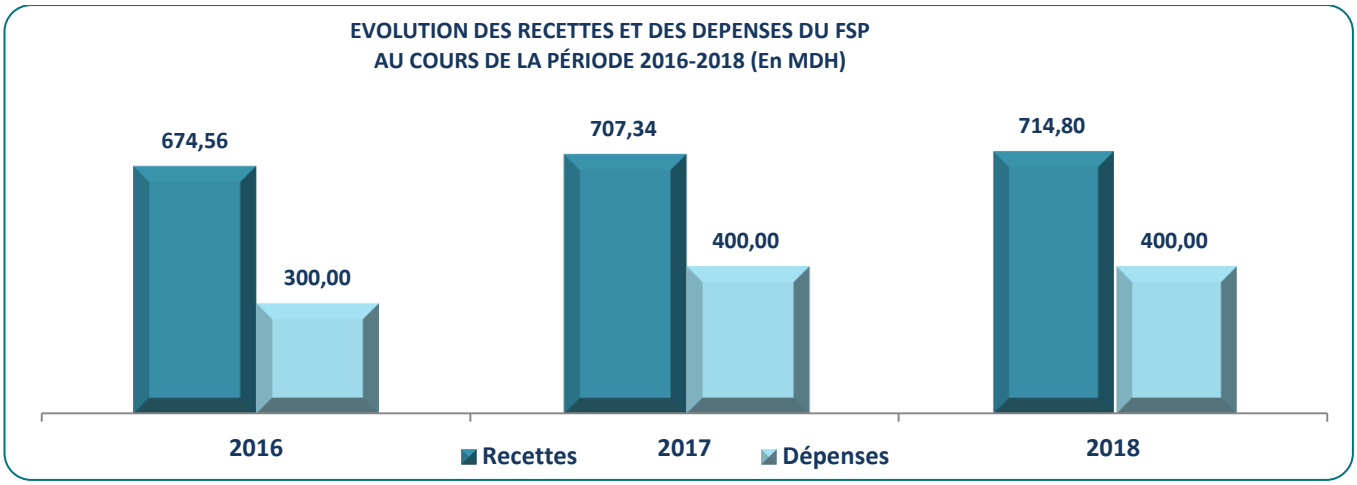
En plus de la poursuite des opérations en cours de réalisation, et dont les crédits de consolidation se chiffrent à plus d'un milliard de dirhams, le programme prévisionnel au titre de la période 2020-2022 concerne le lancement de nouveaux projets au profit de 178.800 ménages et nécessitant une enveloppe de 5.900 MDH.

  - **Programme de traitement de l'habitat menaçant ruine :**

Dans le cadre des traitements des constructions menaçant ruine, il est prévu durant la période 2020-2022 la poursuite de la mise en œuvre et l'achèvement des opérations en cours de réalisation et la signature de nouvelles conventions pour le lancement de projets de traitement de 14.100 bâtisses représentant le reliquat de 43.734 constructions menaçant ruine visés par cette opération.

2.3.3. Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires

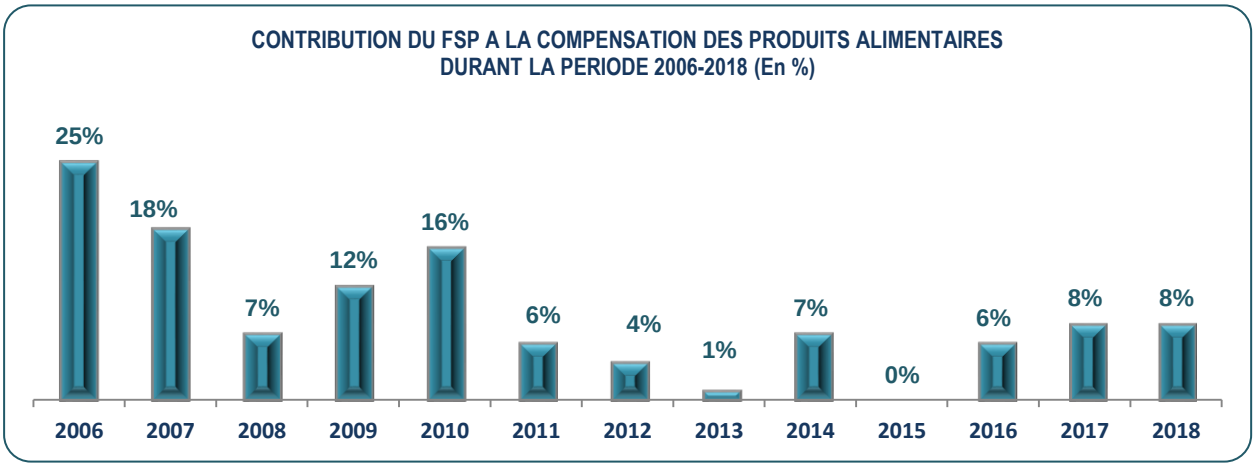
Les recettes et les dépenses du Fonds de Soutien des Prix de certains produits alimentaires (FSP), ont réalisé un accroissement annuel moyen, respectivement, de 2,94 % et 15,47 %.



Les recettes réalisées en 2018, compte non tenu du solde reporté, s'élevant à 407 MDH, résultent principalement de ce qui suit :

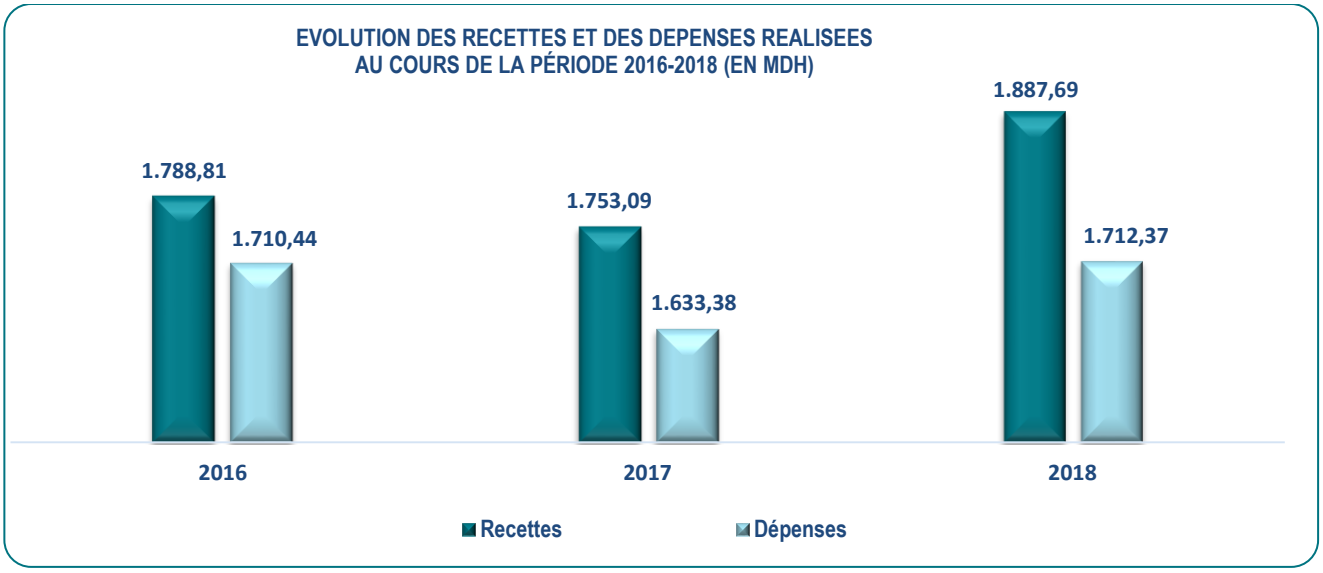
- Les droits de douanes appliqués au blé tendre étaient fixés à 30% entre début janvier et le 13 mai 2018, à 135% entre le 14 mai et le 31 octobre 2018, puis ils ont été suspendus du 1er novembre au 31 décembre 2018, en raison de la hausse du cours du blé tendre en cette période ;
- Les importations du blé tendre qui se sont élevées à 29,7 Millions de quintaux au titre de l'exercice 2018 contre 25,2 Millions de quintaux en 2017 ;
- Les importations du sucre brut, qui se sont réduites à 751.000 tonnes en 2018 contre 809.000 tonnes en 2017.

Suite à l'évolution grandissante de la charge de compensation durant cette dernière décennie, la contribution du FSP au soutien des prix des produits alimentaires a reculé à moins de 8 % depuis l'année 2011 contre 25 % en 2006, comme il ressort du graphe suivant :



2.3.4. Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage (Promotion Nationale)

L'évolution des recettes et des dépenses réalisées par ce compte au cours de la période 2016-2018 se présente comme suit :



Les dépenses réalisées dans le cadre dudit compte au titre de la période 2016-2018, sont ventilées, par catégorie de programme, comme suit :

(en MDH)

Programmes	2016	2017	2018	Total période 2016-2018	
				Montant	Evolution annuelle en %
Programme d'équipement	770,99	678,98	765,60	2.215,57	-0,35%
Programme de développement des provinces sahariennes	796,74	815,29	823,30	2.435,33	1,64%
Chantiers des collectivités territoriales	151,57	149,80	149,53	450,90	-0,68%
Dépenses de suivi et de contrôle	0,23	0,01	1,92	2,16	188,92%
Total	**1.719,53**	**1.644,08**	**1.740,35**	**5.103,96**	**-**

Les actions réalisées au titre de l'exercice 2018, sont ventilées comme suit :

Nature des projets	Nombre de journées de travail
Opérations de nettoiement	708.800
Lutte contre les inondations et résorption du chômage	690.550
Aménagement de la ville, lutte contre la sécheresse, sauvegarde de la palmeraie et manifestations diverses.	369.404
Saison estivale	303.389
Prévention des feux de forêts, déneigement, désherbage, curage oued et seguia et entretien des cimetières et des espaces verts	202.154
Visites officielles	111.407
Total	**2.385.704**

Le programme arrêté au titre de l'exercice 2019, prévoit la mobilisation d'une enveloppe budgétaire de 1.558,34 MDH, ventilée par catégorie de programme, comme suit :

- Chantiers de développement des provinces du Sud : 901,44 MDH ;
- Programmes d'équipement : 507,43 MDH ;
- Chantiers des collectivités territoriales : 148,47 MDH ;
- Dépenses de suivi et de contrôle : 1,00 MDH.

Le nombre de journées de travail prévu au titre de la période 2019-2020 se présente comme suit :

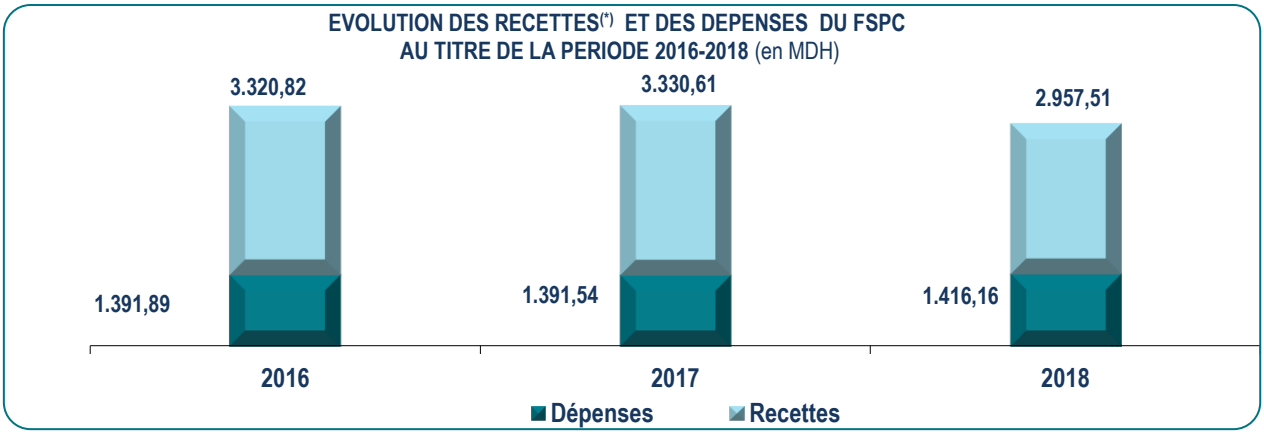
(Nombre de journées de travail)

Programmes	2019	2020
Dynamisation de l'emploi dans les provinces du Sud	7.352.823	7.352.823
Provinces du Sud	5.516.106	5.516.106
Equipement en zones urbaines	3.844.388	3.844.388
Chantiers des collectivités territoriales	2.065.710	2.065.710
Programme d'équipement	1.863.648	1.863.648
Total	**20.642.675**	**20.642.675**

2.3.5. Fonds spécial de la pharmacie centrale

Les recettes de ce Fonds proviennent essentiellement des dotations budgétaires inscrites au budget de fonctionnement du Ministère de la Santé. Ces recettes sont destinées essentiellement aux achats groupés, au profit des hôpitaux publics et aux établissements de soins de santé de base, de réactifs, de produits chimiques, biologiques, pharmaceutiques et de consommables médicaux.

L'évolution des recettes et des dépenses de ce Fonds au titre de la période 2016-2018 se présente comme suit :



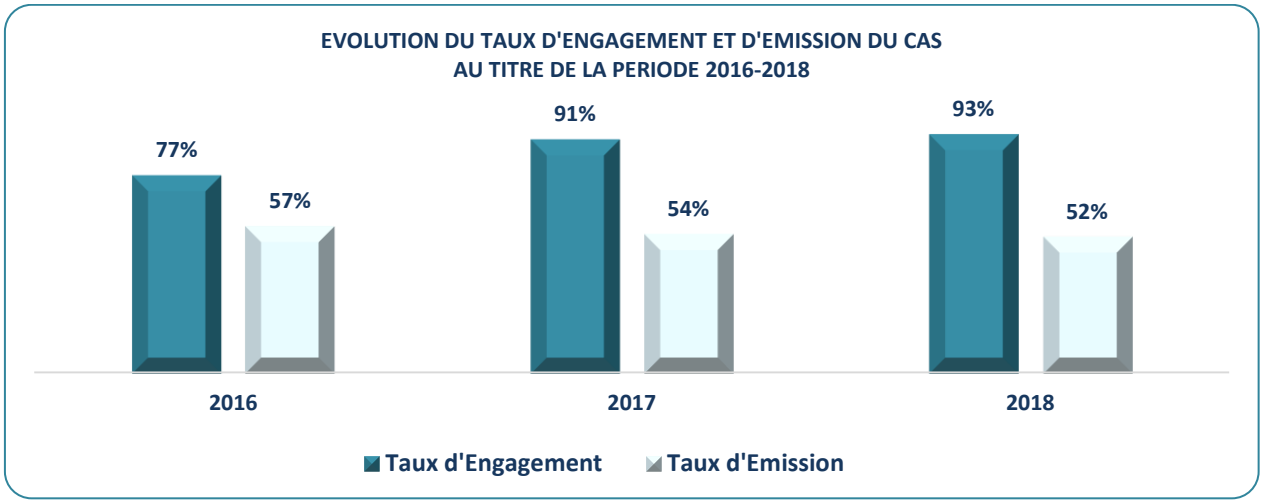
(*) compte tenu du solde reporté

- **Origines des recettes du CAS réalisées au titre de l'exercice 2018 :**

L'origine des recettes de ce CAS est repartie comme suit :

Origine de la recette	Montant (en MDH)	Part dans le total
Contribution des communes au titre du « RAMED »	145,97	14,33%
Versement du Budget Général	350,00	34,37%
Recettes diverses	22,43	2,20%
Versement du Budget Général (Fonds d'appui à la cohésion sociale)	500,00	49,10%
Total	**1.018,40**	**100%**

L'exécution des dépenses de ce compte au cours de la période 2016-2018 a connu l'évolution suivante :



Les montants délégués dans le cadre de ce compte ont atteint 1.225,79 MDH en 2018 contre 1.203,01 MDH en 2017 et 1.106,69 MDH en 2016.

Les dépenses réalisées au titre de la même période, sont ventilées, par catégorie de programme, comme suit :

(en MDH)

Budget notifié global	2016	2017	2018
Budget total notifié à la Division de l'approvisionnement :	1.516,28	1.621,33	1.650,78
- Etablissements de soins de santé primaires	306,03	350,00	380,30
- Centres hospitaliers	530,25	550,00	530,40
- Programmes de sante publique	680,00	721,33	740,08
Part des médicaments de fonctionnements pour les Centres hospitaliers dans le budget global	55%	56%	55%
Part des programmes de la santé publique dans le budget global	45%	44%	45%

- **Répartition du Budget des Etablissements de Soins de Santé Primaires (ESSP) et des Centres Hospitaliers (CH) entre Médicaments et Dispositifs Médicaux :**

(en MDH)

Programmes	2016	2017	2018
Achat des médicaments	156,28	155,28	180,86
Achat des dispositifs médicaux	679,97	744,72	729,14

En 2018, la part des médicaments et des dispositifs médicaux dans le budget des ESSP et CH s'établit respectivement à 20% et 80%.

- **Répartition par région des crédits alloués aux achats de produits pharmaceutiques destinés aux ESSP au titre de l'année 2018 :**

Les crédits alloués aux achats de produits pharmaceutiques au profit des établissements des soins de santé primaire au titre de l'exercice 2018 se présentent comme suit :

(en MDH)

Désignation des régions bénéficiaires	Enveloppe budgétaire 2018
Casablanca-Settat	60
Fès -Meknès	60
Marrakech-Safi	51
Rabat-Salé-Kenitra	43
l'Oriental	35
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	32,6
Béni Mellal-Khenifra	30
Souss Massa	28
Deraa-Tafilalt	21,50
Guelmim Oued Noun	13,60
Laayoune-Sakia El Hamra	8,50
Dakhla Oued Eddahab	2,35
Total Général	**385,55**

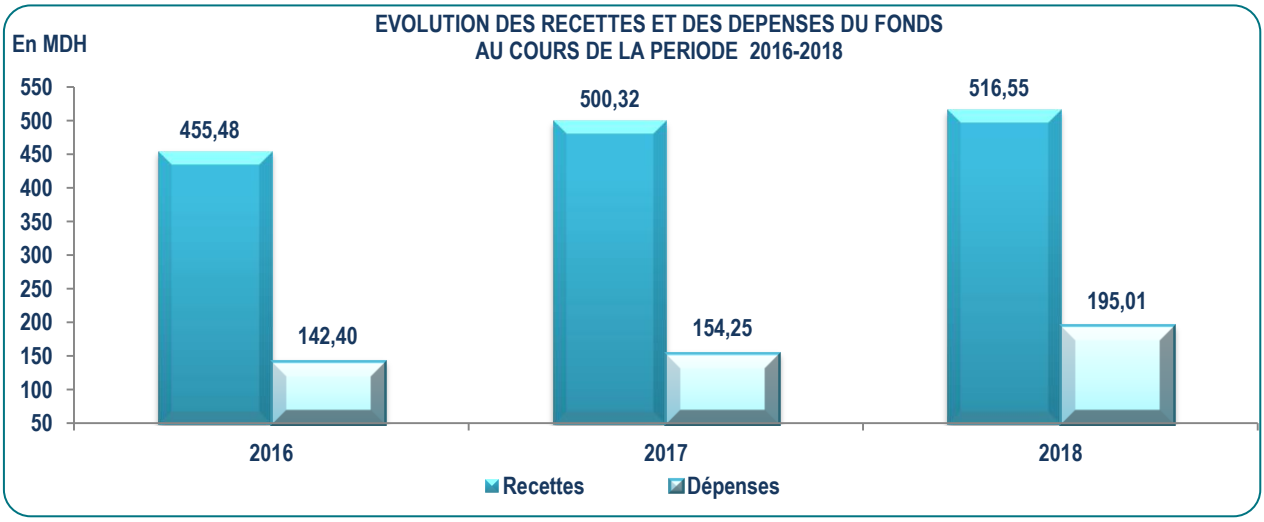
- **Répartition du budget programmé par l'administration de pilotage :**

(en MDH)

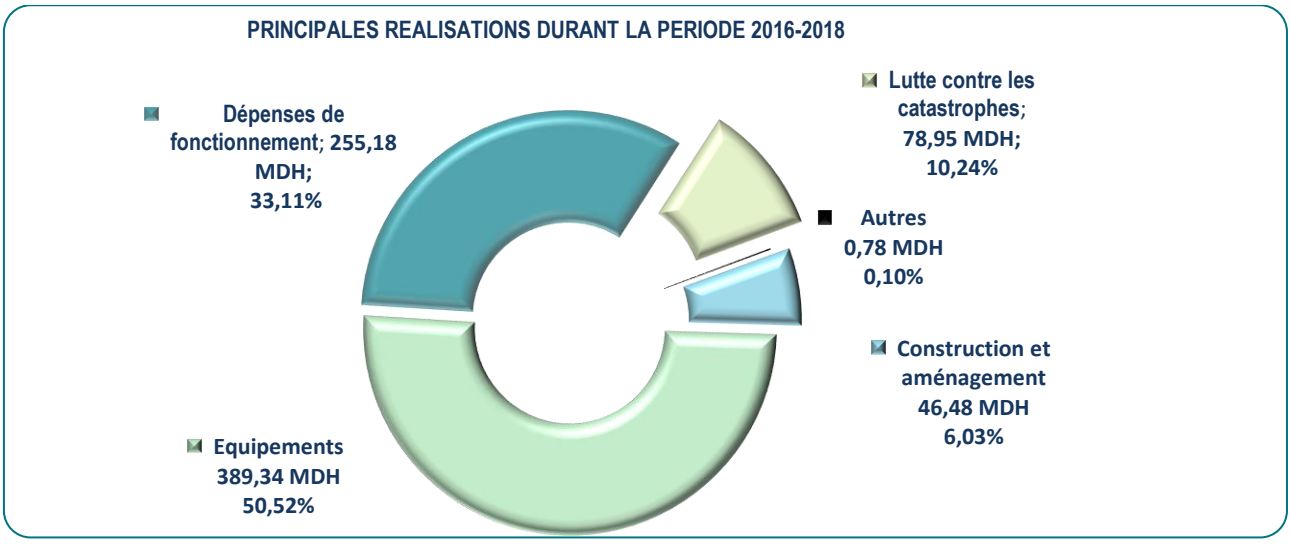
Programmes	2016	2017	2018
Programmes pilotés par la Direction de la population	71,28	72,94	70,94
Programmes pilotés par la Direction de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies	505,72	545,39	567,51
Programmes ONCOLOGIE	103,00	103,00	101,55
Programmes pilotés par la Direction des hôpitaux et des soins ambulatoires	836,28	900,00	910,00

2.3.6. Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la protection civile

Les recettes et les dépenses du Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la protection civile ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 6,49% et 17,02% au titre de la période 2016-2018.



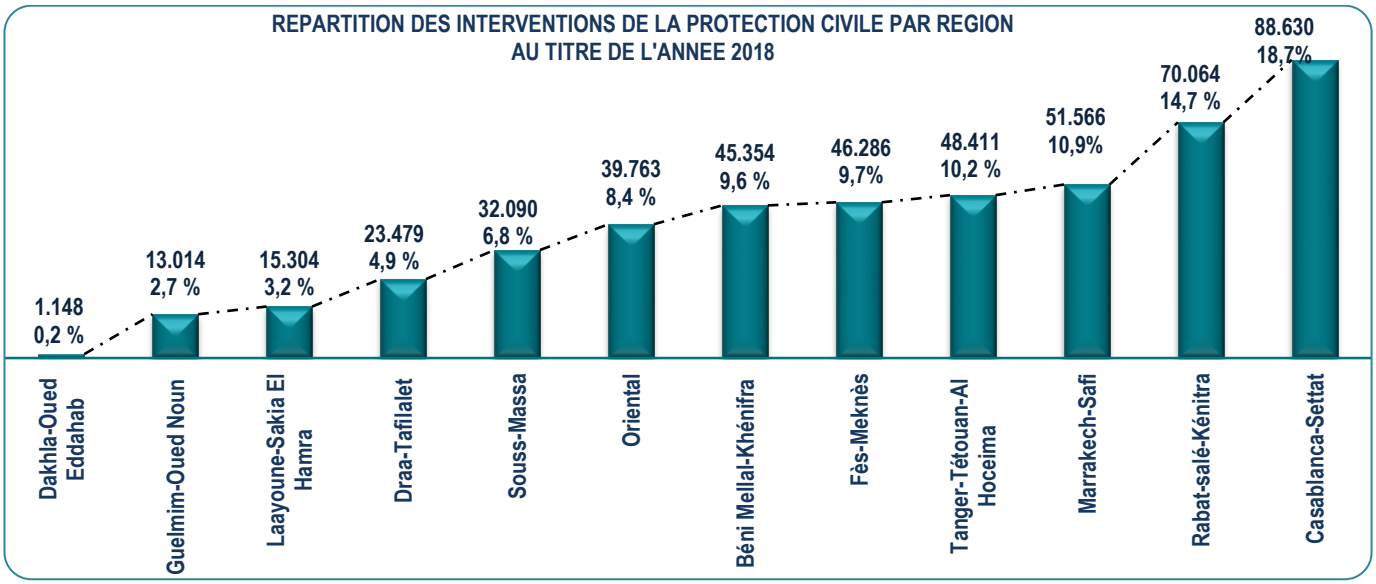
Les principales réalisations dudit Fonds se présentent comme suit :



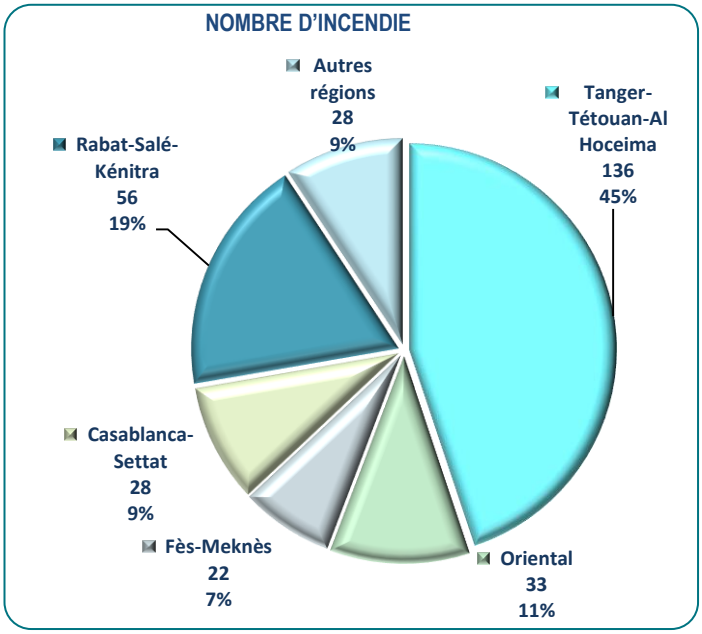
Durant la période 2016-2018, le coût global des actions réalisées par la protection civile se chiffre à 770,7 MDH, dont 33,11% consacré aux dépenses de fonctionnement notamment le règlement des indemnités horaires pour service de nuit des agents assurant la garde d'incendie au sein des unités territoriales de la protection civile. Depuis 2004, l'effectif de la protection civile est passé de 4.932 à 8.898 agents en 2019, soit une augmentation de 80%,

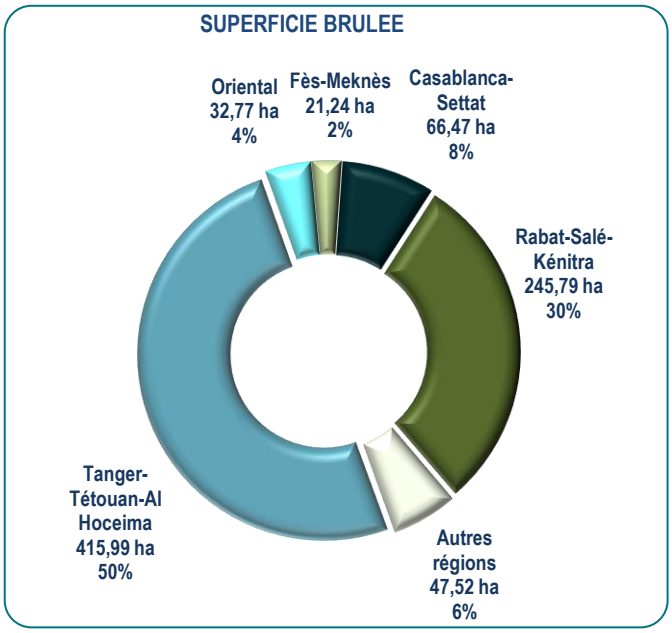
engendrant ainsi une hausse importante des indemnités horaires pour service de nuit et des frais d'alimentation des agents.

Au titre de l'année 2018, la protection civile a effectué 475.109 interventions, soit une cadence journalière moyenne de 1.302 interventions. La répartition régionale de ces interventions se présente comme suit :



En 2018, les services de la protection civile ont enregistré 303 incendies de forêts qui ont ravagé une superficie totale de 829,78 ha. La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima occupe le premier rang avec 136 incendies de forêts, soit 415,99 ha de superficie brûlée.





Les principales actions réalisées au titre de l'année 2018 et celles programmées pour l'année 2019, dont les coûts globaux respectifs sont estimés à 285,87 MDH et 197,1 MDH, se présentent comme suit :

(en MDH)

Actions	Réalisations 2018	Programmes 2019
Equipement de la Protection Civile	138,80	112,70
Fonctionnement de la Protection Civile	104,48	50,40

Lutte contre les catastrophes	26,17	21,00
Construction, rénovation et réaménagement des bâtiments de la Protection Civile	16,42	13,00
Total	**285,87**	**197,10**

Les principaux projets programmés dans le cadre dudit Fonds pour les années 2020, 2021 et 2022 portent sur la construction et l'équipement des dépôts régionaux de pré-positionnement du matériel de secours et d'hébergement des sinistrés, l'achat des ambulances et des camions incendie et les effets d'habillement et de protection individuelle du personnel de la protection civile. Ces projets, dont le coût global est estimé à 599,6 MDH, visent le renforcement des équipements des unités territoriales à travers l'acquisition des engins de secours et de lutte contre l'incendie (250 MDH), la construction des dépôts régionaux d'Errachidia, Beni Mellal et Dakhla (33 MDH) ainsi que la prise en charge des dépenses de fonctionnement estimées (192,5 MDH).

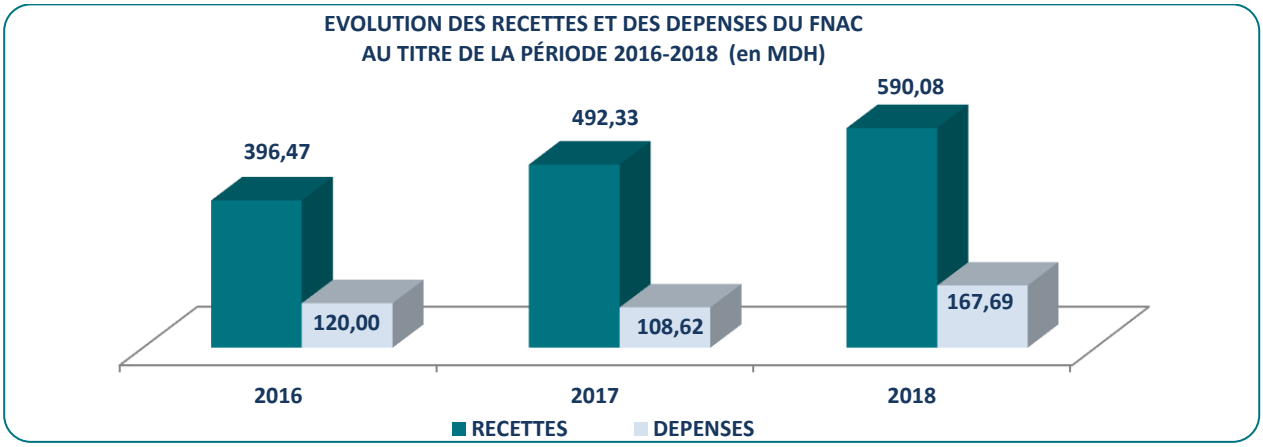
La répartition annuelle de ces actions pour la période 2020-2022 se présente comme suit :

(en MDH)

Nature des actions projetées	2020	2021	2022
Fonctionnement de la Protection Civile	70,50	66,00	56,00
Equipement de la Protection Civile	91,15	91,00	102,00
Construction, rénovation et réaménagement des bâtiments de la Protection Civile	10,00	10,00	13,00
Lutte contre les catastrophes	28,00	33,00	29,00
Total	**199,65**	**200,00**	**200,00**

2.3.7. Fonds national pour l'action culturelle

Les recettes et les dépenses réalisées par ce Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 22% et 18,21% durant la période 2016-2018.



Les versements du budget général au profit du FNAC ont atteint, durant la période 2016-2018, un montant total de 341,54 MDH.

En effet, le FNAC a poursuivi le financement des festivals récurrents, la contribution à la restauration, l'entretien et la sauvegarde des monuments historiques, les travaux d'aménagement, d'installation et d'entretien des établissements à caractère culturel et artistique, ainsi que la subvention des projets phares tels que le soutien de la musique, du Livre, du théâtre, des arts plastiques et des associations et des festivals.

Ainsi, les réalisations dudit Fonds, au titre de la période 2016-2019, se présentent comme suit :

(en MDH)

Programme/Projet	2016	2017	2018	2019 (5 mois)
Soutien à l'édition, à la diffusion de livre et organisation de salons du livre	22,11	13,22	29,23	12,11
Programme LA JUNTA Andalucia	4,17	4,08	3,75	3,75
Programme de valorisation du patrimoine archéologique dans le cadre de la conversion de la dette Italienne	6,53	10,22	9,89	-
Projet de restauration et de réhabilitation de la synagogue Simon Attias à Essaouira financé par la République Fédérale d'Allemagne	-	1,08	1,08	-
Programme de développement des provinces du Sud	-	4,37	20,88	25,59
Encouragement à la production culturelle, littéraire et artistique	56,11	43,21	43,60	10,37
Organisation de manifestations culturelles	13,97	16,83	28,33	23,87
Manuscrits, collections, objets et œuvres d'art	0,03	-	0,16	1,49
Production de supports culturels	0,15	1,07	1,24	1,27
Musées, monuments, sites historiques, centres de recherche du patrimoine	21,72	17,65	41,50	37,93
Etablissements à caractère culturel et artistique, Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc, Musée des Arts Contemporains et Bibliothèque Quaraouiyine	34,18	36,66	28,60	33,26
Versements et soutien des missions	5,75	5,81	15,59	5,01
TOTAL	**164,72**	**154,20**	**223,85**	**154,65**

Le plan d'action dudit Fonds au titre de l'année 2020, s'inscrit dans la continuité de la mise en œuvre des actions suivantes :

- L'organisation des festivals permanents et la participation aux diverses activités et manifestations culturelles organisées au niveau national et international;
- La contribution à la restauration, l'entretien des monuments et des sites historiques, la protection et la mise en valeur du patrimoine et la réhabilitation des infrastructures artistiques ainsi que la poursuite de réalisation des établissements culturels ;
- La poursuite des politiques de soutien de la musique, du livre, du théâtre et des arts plastiques, ainsi que l'octroi de subventions aux associations culturelles et artistiques et aux manifestations et festivals culturels.

2.3.8. Fonds spécial de soutien à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration

Les recettes réalisées par ce Fonds en 2018, s'élèvent à 77,41 MDH contre 67,37 MDH en 2017 et 46,34 MDH en 2016, enregistrant ainsi un accroissement annuel moyen de 29,25 %.

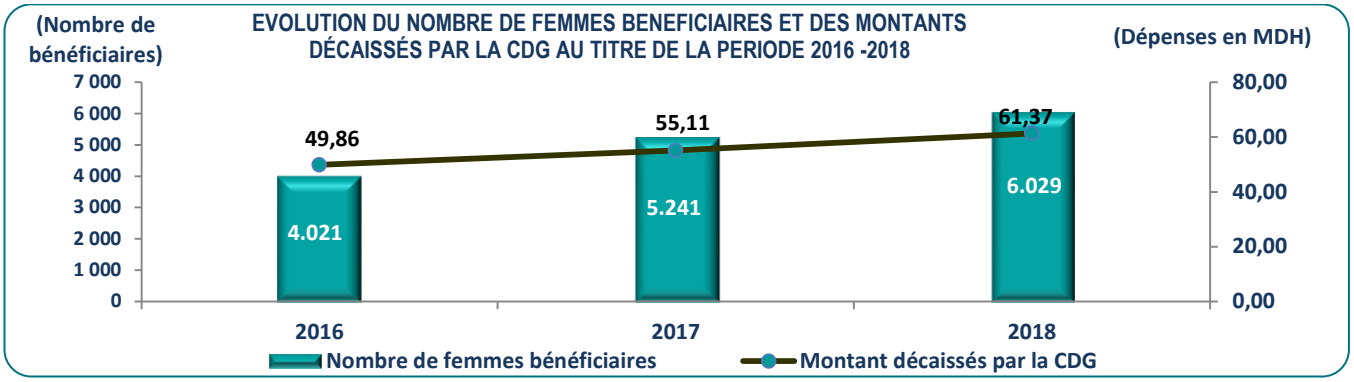
Quant aux dépenses, elles ont atteint 68,82 MDH en 2018 contre 49,96 MDH en 2017 et 8,97 MDH en 2016.

Au titre de l'exercice 2018, le Fonds Spécial de Soutien à l'Action Culturelle et Sociale au profit des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration a bénéficié d'une contribution budgétaire d'un montant de 60 MDH pour le financement principalement des opérations suivantes:

- Appui à l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger : 17,7 MDH ;
- Développement de partenariat et de la coopération : 13,1 MDH ;
- Contribution au forum Mondial sur la migration et le développement : 46,5 MDH ; cette action représente la réalisation phare du compte pour 2018 compte tenu de l'importance de ladite manifestation pour le rayonnement du pays.

2.3.9. Fonds d'entraide familiale

Les recettes réalisées par ce Fonds, compte tenu du solde reporté, s'élèvent en 2018 à 949,01 MDH contre 809,54 MDH et 691,02 MDH, respectivement, en 2017 et 2016. Les dépenses ont atteint en 2018 un montant de 50,05 MDH contre 50 MDH et 51,44 MDH, respectivement, en 2017 et 2016.



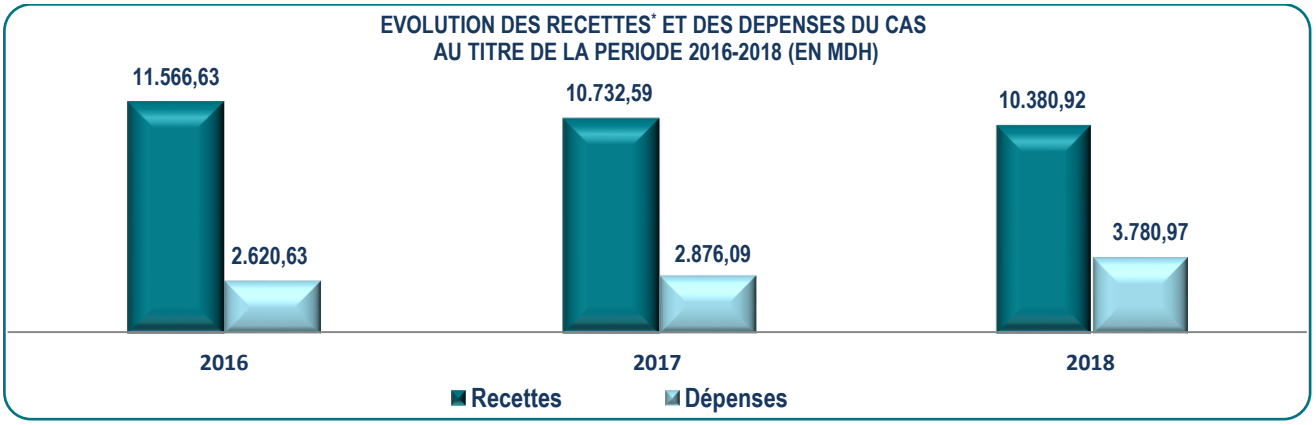
Depuis le lancement du Fonds d'entraide familiale, le nombre de bénéficiaires a connu une progression notable en atteignant 27.038 femmes à fin juillet 2019, pour un coût de 277,44 MDH.

Suite à l'élargissement du champ d'application des personnes bénéficiaires des prestations du Fonds d'entraide familiale conformément à l'article 2 de la loi n° 41-10 fixant les conditions et procédures pour bénéficier des prestation de ce Fonds. Les prévisions budgétaires pour la période 2020-2022 se présentent comme suit :

Années	Nombre de dossiers prévus	Montants des avances prévues (En MDH)
2020	12.000	151,2
2021	14.000	176,4
2022	16.000	201,6
Total	**42.000**	**529,2**

2.3.10. Fonds d'appui à la cohésion sociale

Les recettes réalisées par ce Fonds, compte tenu du solde reporté, ont enregistré une baisse annuelle moyenne de 5,26 % au cours de la période 2016-2018. Par contre, les dépenses ont significativement augmenté, enregistrant ainsi un accroissement annuel moyen de 20,12 % au cours de la même période.



* compte tenu du solde reporté

Le Fonds d'appui à la cohésion sociale, dont les recettes réalisées au titre de l'année 2018 ont atteint 10.380,92 MDH, compte tenu du solde reporté, a contribué au financement des programmes suivant :

▶ **Le programme RAMED** : Un montant de plus de 7 milliards de dirhams a été mobilisé au niveau du Fonds d'Appui à la Cohésion Sociale, dont 1,56 milliard de dirhams au titre de l'année 2018. Dans ce cadre, un montant de 3,8 milliards de dirhams a été versé au profit des CHU et de l'ANAM et plus de 2,5 milliards de dirhams au profit du «Fonds Spécial de la Pharmacie Centrale» pour l'achat des médicaments et des dispositifs médicaux.

L'effectif des bénéficiaires de ce programme a atteint au mois de septembre 2019, plus de 14,4 millions de personnes répartis sur 5,49 millions de foyers immatriculés.

▶ **Le programme Tayssir** : Un montant total de 4,83 milliards de dirhams a été débloqué au profit de ce programme, dont 1,18 milliard de dirhams, au titre des années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 et 1,65 milliard de dirhams au titre de l'année scolaire 2018-2019. Le nombre de bénéficiaires, pour l'année scolaire 2018-2019, s'élève à 1,8 million d'élèves.

▶ **L'Initiative Royale « un million de cartables »** : Un montant de 1,72 milliard de dirhams a été opéré à partir du Fonds d'Appui à la Cohésion Sociale, dont 250 millions de dirhams au titre de l'année 2019. Le nombre de bénéficiaires dudit programme est passé de 4,2 millions d'élèves en 2017-2018 à 4,3 millions d'élèves au titre de l'année scolaire 2018-2019.

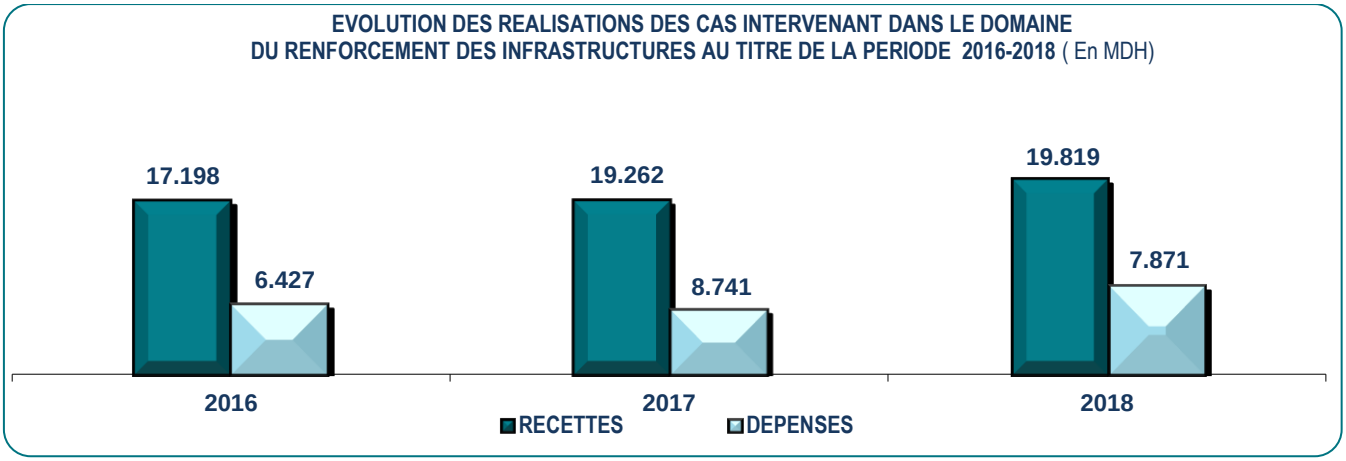
▶ **Le programme d'assistance aux personnes à besoins spécifiques** : Un montant de 441 millions de dirhams a été versé, au titre de la période 2015-2018, au profit de l'Entraide Nationale dans le cadre des disponibilités du «Fonds d'Appui à la Cohésion Sociale».

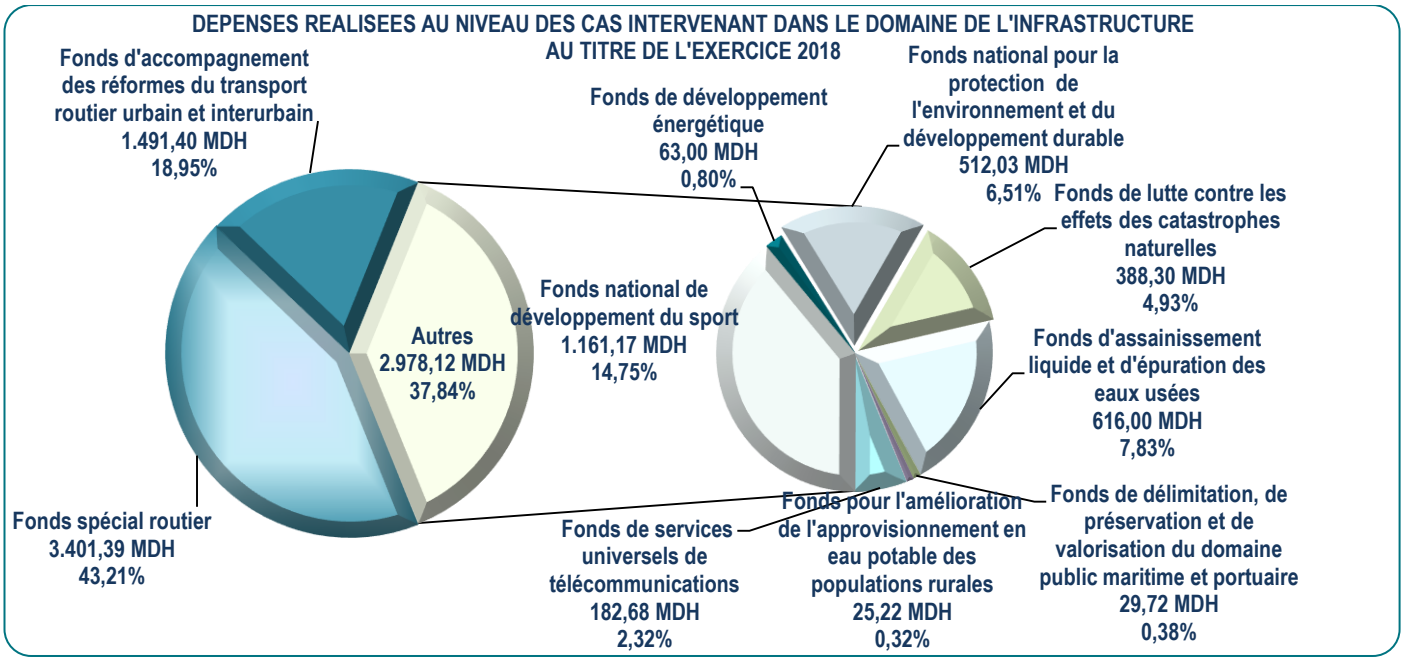
▶ **Le programme d'aides directes aux femmes veuves en situation de précarité** : Ce programme a bénéficié d'un montant total de 2,12 milliards de dirhams, dont une enveloppe de 475 millions de dirhams mobilisée, à fin août 2019, au profit de la CNRA. Quant au nombre de bénéficiaires, il a atteint, au début août 2019, plus de 97.674 veuves et près de 170.000 orphelins.

SECTION IV - RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES

Les dépenses des comptes d'affectation spéciale intervenant dans le domaine des infrastructures, représentant environ 8 % du total des dépenses réalisées en 2018 par les CAS. Ces dépenses ont permis la réalisation des opérations suivantes :

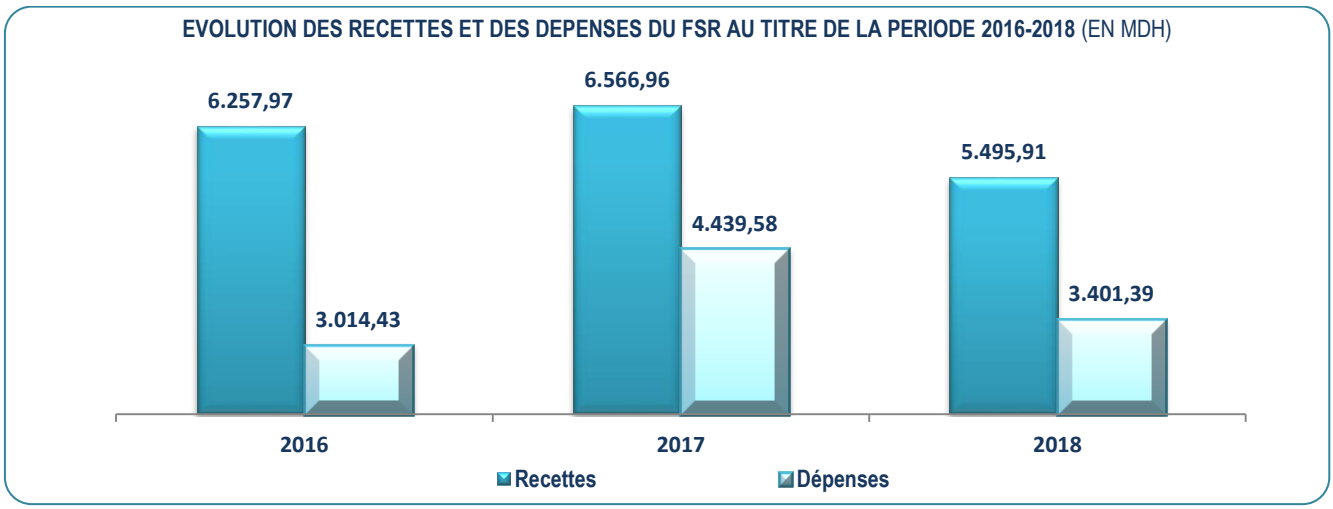
- L'extension du réseau routier et le désenclavement du monde rural ;
- La délimitation du domaine public maritime et portuaire ;
- Le développement des infrastructures sportives ;
- L'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain ;
- La couverture des dépenses afférentes aux charges et missions du service universel de télécommunications ;
- L'accès aux réseaux d'assainissement liquide et la préservation de l'environnement ;
- La lutte contre les effets des catastrophes naturelles ;
- Le renforcement et la préservation des capacités de production énergétique, ainsi que le développement des énergies renouvelables et le renforcement de l'efficacité énergétique.





2.4.1. Fonds spécial routier

Les recettes de ce Fonds ont enregistré une baisse annuelle moyenne de 6,29% au cours de la période 2016-2018. Quant aux dépenses, elles ont augmenté de 6,22% en moyenne annuelle au titre de la même période.



Les dépenses du FSR par programme au titre de la période 2016-2018 se présentent comme suit :

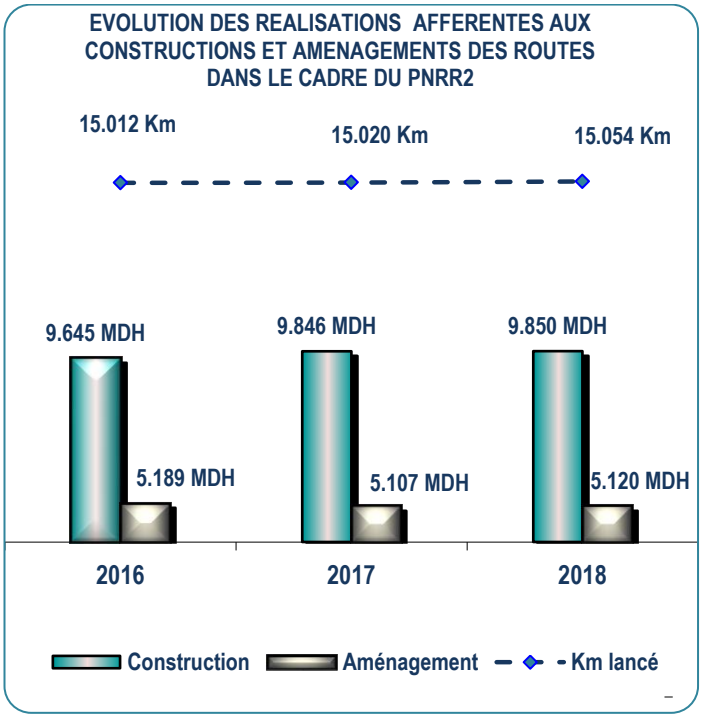
(en MDH)

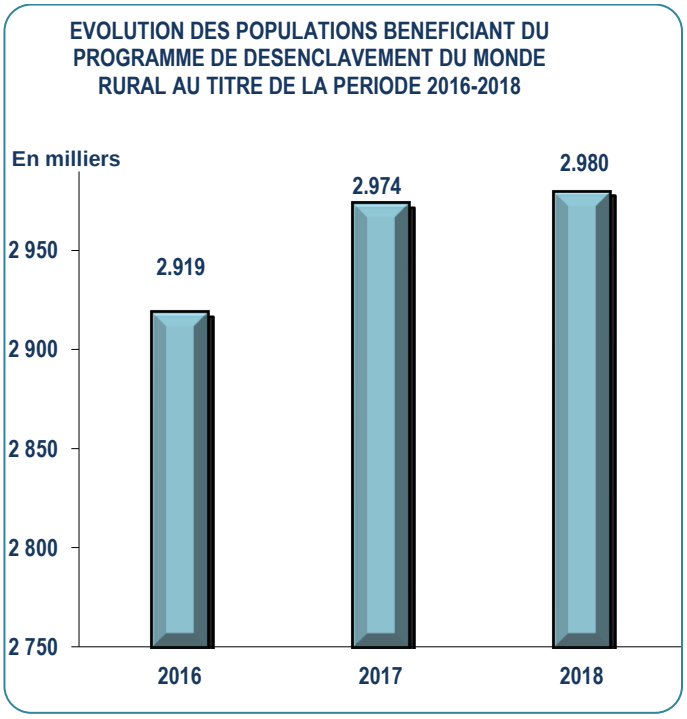
Programmes	2016	2017	2018
Soutien aux Missions	5,40	3,95	2,40
Maintenance et conservation du patrimoine routier	1.523,84	1.251,56	817,09
Programme Spécial d'Amélioration de la Sécurité sur les Axes Stratégiques (PSAS)	170,00	186,58	30,55
Parc et Atelier	41,40	18,40	54,40
Études routières	53,00	39,00	30,50
Expropriation et acquisition immobilière	27,00	110,00	-
Partenariat	260,00	169,96	100,00
Versement	1.210,10	2.268,15	2.275,38
Signalisation	133,60	160,00	169,29
Exploitation	214,50	192,09	177,57
TOTAL	3.638,84	4.399,69	3.657,18

Le bilan des réalisations des programmes et actions dudit Fonds au titre de la même période, se présente comme suit :

- Extension du réseau routier

Les opérations réalisées dans le cadre du Programme national des routes rurales II (PNRR2) visant le désenclavement du monde rural, se résument comme suit :





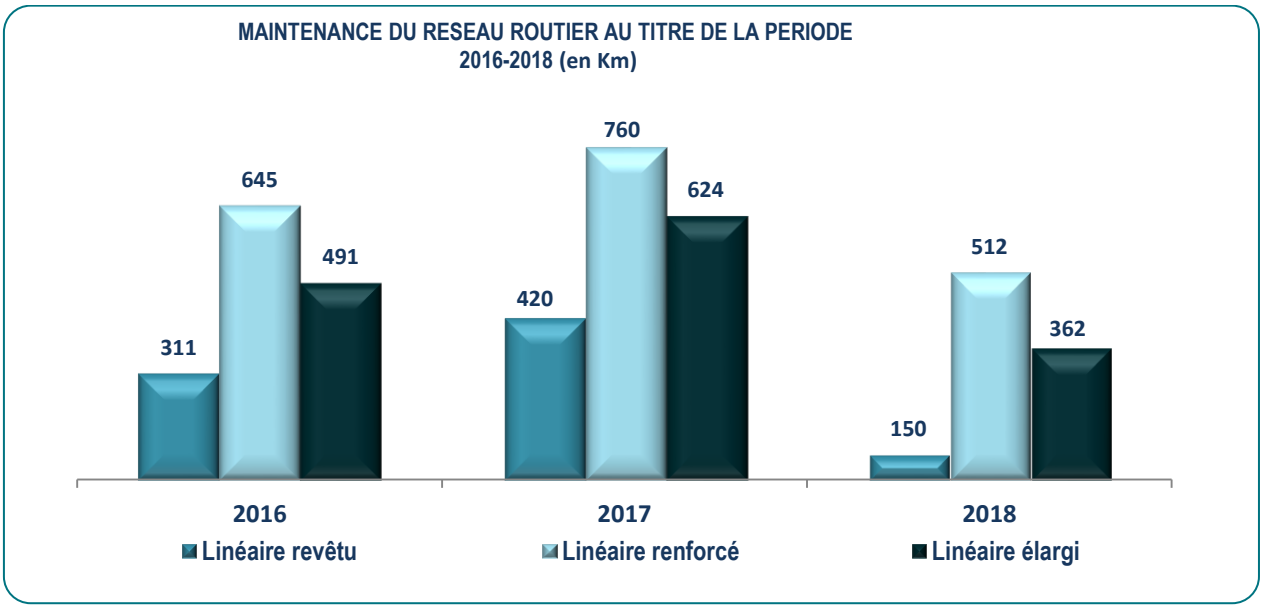
- **Maintenance des ouvrages d'art (OA)**

Au cours de la période 2016-2018, le FSR a contribué avec le budget général à la réparation et la reconstruction de 179 OA, soit environ 60 OA/ans. Le montant total de cette contribution s'élève 418 MDH.

- **Maintenance globale et adaptation routière**

En vue de conserver l'état du réseau routier et son adaptation à l'évolution du trafic, des opérations de maintenance de 6.726 km dudit réseau ont été réalisées durant la période 2016-2018, soit une moyenne annuelle de 2.242 km. Ces opérations concernent le revêtement de 1.563 Km, le renforcement de 2.922 Km et l'élargissement de 2.241 Km.

La contribution du FSR à ces opérations a permis de financer les actions suivantes :



- **Réparation des dégâts des crues**

(en MDH)

Saison hivernale particulière	2016	2017	2018	Total
Total des crédits mobilisés pour la réparation des dégâts des crues	257	220	121	598
Contribution du FSR	145	156	66	367
Pourcentage de la contribution du FSR	56%	70%	54%	61%

- **Sécurité routière**

Les réalisations en termes d'aménagements de sécurité sur les axes routiers accidentogènes financées par le BG et le FSR, ont permis la mise en service de 144,8 linéaires avec un coût global de 742,8 MDH au titre de la période 2016-2018.

- **Etudes routières**

Les enveloppes budgétaires allouées pour les études routières, au titre de la même période, s'élèvent à 122,5 MDH.

- **Opérations programmées au titre de l'année 2019**

Les principales actions prévues en 2019, dans le cadre du FSR, se présentent comme suit:

Nature des opérations	Montant (en MDH)
Maintenance routière et adaptation du réseau	2.090
Programme de développement rural	1.250
Versement au FDRZM	1.250
Versement au profit de la Caisse pour le Financement Routier (CFR)	1.000
Maintenance des Ouvrages d'Art	332
Sécurité routière	220
Versement au profit de l'Agence de Promotion et de Développement du Nord (APDN)	77
Études routières	40,9

- **Opérations prévues pour la période 2020-2022**

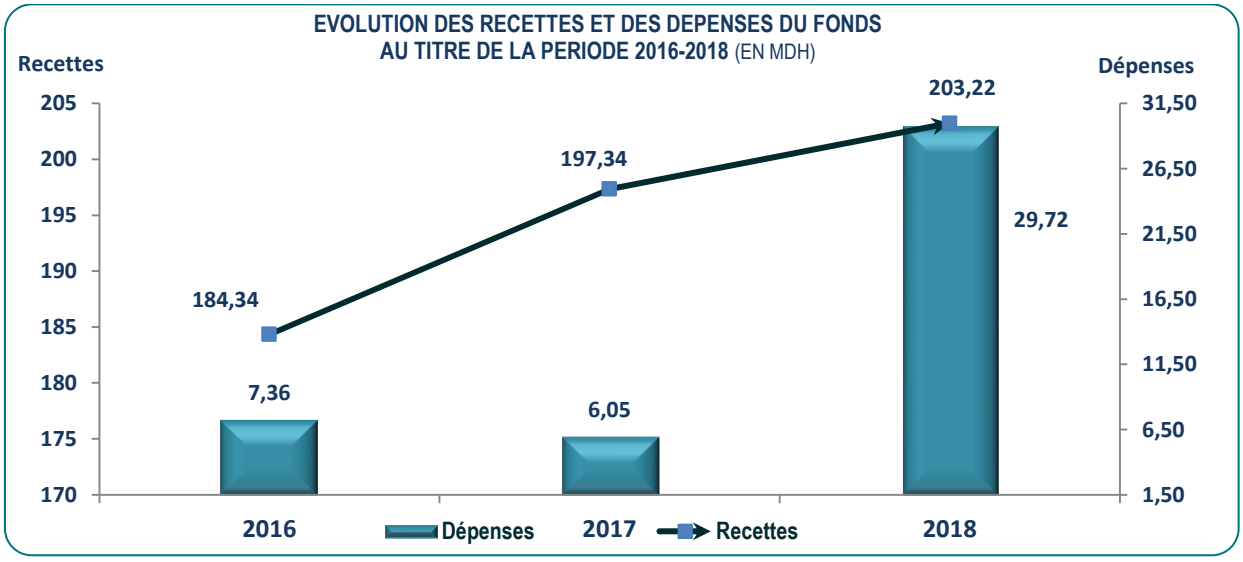
Les principales actions prévues pour la période 2020-2022, dans le cadre du FSR se présentent comme suit:

(en MDH)

Nature des opérations	2020	2021	2022
Sécurité Routière : - Aménagement de sécurité (Km) - Aménagement des axes accidentogénes (Km) (RN 9 et RR 413)	650 375 275	343 243 -	250 250 -
Maintenance des Ouvrages d'Art : - Amélioration du niveau de service des OA (unités) - Réhabilitation des ouvrages dégradés (unités)	500 200 300	500 200 300	500 200 300
Maintenance routière et adaptation du réseau (km)	1.000	1.000	1.000

2.4.2. Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire

Les recettes et les dépenses du Fonds ont enregistré une augmentation annuelle moyenne, respectivement, de 5% et 100,98% au titre de la période 2016-2018.



Au titre de la période 2016-2018, l'exécution des programmes d'emploi dudit Fonds, a été marquée par la réalisation des principales actions suivantes :

- Travaux de consolidation du trait et des plages, rechargement des plages en sable et petits ouvrages : 49,28 MDH ;
- Frais divers liés à la surveillance et à l'entretien du domaine public maritime (DPM) : 9,18 MDH ;
- Etudes et travaux de délimitation et de préservation du DPM et portuaire : 8,88 MDH ;
- Etudes d'élaboration des plans d'aménagement des ports et des plages et suivi du trait de côte et études générales : 7,37 MDH ;
- Valorisation du DPM et portuaire : 6,50 MDH.

Les principales actions prévues en 2019 se présentent comme suit :

- Etudes de suivi du trait de côte : 5,0 MDH ;
- Etudes générales afférentes au programme des ports et du domaine public maritime et portuaires : 4,0 MDH ;
- Etudes et travaux de délimitation et de redélimitation du domaine public maritime et de sa protection : 3,2 MDH ;
- Soutien aux missions : 2,0 MDH ;
- Versement à l'Agence urbaine de Skhirate Témara pour la réalisation de l'étude de protection du littoral de la commune de Harhoura : 1,5 MDH .

Au titre de la période 2020-2022, le programme d'emploi du Fonds prévoit la poursuite des actions entreprises dans le cadre des programmes lancés précédemment pour une enveloppe budgétaire annuelle de 16 MDH augmentée du report du solde.

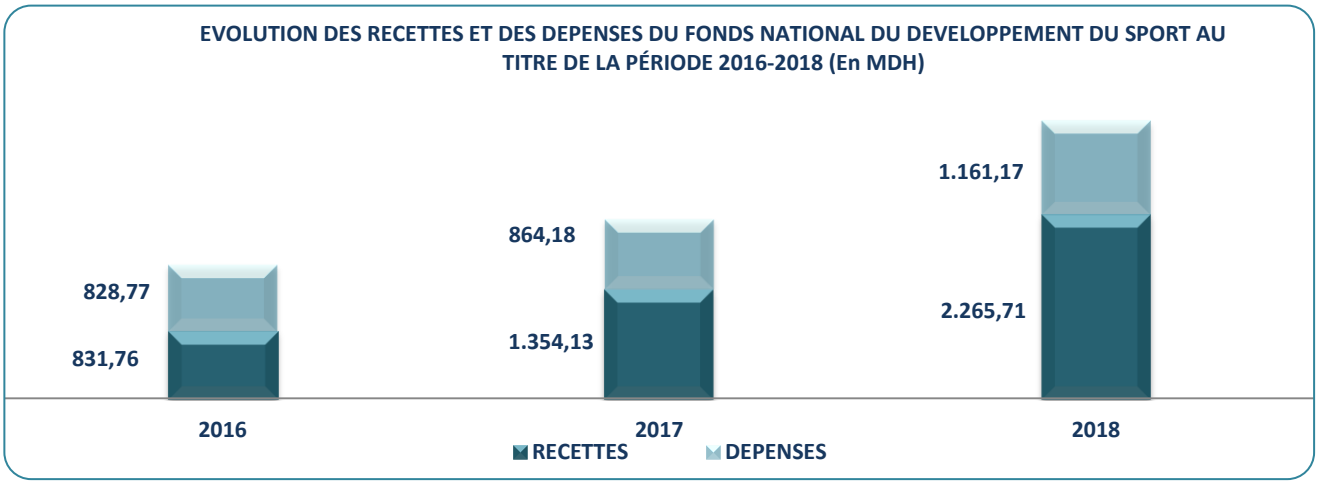
Les actions pour l'année 2020 portent notamment sur :

- Les études et les travaux d'actualisation des limites du DPM et de sa protection ;
- Les études de suivi de trait de côte ;
- La surveillance du domaine public maritime et portuaire.

Pour les années 2021 et 2022, les actions dudit Fonds seront orientées de plus en plus vers les projets de préservation et de valorisation puisque les actions de délimitation techniques devront être achevées en 2020.

2.4.3. Fonds national du développement du sport

Les recettes et les dépenses du Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 65,04% et de 18,37 % au titre de la période 2016-2018.



Au titre de la période 2016-2018, les dépenses réalisées par ledit fonds, dont le montant s'élève à 2.854,12 MDH, ont porté, essentiellement, sur le financement des actions suivantes :

▶ Soutien aux fédérations sportives

Les fédérations sportives bénéficient, dans un cadre conventionnel, de subventions de l'Etat imputées sur le FNDS en vue d'assurer le développement du mouvement sportif et de mettre à niveau les différentes disciplines sportives au Maroc.

Cette démarche de contractualisation et de partenariat vise, d'une part, à mettre à niveau les différentes disciplines sportives ainsi que l'accompagnement des différentes fédérations, et d'autre part, l'octroi de subventions conditionné par la réalisation des objectifs et le respect des engagements contractuels découlant notamment de :

- Programme d'action de chaque fédération en matière de sport de haut niveau;
- Actions sportives à mener, par chaque fédération, à travers tout le Royaume.

Au titre de la période 2016-2018, le montant global des subventions accordées aux fédérations sportives est estimé à 1.334,20 MDH, dont 366,67 MDH en 2016, 344,11 MDH en 2017 et 623,41 MDH en 2018.

▶ Mise à niveau des infrastructures sportives

Le renforcement des infrastructures sportives demeure une priorité et ce à travers la construction de stades et salles omnisports et la réhabilitation d'autres installations sportives pour qu'elles soient en mesure d'accueillir des compétitions tant continentales, régionales qu'internationales.

Les infrastructures se sont renforcées pendant l'année 2018 notamment par la construction de nouvelles piscines, l'aménagement de salles de sport et la construction et l'aménagement d'un centre de refuge rural. Le FNDS a contribué durant la même année au financement de ces projets avec une enveloppe de 688,22 MDH.

▶ Mise à niveau du complexe sportif Prince Moulay Abdellah de Rabat

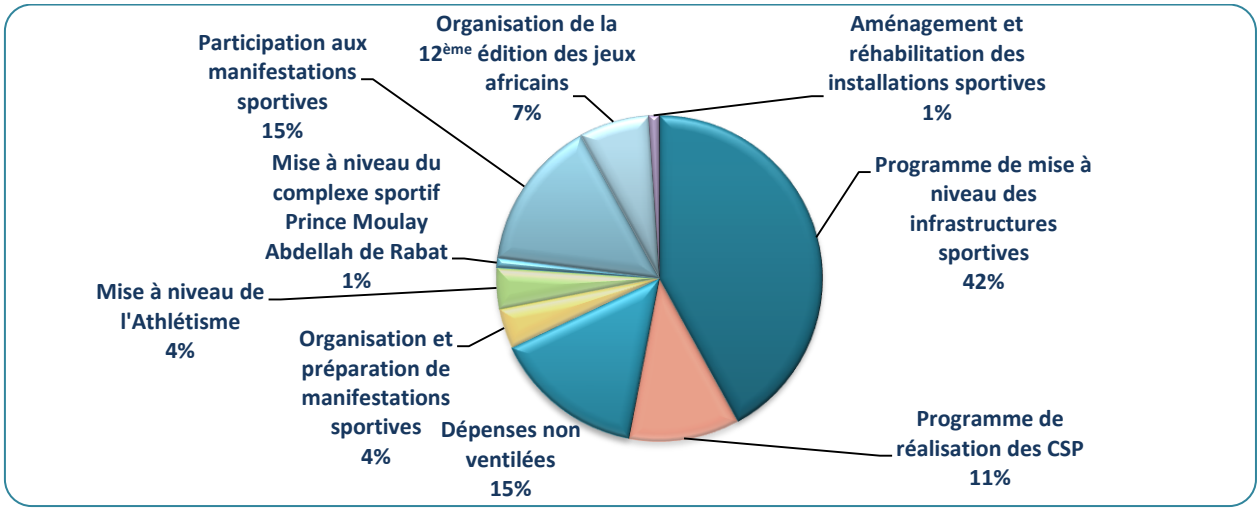
L'objectif de cette mise à niveau est d'aligner le complexe sportif Prince Moulay Abdellah de Rabat aux normes internationales de la FIFA. Le budget alloué à la mise à niveau de ce complexe sportif s'élève à 36 MDH.

▶ Programme de réalisation des Centres sportifs de proximité (CSP)

Durant la période 2016-2018, le montant total de la contribution dudit Fonds à la réalisation des centres sportifs de proximité a atteint 355,42 MDH.

L'année 2018 a connu la signature d'une convention de partenariat avec le Fonds d'Equipement Communal (FEC) visant la réalisation de 800 nouveaux CSP, répartis sur les différentes régions du Royaume, d'un montant global de 600 MDH.

Les principales actions programmées pour l'année 2019 et la part de chaque action dans les dépenses du FNDS, se présentent comme suit :

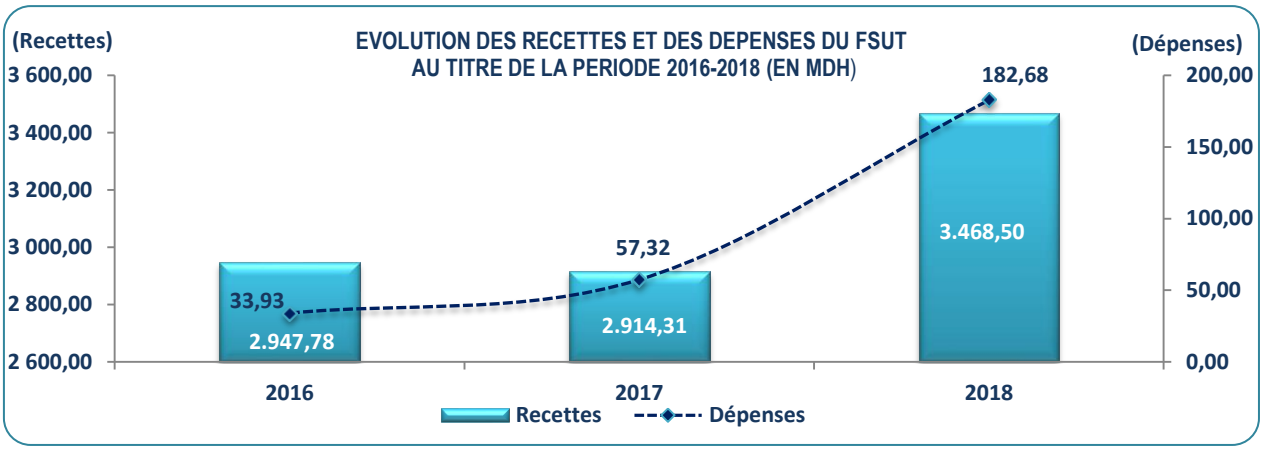


Les projets programmés au titre de l'année 2020 portent, essentiellement, sur :

- La participation aux jeux Olympiques TOKYO 2020 ;
- L'organisation des jeux africains paralympiques 2020 ;
- L'aménagement de la salle polyvalente « Ibn Yassine » ;
- L'organisation du Championnat d'Afrique de Footsal ;
- La poursuite du programme de réalisation de 800 CSP ;
- La poursuite de réalisation des infrastructures sportives objet des conventions de partenariat avec les collectivités territoriales (piscine, salles omnisports…).

2.4.4. Fonds de service universel de télécommunications

Les recettes et les dépenses du Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 8,47% et 132,05% au titre de la période 2016-2018.



Les programmes réalisés dans le cadre dudit Fonds, se déclinent comme suit :

- **Programme GENIE**

Le programme GENIE, lancé en 2006, a pour objectif de généraliser l'usage des TIC dans l'enseignement public. Il est financé par le FSUT pour un montant initial global de 1.038 MDH.

Le coût des opérations réalisées à ce titre, à fin avril 2019, s'élève à 710,2 MDH. Le reliquat, soit 327,8 MDH, est destiné à la réalisation des phases restantes dudit programme.

- **Projets de connexion à Internet de certains localités/sites par des liaisons par satellites**

Ces projets visent à doter certaines localités/entités de stations par satellite (VSAT ou GMPCS), aux fins de fournir aux populations des localités éloignées des services de télécommunications, notamment le service voix et Internet.

Pour la mise en œuvre de ces projets, une contribution estimée à 43,5 MDH a été accordée par ledit Fonds au titre de la période 2018-2020.

- **Programme de Modernisation de l'Etat Civil**

Ce programme vise la dématérialisation du processus de délivrance des actes de naissance et la modernisation et l'informatisation progressive de l'ensemble des Bureaux d'Etat Civil (BEC). Le FSUT contribue à la mise en œuvre de ce projet par une enveloppe de 100 MDH prévue en 2019.

- **Projet du Registre national de la population**

L'objectif de ce projet est la mise en place d'un Registre national de la population. La contribution financière du Fonds s'élève à 100 MDH au titre l'année 2019.

- **Feuille de route pour la transformation digitale**

La mise en œuvre de la feuille de route pour la transformation digitale, qui vise la création des conditions permettant la dématérialisation des services publics, est totalement prise en charge par le FSUT avec une enveloppe de 200 MDH.

- **Rénovation des services des appels d'urgence**

Deux projets visant la rénovation des services des appels vers différents numéros d'urgence sont prévus. Le Fonds contribue au financement du 1er projet avec un montant de 100 MDH. Un 2ème projet sera examiné prochainement avec une enveloppe budgétaire de 100 MDH. Le versement intégral de ces contributions est prévu courant 2019.

- **Certification électronique :**

Ce projet vise à promouvoir le recours à la signature électronique. La contribution au financement de la mise en œuvre de ce projet s'élève à 22,5 MDH au titre de l'année 2019.

- **Programme de couverture de la 2ème année du Plan National du Haut et Très Haut Débits (PNHD):**

La réalisation du programme PNHD sera assurée de façon progressive entre 2018 et 2022. A ce jour, 3.500 localités ont été déclarées couvertes par les services 2G/3G/4G.

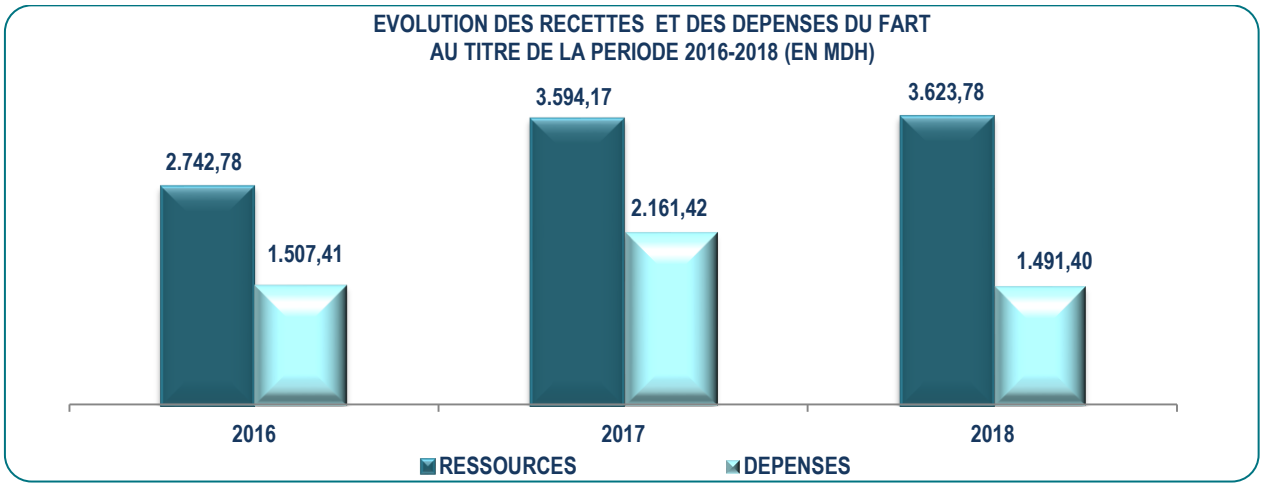
Au titre de sa 2ème année, la réalisation du PNHD nécessitera le paiement, à partir du FSUT, du reliquat de la subvention dédiée d'un montant de 440 MDH au titre de 2019/2020.

- **Réseau dorsal en fibre optique dans le cadre du PNHD:**

Ce projet vise le déploiement progressif des services de très haut débit sur plusieurs villes du Royaume, notamment par le développement d'un réseau dorsal en fibre optique (FO) à travers la mise en place de nouveaux liens de transmission en FO pour développer et étendre le réseau dorsal. La mise en œuvre de ce projet s'étalera sur une période de 4 à 5 années.

2.4.5. Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain

Les recettes du Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen de 14,94% au titre de la période 2016-2018. Cependant, les dépenses ont enregistré une baisse annuelle moyenne de 0,53% au titre de la même période.



Depuis le démarrage du programme de renouvellement des taxis, une enveloppe d'environ 2.585 MDH a été mobilisée pour le renouvellement de 40.450 taxis de 1ère et 2ème catégories répartie comme suit :

- 2.000 MDH pour le renouvellement de 25.080 taxis de 1ère catégorie, soit 56% du parc de 45.000 taxis ;
- 585 MDH pour le renouvellement de 15.370 taxis de 2ème catégorie, soit 48% du parc de 32.000 taxis.

Les réalisations à fin 2017 ainsi que les objectifs à atteindre à l'horizon 2020-2022 concernant l'octroi de primes pour le renouvèlement des taxis de 1ère et de 2ème catégories financé dans le cadre du FART, se présentent comme suit :

Année	Taxi 1ère catégorie		Taxi 2ème catégorie		Crédit alloué / à prévoir (MDH)
	nombre de Taxis renouvelés (cumul)	% du parc renouvelé (cumul)	nombre de Taxis renouvelés (cumul)	% du parc renouvelé (cumul)	
2017	25.080	56%	15.370	48%	2.585
2018	Interruption provisoire du programme				
2019	Interruption provisoire du programme				
2020	33.000	73%	21.000	65%	800
2021	41.000	91%	27.000	84%	800
2022	45.000	100%	32.000	100%	400
Total	**45.000**	**100%**	**32.000**	**100%**	**4.585**

Par ailleurs, le Fonds continuera, au titre de la période 2019-2022, à financer les programmes et opérations suivants :

- Renouvellement du parc ;
- Formation continue obligatoire au profit des conducteurs professionnels ;
- Amélioration des conditions de transport dans les communes rurales.

▶ **Soutien au transport scolaire et universitaire :**

L'Etat a continué son effort de soutien aux sociétés délégataires et aux régies de transport à travers les villes du Royaume dans le cadre du transport scolaire et universitaire.

En effet, le Fonds d'accompagnement des réformes de transport urbain et interurbain verse des subventions auxdites sociétés et régies en compensation des réductions dont profitent les élèves et étudiants des différents établissements scolaires et universitaires.

Il convient de signaler que les sociétés bénéficiaires s'engagent, en vertu des conventions d'attribution des subventions du FART, à:

- assurer des prestations de transport scolaire et universitaire, au profit des élèves et étudiants de l'ensemble des établissements scolaires publics sur la base de la carte d'abonnement ;
- former ses chauffeurs en partenariat avec l'OFPPT ou d'autres organismes agréés par l'Etat ;
- utiliser à moyen terme des véhicules équipés de moteur répondant aux normes de protection de l'environnement ;
- améliorer la fréquence de passage dans les lignes de desserte scolaire et universitaire ;
- améliorer la qualité d'offre de service (propreté, régularité et sécurité des bus).

Il convient de signaler qu'une enveloppe de 114 MDH est prévue en 2020 dans le cadre du soutien au transport scolaire et universitaire.

- **Accompagnement des projets de transport en commun en site propre :**

Le Fonds d'accompagnement des réformes de transport urbain et interurbain demeure le principal outil de financement des projets de réalisation des lignes Tramway et Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) dans les agglomérations du Royaume.

En effet, le Fonds finance actuellement différents projets dont notamment la réalisation de la ligne T2 et l'extension de la ligne T1 du tram de Casablanca, l'extension de la ligne L2 du Tram de Rabat.

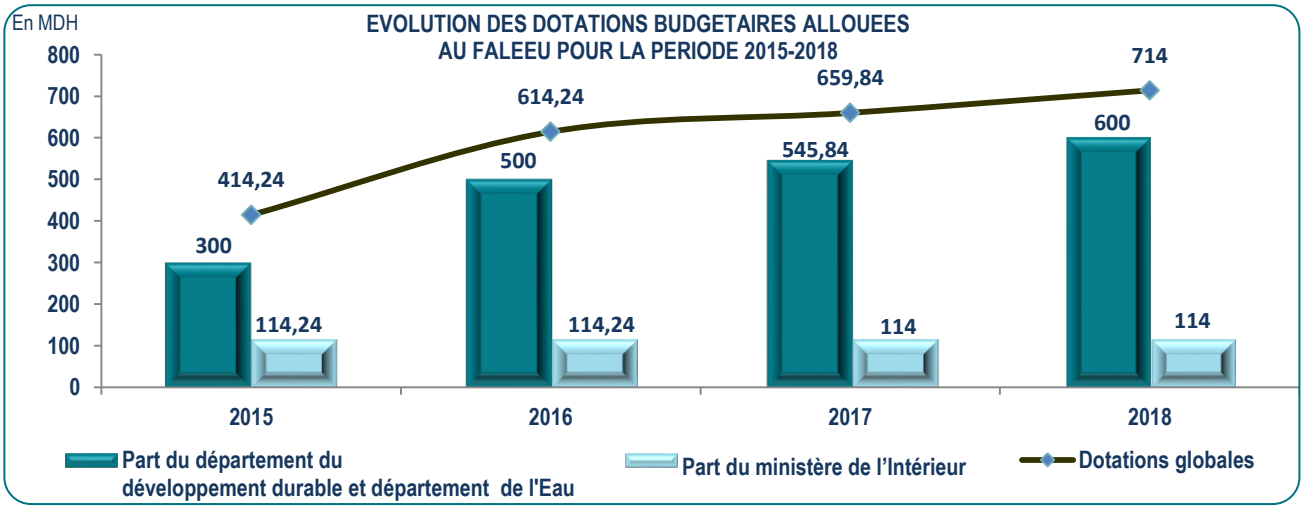
Le Fonds accompagnera d'autres projets dont le démarrage est éminent notamment la réalisation de la ligne T3 et T4 du tram et les lignes L5 et L6 du BHNS de Casablanca.

2.4.6. Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées

En 2018, les recettes de ce Fonds ont atteint 736,94 MDH contre 699,58 MDH en 2017 et 687,62 MDH en 2016. Quant aux dépenses, elles ont atteint en 2018 un montant de 616 MDH contre 676,64 MDH en 2017 et 647,87 MDH en 2016.

Les dotations budgétaires affectées à ce Fonds d'un montant de 2.402,32 MDH, mobilisées durant la période 2015-2018 pour financer le Programme National d'Assainissement Liquide (PNA) dont les objectifs principaux à l'horizon 2020 tendent à :

- Atteindre un niveau de raccordement global au réseau de 80 % en milieu urbain ;
- Rabattre la pollution d'au moins 60% ;
- Réaliser des ouvrages d'épuration (environ 200 stations) ;
- Améliorer le taux d'épuration des eaux usées pour atteindre 80 % .



A fin 2018, la situation de l'assainissement liquide en milieu urbain s'est caractérisée par l'amélioration des indicateurs comme suit :

- Un niveau d'épuration des eaux usées autour de 52% contre 48 % en 2017 et 7% en 2005;
- Un taux de raccordement au réseau d'assainissement liquide de 76% contre 70% en 2005 ;
- Un parc de 144 stations d'épuration (STEP) en état de fonctionnement, contre 136 en 2017 et 21 en 2005.

Pour l'année 2019, le montant des charges dudit Fonds, s'élevant à 834,94 MDH, est destiné au financement des projets d'assainissement liquide en partenariat avec l'ONEE, les Régies

de distribution d'eau et d'électricité, les autorités délégantes et les communes. Il est réparti comme suit :

Bénéficiaires	Prévisions 2019 (en MDH)
Projets de l'Office Nationale de l'Electricité et de l'Eau potable	315,55
Projets des régies de distribution d'eau et d'électricité	236,00
Projets d'assainissement liquide des centres chefs-lieux des communes	269,20
Etudes et assistance technique	14,00
Crédits non programmés	0,19
Total	**834,94**

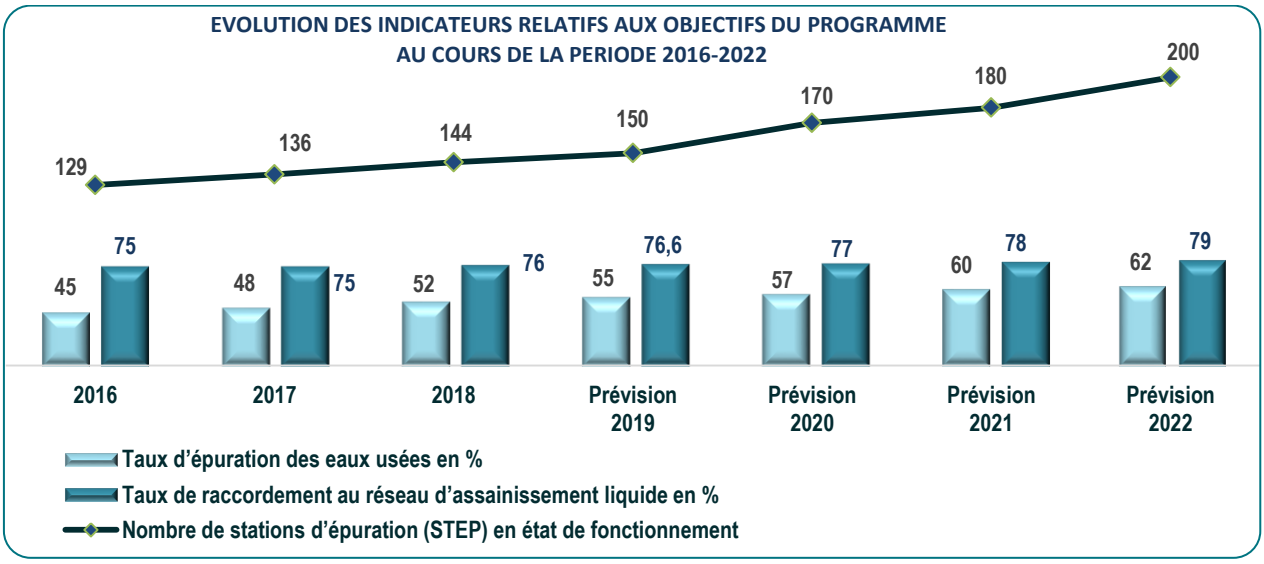
Les dotations affectées à ces projets permettront d'améliorer les indicateurs de l'assainissement liquide comme suit :

- Un niveau d'épuration des eaux usées de plus de 55% contre 52 % en 2018 ;
- Un taux de raccordement au réseau d'environ 76,5% contre 76% en 2018;
- Un parc de 150 stations d'épuration (STEP) en état de fonctionnement contre 144 en 2018.

Prévisions 2020-2022

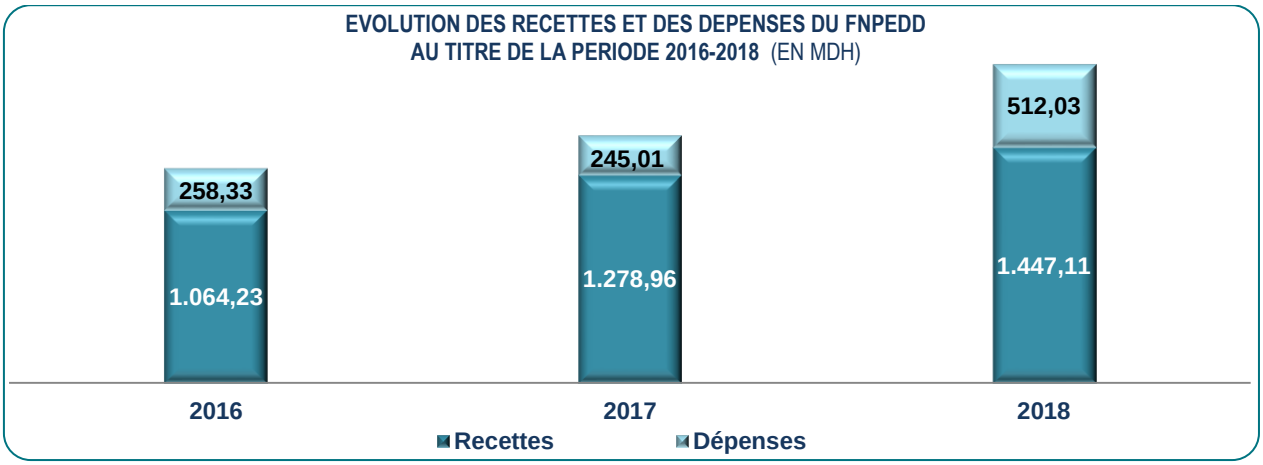
Le plafond des charges prévisionnel du Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées pour l'exercice 2020 s'établie à 714 MDH dont 600 MDH au titre de la part du département chargé du développement durable et 114 MDH au titre de la part Ministère de l'Intérieur.

Les prévisions des réalisations à l'horizon 2022 permettront d'améliorer les indicateurs de l'assainissement liquide comme suit :



2.4.7. Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable

Les recettes et les dépenses de ce Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 16,61% et 40,79 % au titre de la période 2016-2018.



Le Fonds national pour la protection de l'environnement et le développement durable fournit un soutien financier spécial à la mise en œuvre de plusieurs programmes, notamment le programme national des déchets ménagers et assimilés et le programme national de lutte contre la pollution industrielle.

- **Programme National des Déchets Ménagers** (PNDM)**:**

Les objectifs de ce programme à l'horizon 2022 visent à :

- Assurer la collecte et le nettoiement des déchets ménagers pour atteindre un taux de collecte professionnalisée (gestion déléguée) de 90 % ;
- Réaliser les centres d'enfouissement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés au profit de tous les centres urbains (100%) ;
- Réhabiliter ou fermer toutes les décharges existantes (100 %) ;
- Généraliser les plans directeurs de gestion des déchets ménagers et assimilés pour toutes les préfectures et provinces du Royaume ;
- Développer la filière de « tri-recyclage-valorisation », à travers la mise en place d'actions pilotes de tri, pour atteindre un taux de 20 % de recyclage et la valorisation supplémentaire, sous différentes formes, d'au moins 30% des déchets générés ;
- Former et sensibiliser tous les acteurs concernés sur la problématique des déchets.

Le bilan des réalisations financières dudit programme, au titre de la période 2016-2018, se présente comme suit :

Réalisations	Montant en MDH
Réhabilitation des décharges sauvages	472,63
Réalisation de centres d'enfouissement des déchets	162,87
Collecte des sacs en plastiques	83,00
Assistance technique des collectivités territoriales et étude d'évaluation du PNDM	31,11

Les réalisations des différents projets et actions dudit programme au titre de la même période se présentent comme suit:

- Augmentation du taux de collecte professionnalisée à 85,2% contre 44% en 2008 ;
- Augmentation du taux de mise en Centre d'Enfouissement et de Valorisation (CEV) pour atteindre 62,63 % (3,94 MT) des déchets ménagers produits, contre 10% avant 2008 ;
- Augmentation du nombre de Centre d'Enfouissement et de Valorisation (CEV) qui s'élève actuellement à 26 centres ;

- Achèvement de la réhabilitation de 58 décharges non contrôlées, dont 9 en cours d'achèvement ;
- Achèvement de 44 plans directeurs provinciaux et 20 autres en cours de finalisation.

Le plan d'action pour l'année budgétaire 2019 et les prévisions au titre de la période 2020-2022 de ce programme, se présentent comme suit :

(en MDH)

Projets	2019	2020	2021	2022
Réalisation de centres d'enfouissement des déchets et réhabilitation des décharges sauvages et points noires	575,12	470,87	435,99	409,20

► Programme National de valorisation des déchets

Le développement des filières de valorisation constitue le premier pas d'une stratégie de développement de la gestion des déchets au Maroc. Il représente la continuité logique des réalisations du programme National des Déchets Ménagers et assimilés qui prévoit parmi ses objectifs le développement du tri, le recyclage et la valorisation des déchets pour atteindre un taux de recyclage de 20% et de valorisation supplémentaire, sous différentes formes, d'au moins 30% des déchets générés à l'horizon 2022.

Les principales réalisations de ce programme, à fin 2018, se résument comme suit :

- Mise en œuvre de 10 conventions de financement pour la réalisation de centres de tri et de valorisation des déchets au niveau des décharges contrôlées pour une contribution globale de 186,2 MDH ;
- Signature de conventions de partenariat avec le secteur privé pour l'organisation et la mise en place des filières de valorisation des batteries usagées, des pneus usés, des huiles lubrifiantes usagées, des papier-carton usés et des huiles alimentaires usagées ;
- Contribution au financement de la campagne de ramassage et d'élimination des sacs en plastique avec une enveloppe de 85 MDH ;
- Réalisation des études relatives à l'organisation des filières de valorisation des déchets ;
- Elaboration de la Stratégie Nationale de Réduction et de Valorisation des Déchets ;
- Création du comité d'orientation stratégique des filières de valorisation des déchets et du comité relatif aux mécanismes d'allocution des revenues de l'écotaxe aux activités des filières de recyclage et de valorisation des déchets.

Le plan d'action 2019 et les perspectives pour la période 2020-2022 de ce programme, se présentent comme suit :

- Equipement des décharges contrôlées par des centres de tri et de valorisation ;
- Suivi de la réalisation effective de la filière de gestion des véhicules en fin de vie ;
- Préparation et réalisation d'un programme de sensibilisation spécifique au profit des trieurs des déchets ;
- Suivi de la mise en œuvre des conventions spécifiques à l'organisation des filières de valorisation des déchets.

► Programme de prévention et de lutte contre la pollution industrielle

La réalisation de ce programme se présente comme suit :

- La signature de 26 accords pour la réalisation de 26 stations de traitement des rejets liquides industriels pour un coût global de 97 MDH. A ce jour, 100 MDH ont

été versés aux agences des bassins hydrauliques (ABHs) à cet effet et ce, dans le cadre du mécanisme volontaire de dépollution industrielle hydrique (MVDIH) ;

- La signature, au titre de la période 2018-2022, d'une nouvelle convention de partenariat relative aux projets de collecte, de traitement et/ou de valorisation des déchets issus du secteur oléicole pour la prise en charge de tous les types de traitement et/ou de valorisation des margines et des grignons.

Le plan d'action dudit programme pour l'année budgétaire 2019 et les prévisions au titre de la période 2020-2022, se présentent comme suit :

(en MDH)

Projets	2019	2020	2021	2022
Contribution au traitement des rejets liquides industriels	14,8	20	20	20
Contribution à la valorisation et la réutilisation des déchets issus du secteur oléicole	4	13	13	13
Total	**18,8**	**33**	**33**	**33**

S'agissant du programme de mise à niveau environnementale du secteur de la poterie, le FNEDD contribuera au financement des engagements pris dans le cadre des conventions signées, notamment celles relatives au remplacement des fours traditionnels par des fours à gaz modernes au profit des artisans potiers.

2.4.8. Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles

Les recettes mobilisées par ce Fonds en 2018, s'élèvent à 867,02 MDH contre 800,29 MDH et 565,42 MDH, respectivement, en 2017 et 2016. Quant aux dépenses réalisées, elles ont atteint 388,30 MDH en 2018 contre 133,27 MDH en 2017 et 70 MDH en 2016.

- **Bilan des programmes réalisés et des projets financés par le Fonds**

Durant la période 2016-2018, 76 projets ont été retenus pour bénéficier d'un financement du Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles. Le montant global d'investissement de ces projets est de 1.152,23 MDH dont 439,95 MDH (38,1 %) à financer par ledit fonds, comme le montre le tableau suivant :

Années/Projets	Nombre de projets proposés	Nombre de projets retenus	Coût global des projets (en MDH)	Contribution du CAS-FLCN (en MDH)	Pourcentage des contributions du CAS-FLCN
2016/2017	104	44	676,78	283,89	41,9 %
2018	73	32	475,45	156,065	32,8 %
Total	**177**	**76**	**1.152,23**	**439,955**	**38,2 %**

- **Les programmes à réaliser au titre de l'année 2019 et les prévisions pour l'année 2020**

Le Fonds continuera à financer les projets convenus avec les porteurs des projets afin de prévenir les risques de catastrophes naturelles. Les programmes prévus pour les années 2019 et 2020 dans le cadre dudit Fonds se présentent comme suit :

(en MDH)

Rubriques	Crédits de paiement pour l'année 2019	Prévisions pour l'année 2020
Dépenses du ministère de l'intérieur au titre des actions de secours et d'assistance aux populations sinistrées	30	30
Versement au profit du Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau, pour le financement du projet de protection contre les inondations de la zone industrielle de Mghogha.	18,82	
Programme de gestion intégrée des risques et de résilience au Maroc :		
- Versements au profit des porteurs de projets :	619,35	163
- Frais de formation et d'assistance technique :	21,94	7
Opérations relatives à la lutte contre les catastrophes naturelles	100	100
Total	**790,11**	**300**

Le budget prévisionnel de financement dudit Fonds pour l'année 2020 s'élève à 300 MDH .

2.4.9. Fonds de développement énergétique

Les recettes de ce Fonds, constituées essentiellement par des soldes reportés des années précédentes, s'élèvent à 1.675,42 MDH en 2018, contre 1.821,39 MDH en 2017 et 1.871,39 MDH en 2016. Les dépenses dudit Fonds ont atteint 63 MDH en 2018 contre 157,50 MDH en 2017 et 50 MDH en 2016.

Les dépenses réalisées dans le cadre dudit Fonds depuis sa création en 2009 jusqu'à 2018 ont atteint un montant total de 4.260,09 MDH. Pour la période 2016-2018, les versements effectués dans le cadre du FDE se présentent comme suit :

(en MDH)

Eléments	2016	2017	2018
L'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE)	-	132,50	-
L'Institut de Recherche en Energie Solaire et Energies Nouvelles (IRESEN)	50,00	25,00	63,00

En 2016, une convention a été signée entre l'ONEE et l'Etat pour le financement des coûts des infrastructures électriques à réaliser par l'ONEE et le raccordement du complexe solaire NOOR Ouarzazate au réseau électrique THT.

Le coût global de ces projets est de 265 MDH, à prendre en charge à hauteur de 50% par le « Fonds de Développement Energétique » et 50% par le budget général.

Dans ce cadre, l'ONEE a reçu en 2017, un montant de 132,5 MDH destiné à financer en partie les travaux de la deuxième phase du projet qui porte sur :

- La réalisation d'une Ligne 225 kV « Ouarzazate – Tazart » d'une longueur de 104 km dont les travaux sont achevés et la mise en service a été réalisée le 31 mars 2019 ;
- La réalisation d'une Ligne 225 kV « Tazart – Tensift » d'une longueur de 63 km, dont le taux global d'avancement des travaux est de 60 %.

Les réalisations du Fonds au titre des huit premiers mois de l'année 2019 concernent, essentiellement, le versement de la première tranche au titre de l'opération d'augmentation du capital de MASEN (Moroccan Agency for Sustainable Energy) pour ce qui est de la quote

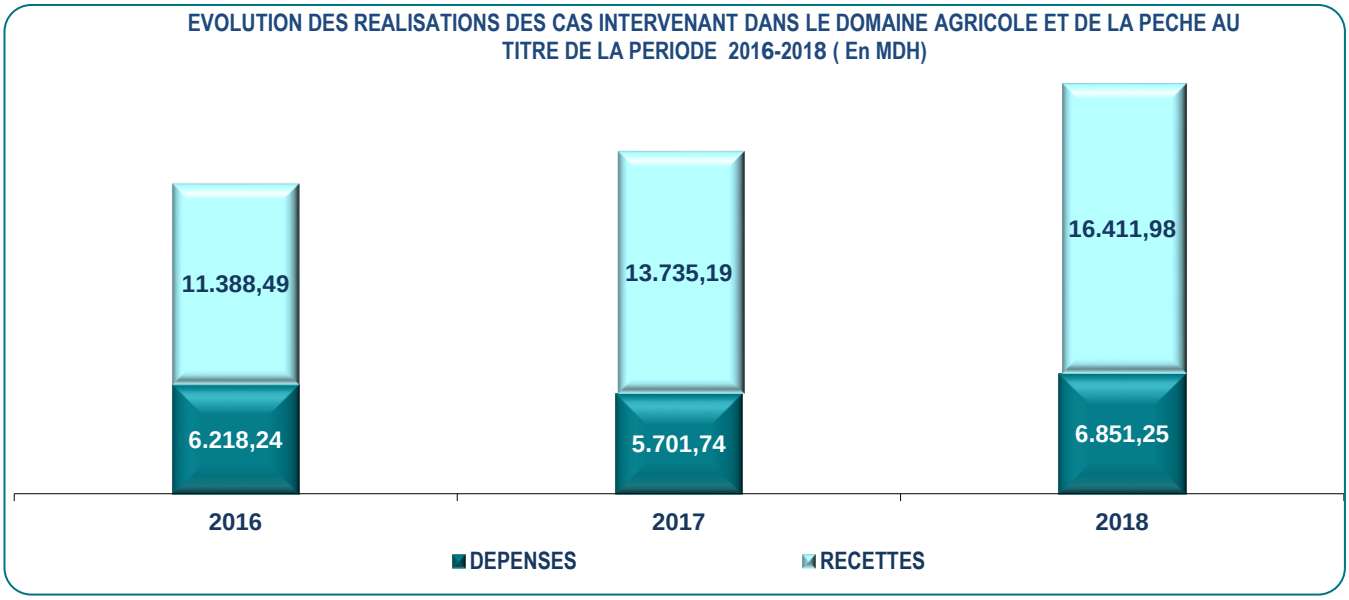
part de l'Etat, d'un montant de 312,50 MDH et le versement de 38 MDH à Institut de Recherche en Energie Solaire et Energies Nouvelles (IRESEN).

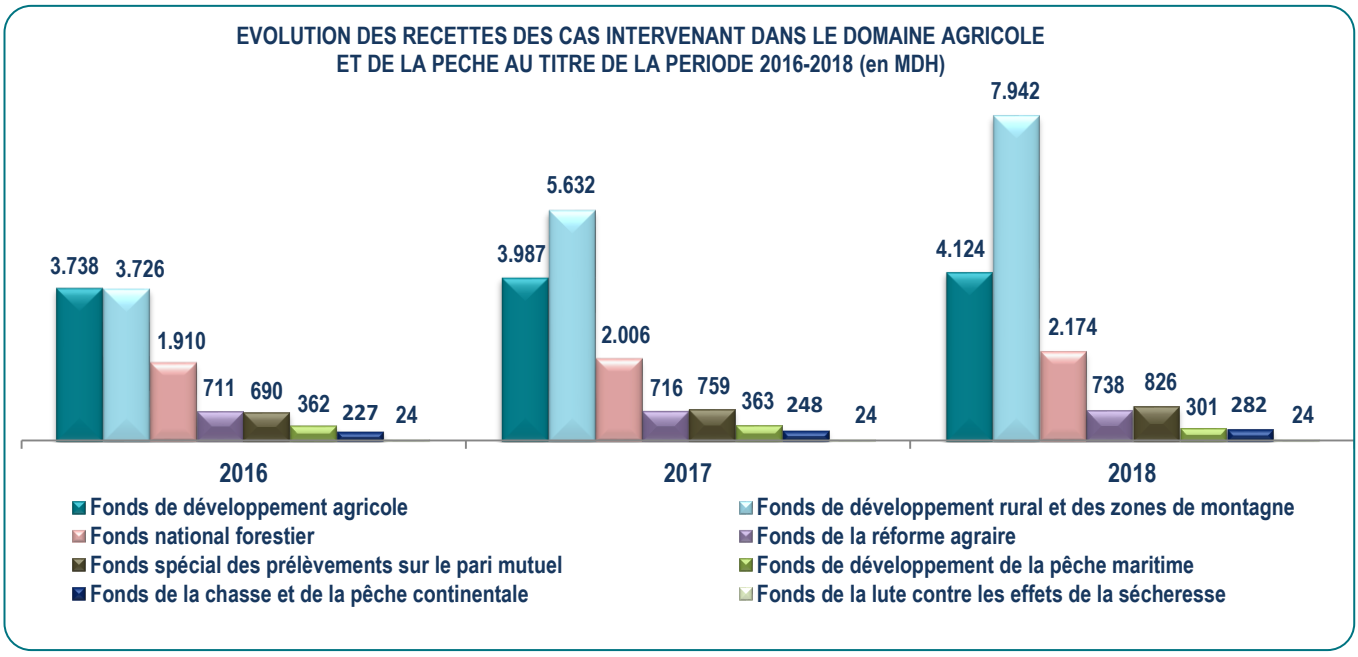
Les prévisions budgétaires du FDE pour l'année 2020 porteront sur :

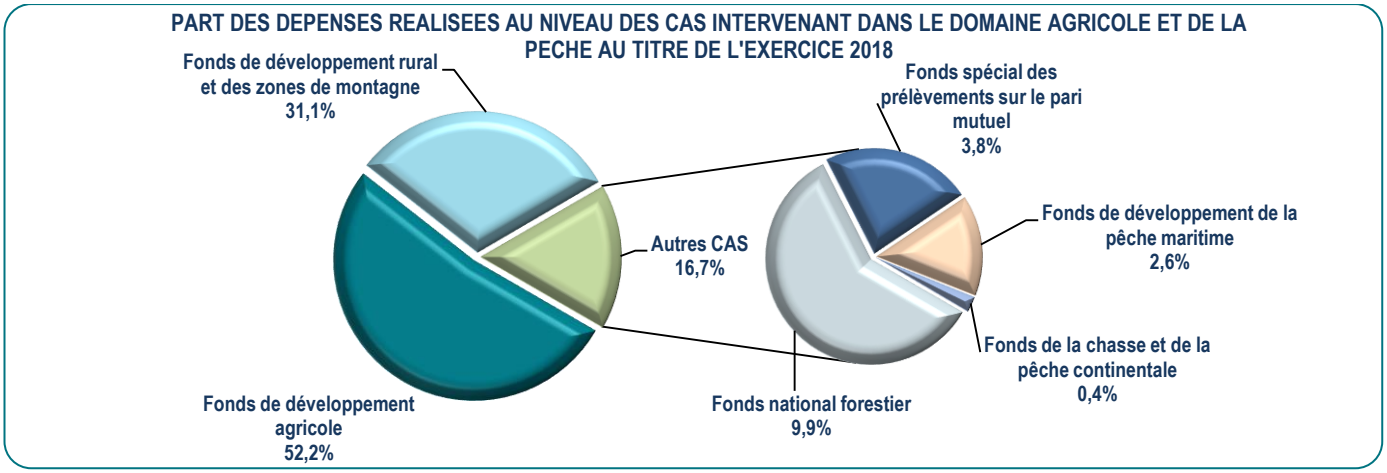
- Le versement de la deuxième tranche au titre de l'opération d'augmentation du capital de MASEN : 312,50 MDH ;
- Le versement à l'IRESEN : 38,00 MDH.

SECTION V - DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE LA PECHE

Les comptes d'affectation spéciale intervenant dans le secteur agricole et de la pêche, au nombre de 8, ont réalisé globalement 7,1 % du total des dépenses des CAS en 2018.



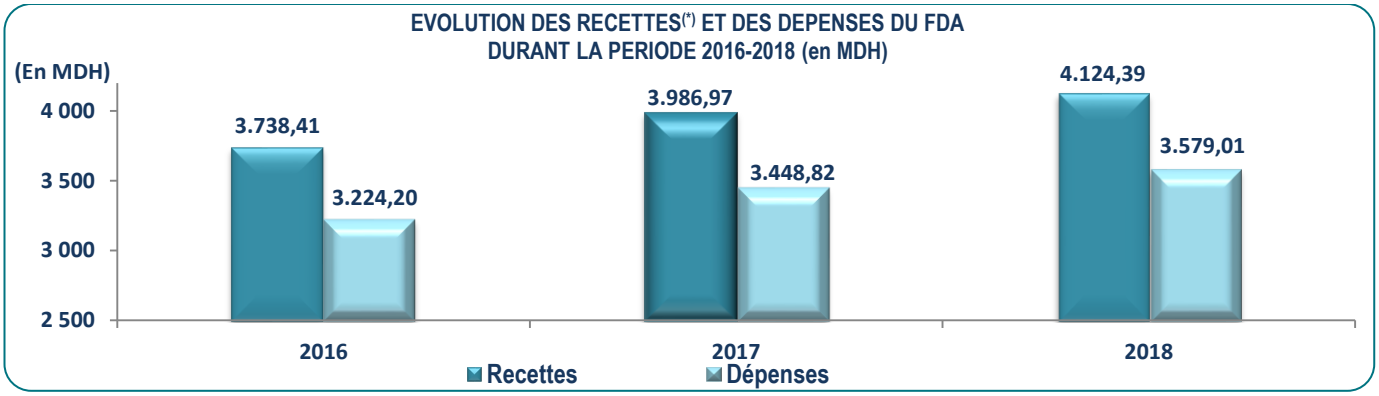




2.5.1. Fonds de développement agricole

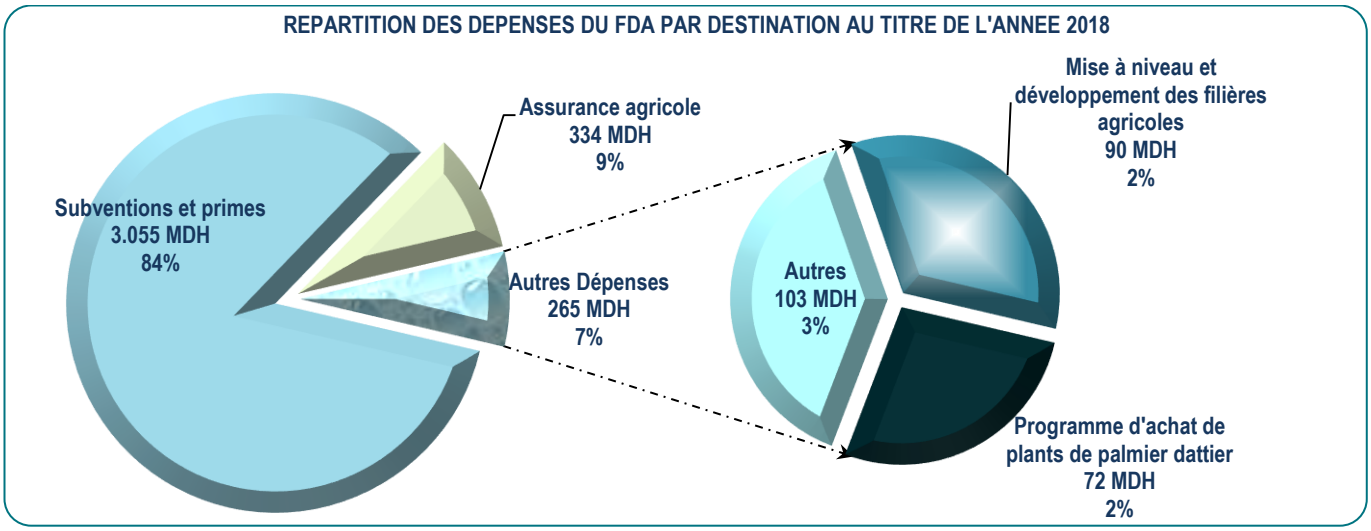
Les recettes et les dépenses du Fonds de développement agricole (FDA) ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 5,04% et 5,36% durant la période 2016-2018.

L'évolution des recettes et des dépenses réalisées par le FDA au cours de la période 2016-2018, se présente comme suit :



(*) Compte tenu du solde reporté.

La répartition des dépenses réalisées par le FDA au titre de l'année 2018 se présente comme suit :



Les réalisations du FDA au titre des subventions, durant la période 2016-2018, ont porté essentiellement sur les actions suivantes :

(en MDH)

Actions	2016	2017	2018
Aménagements hydro-agricoles	1.423	1.543	1.826
Matériel agricole	440	316	327
Production animale	280	340	322
Plantations fruitières	120	82	106
Promotion des exportations agricoles	153	146	184
Unités de valorisation	20	34	12
Total	**2.436**	**2.461**	**2.777**

L'analyse des réalisations au titre des subventions et primes accordées, au cours de la période 2016-2018, met en exergue les éléments suivants :

- Les subventions destinées aux aménagements hydro-agricoles ont augmenté de 18 % en 2018 contre 8% en 2017 ;
- Les subventions accordées à l'équipement des exploitations ont connu une augmentation de 3% en 2018 contre une baisse de 28% en 2017 ;
- Les subventions accordées au titre de l'intensification de la production animale ont connu une baisse de 8% en 2018 contre une augmentation constatée de 21% en 2017 par rapport à 2016 ;
- Les subventions accordées aux plantations fruitières ont connu une augmentation de 30% en 2018 contre une baisse de 32% en 2017 ;
- Les subventions accordées aux unités de valorisation ont connu une diminution de 64% en 2018 ;
- Les subventions accordées aux produits agricoles exportés ont connu aussi une augmentation de 27% en 2018 contre une baisse de 5% en 2017.

Par ailleurs, l'analyse des subventions accordées en 2018 montre que 81% du total des dépenses réalisées ont concerné les trois rubriques suivantes :

- L'aménagement hydro-agricole et foncier (60%);
- L'équipment des exploitations (11%);
- L'intensification de la production animale (10%).

Les principales opérations réalisées par le FDA au titre de l'année 2018, ont porté sur :

- Le versement au profit du Crédit Agricole du Maroc au titre des subventions et primes aux agriculteurs d'un montant de 3.055 MDH pour :
  - L'équipement de près de 40.492 ha en systèmes d'irrigation localisée et aménagement foncier sur 16.831 ha ;
  - L'acquisition de 7.611 unités de matériel agricole dont près de 2.007 tracteurs ;
  - La plantation de 1.588 ha d'agrumes, 4.054 ha d'oliviers et 2.859 ha de rosacées et autres espèces fruitières ;
  - L'acquisition de 12.913 têtes de génisses importées ;
  - La production de 21.671 têtes de veaux issus du croisement industriel ;
  - La construction de 924 unités de bâtiments d'élevage avec une superficie globale de 4.152 ha ;
  - La construction et l'équipement de 19 unités de valorisation des produits agricoles ;

- La promotion des exportations agricoles de plus de 38.972 T d'agrumes, 62.825 T de tomates et plus de 6.304 T d'huile d'olive et 1.338 T des produits avicoles frais.

- La souscription 717.573 ha de céréales et légumineuses et 4.560 ha d'arbres fruitiers à l'assurance : 333,67 MDH ;
- Le programme de lutte contre les effets de la sécheresse : 98,31 MDH ;
- La mise à niveau et le développement des filières agricoles : 90,39 MDH ;
- La distribution de 300.000 plants de palmier : 72,50 MDH ;

Les réalisations du FDA, à fin mai 2019, ont porté sur un montant total de 2.514,9 MDH réparti comme suit :

- Versement au profit du Crédit Agricole du Maroc : 2.276,0 MDH ;
- Acquisition et distribution des plantes de palmier dattier : 98,4 MDH ;
- Mise à niveau des filières agricoles : 87,9 MDH ;
- Assurance agricole : 40,0 MDH ;
- Lutte contre les effets négatifs de la chute de neige : 11,9 MDH ;
- Remboursements, dégrèvements et restitutions, fiscaux et reports des crédits : 0,69 MDH.

Les opérations programmées dans le cadre du FDA au titre des années 2019 et 2020, se présentent comme suit :

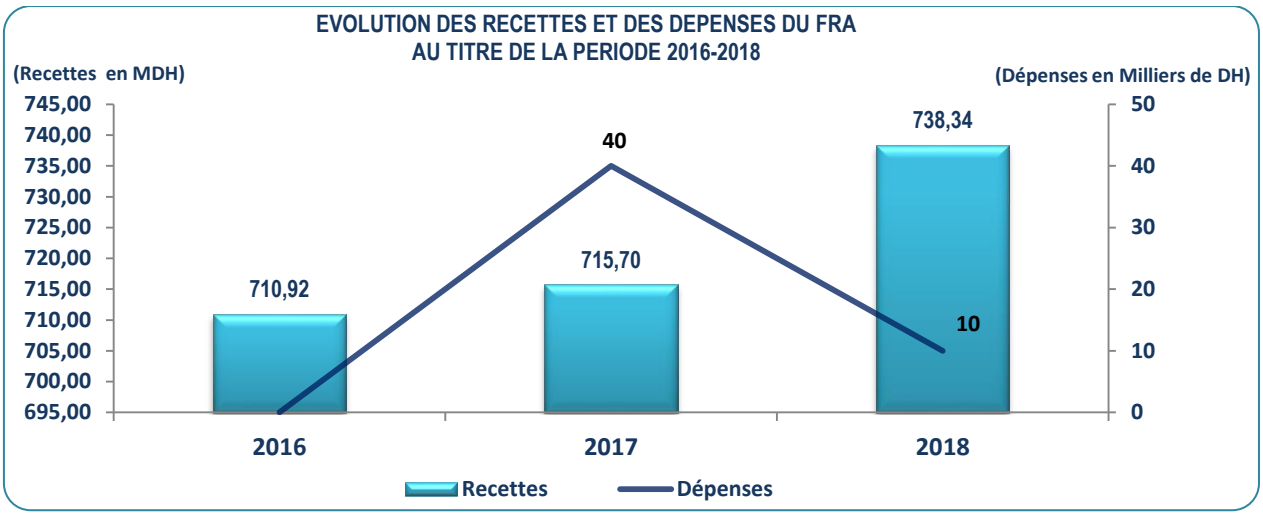
(en MDH)

Operations programmées	2019	2020
Aides et Incitations :	**3.352**	**4.030**
Aménagement hydro-agricole	1.930	2.253
Stockage et commercialisation de semences	360	400
Equipement des exploitations	360	400
Intensification de la production animale	340	380
Arboriculture fruitière	112	102
Promotion des exportations	110	200
Valorisation des produits agricoles	90	200
Autres	50	95
Autres opérations d'aides :	**641**	**620**
Assurance Agricole	360	400
Acquisition et distribution de plants de Palmier Dattier	96	100
Opérations agrumes	75	-
Mise à niveau des filières	70	70
Programme sécheresse, froid...	40	50
Total	**3.993**	**4.650**

2.5.2. Fonds de la réforme agraire

Créé en vue de comptabiliser les opérations financières afférentes à la cession de lots domaniaux agricoles ou à vocation agricole, le Fonds de la réforme agraire (FRA) est alimenté essentiellement par le produit de la vente du domaine agricole ou de la concession des droits indivis de l'Etat sur les anciens immeubles collectifs.

Les recettes dudit Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen de près de 1,9% durant la période 2016-2018, contre une fluctuation de ses dépenses durant la même période.



En 2019, il est prévu de consacrer une dotation de 5 MDH aux indemnisations dans le cadre des procédures des expropriations (3 MDH), aux remboursements et règlements des créances (1,5 MDH) et au règlement et exécution des décisions judiciaires et administratives (0,5 MDH).

2.5.3. Fonds national forestier

Les recettes réalisées par le Fonds national forestier (FNF), compte tenu du solde reporté, s'élèvent à 2.173,86 MDH en 2018 contre 2.005,85 MDH en 2017 et 1.910,45 en 2016 enregistrant ainsi une augmentation annuelle moyenne de 6,67%. Les dépenses réalisées en 2018 ont atteint 676,70 MDH contre 649,84 MDH en 2017 et 668,98 MDH en 2016.

L'enveloppe budgétaire mobilisée au titre de l'année 2018 dans le cadre dudit Fonds, s'élève à 1.575 MDH. Elle a été consacrée à la poursuite de l'exécution des principales composantes programmées dans le cadre de ce compte qui se présentent comme suit :

- **Sécurisation du domaine forestier :**
  - Homologation de 6.800 ha, soit plus de 8 millions ha ;
  - Immatriculation de 902.000 ha donnant lieu à la sécurisation de près de 6 millions ha ;
  - Etudes topographiques couvrant une superficie totale de 250.000 ha.
- **Equipement en pistes et chemins forestiers :**

Au titre de l'année 2018, l'enveloppe budgétaire mobilisée dans le cadre du programme de réhabilitation et d'entretien des équipements et d'infrastructures existants, s'élève à 147 MDH.

Les réalisations physiques consistent en l'ouverture de 227 km de chemins forestiers et l'entretien de 820 km de pistes forestières ainsi que l'entretien et la réhabilitation de 42 unités administratives et 121 maisons forestières.

- **Conservation et développement des forêts :**
  - Travaux de reconstitution des écosystèmes forestiers :
    - Plantation de 41.930 ha en accordant une attention particulière à la régénération naturelle ;
    - Production de 32 millions de plants élevés en pépinières ;
    - Régénération naturelle par mise en clôture de plus de 4.700 ha.

- Compensation des mises en défens :

  La compensation des populations concernées au titre de 2018 a porté sur une superficie de 97.676 ha au profit de 170 associations d'usagers dans différentes régions forestières avec un budget de l'ordre de 25 MDH ;
- Aménagement des forêts :

  L'objectif de renforcement du processus d'aménagement des forêts est étayé, au titre de l'année 2018, par un programme prévisionnel devant concerner 260.000 ha, tout en développant les approches d'aménagement concertées y afférentes. Quant aux travaux de sylviculture et de conduite des peuplements, ils portent sur une superficie de 18.800 ha.

▶ **Prévention contre les incendies :**

Le bilan enregistré en 2018 fait état d'une limitation du nombre d'incendies et des superficies touchées (une moyenne de 5,5 ha par incendie). Ce programme de prévention et de lutte contre les feux de forêts a nécessité la mise en place des travaux suivants :

- L'entretien de 431 km de tranchée pare feu et l'aménagement de 50 unités de points d'eau ;
- L'entretien de 23 postes de vigies et l'affectation de 1.290 guetteurs d'incendies.

▶ **Aménagement des bassins versants :**

Le budget mobilisé pour la réalisation des actions intégrées d'aménagement des bassins versants a plus que doublé entre 2005 et 2017 en passant de 40 MDH à 89 MDH.

Les principales réalisations enregistrées au titre de l'année 2018, ont porté sur le traitement d'une superficie totale d'environ 50.000 ha, moyennant, en plus des interventions biologiques, des traitements mécaniques des ravins par l'édification d'environ 260.000 m^3 de seuils de sédimentation.

▶ **Lutte contre l'ensablement :**

Dans le cadre de ce programme, l'année 2018 a été caractérisée par la fixation de 498 ha de dune au niveau de 15 provinces pour atteindre une superficie totale des dunes traitées de près de 41.710 ha. Les réalisations concernent également l'entretien de 261 ha des dunes et l'édification de 20 km du cordon littoral.

▶ **Conservation et valorisation des aires protégées :**

Les réalisations enregistrées en 2018 portent sur les principales actions suivantes :

- Actualisation des Plans d'Aménagement des Parcs Nationaux ;
- Mise en place des organes de gestion et des plans d'action des Réserves de Biosphère;
- Mise en œuvre de plans d'action spécifiques avec les partenaires tels que le plan de développement spécifique du Parc National d'Al Hoceima ;
- Développement d'une initiative pour la promotion de l'emploi à travers les métiers verts aux profits des populations vulnérables dans les parcs nationaux et les sites d'intérêt biologique et écologique prioritaires.

▶ **Conservation et valorisation des zones humides**

Les actions de conservation de la biodiversité des Zones humides ont porté, durant l'année 2018, sur les principales opérations suivantes:

- La déclaration de l'inscription de Merja de Fouwarate et Sebkhat Imlili sur la liste des zones humides d'importance internationale portant le nombre de sites Ramsar à 26 ;
- La conclusion d'un mémorandum de coopération avec le Fonds Mondial de la Nature dans le domaine de la conservation et de la gestion durable de la biodiversité au Maroc ;

- La mise en œuvre du plan stratégique du développement intégré et durable de la Province de Kénitra.

Les principales actions programmées au titre de l'exercice 2019 se répartissent comme suit :

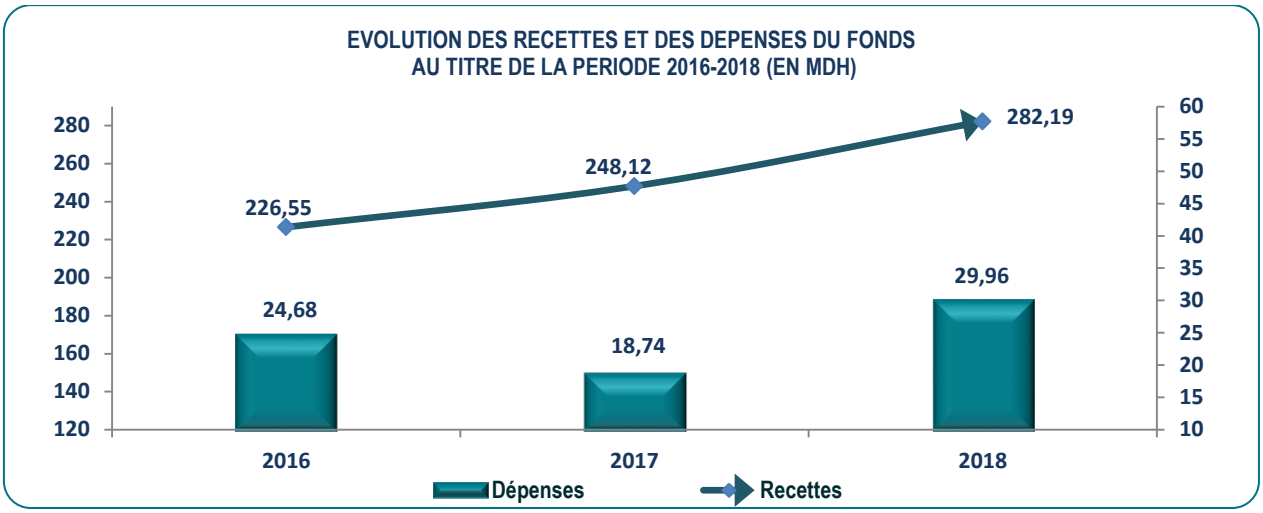
- Reboisement, régénération et amélioration sylvo-pastorale dans le cadre du programme de nouvelles plantations de l'ordre de 40.000 ha ;
- Entretien et regarnis des plantations anciennes sur une superficie de 30.436 ha ;
- Sylviculture et conduite des peuplements à hauteur de 22.428 ha ;
- Production de 34 millions de plants ;
- Aménagement de 23 postes de vigie, de 514 km tranchées pare feu et la création et l'aménagement de 53 points d'eau ;
- Etudes d'aménagement des forêts sur environ 243.400 ha ;
- Compensation pour mise en défens relative à 101.709 ha ;
- Travaux de correction des ravins sur 288.310 m3 ;
- Lutte contre l'ensablement sur 1.121 ha et l'édification du cordon littoral sur 20 Km ;
- Ouverture et réhabilitation de pistes forestières, respectivement, de l'ordre de 232 km et 732 km ;
- Réhabilitation et entretien de 102 Maisons forestières, 60 logements administratifs et 34 bâtiments administratifs ;
- Aménagement, dans un cadre partenarial, des forêts urbaines et périurbaines sur une superficie de 40.000 ha ;
- Immatriculation des espaces forestiers et études techniques cadastrales concernant une superficie d'environ 500.000 ha ;
- Aménagement et gestion des ressources naturelles et de conservation de la diversité biologique de 25 sites d'intérêt biologique et écologique et 29 réserves de faune.

Au titre de l'exercice 2020, les opérations programmées portent essentiellement sur :

- L'immatriculation des espaces forestiers et les études techniques cadastrales d'une superficie de 500.000 Ha ;
- L'ouverture et l'entretien des pistes d'environ 1.500 Km, intégré dans des projets de reforestation, de régénération et d'aménagement des bassins versants ;
- La réhabilitation et l'entretien de près de 267 maisons forestières, logements et bâtiments administratifs ;
- Le reboisement, la régénération et l'amélioration sylvo-pastorale de 50.000 ha au titre des plantations nouvelles ;
- La production de près de 35 millions de plants et la modernisation de quatre pépinières ;
- Les travaux de sylviculture et de la conduite des peuplements sur une superficie de 24.000 Ha ;
- La compensation pour la mise en défens au profit des populations usagères sur une superficie de 112.650 Ha ;
- La consolidation et l'aménagement d'environ 60 forêts urbaines et périurbaines sur une superficie d'environ 40.000 ha ;
- Le traitement biologique des ravins sur une superficie de 50.000 ha avec une correction mécanique (seuils en gabions) d'environ 277.500 m3 ;
- La fixation et l'entretien de 800 ha de dunes littorales et continentales dans les zones prioritaires des provinces du Sud.

2.5.4. Fonds de la chasse et de la pêche continentale

Les recettes et les dépenses de ce Fonds ont enregistré une augmentation annuelle moyenne, respectivement, de 11,61 % et 4,53%, durant la période 2016-2018.



L'enveloppe budgétaire mobilisée par ce Fonds, au titre de l'exercice 2018 a permis le financement des principales réalisations suivantes :

- Poursuite de la mise en œuvre des orientations du Plan directeur de la chasse ;
- Identification de 90 sites pour aménagement à hauteur de 30 sites/ an dans le cadre de l'opération de détermination des territoires pouvant accueillir les lâchers de gibier ;
- Mise en place d'un nouveau système signalétique au niveau des territoires de chasse ;
- Aménagement cynégétique des réserves de chasse et des enclos d'élevage et d'acclimatation ;
- Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie nationale qui cadre la maitrise des populations de sanglier ;
- Actualisation de la procédure relative à l'amodiation du droit de chasse ;
- Mise en place d'un projet de création progressive de 24 unités de surveillance et de contrôle de la faune sauvage couvrant tout le territoire national ;
- Augmentation du nombre des chasseurs (79.000 chasseurs et 870 associations de chasse), et des lots de chasse amodiés (1.036 amodiations).

Concernant la pêche et la pisciculture, les réalisations ont porté sur :

- La production de 26 millions d'alevins et fingerlings, dont 24,5 millions ont servi pour le repeuplement de 68 sites aquatiques ;
- L'organisation de la fête de la pêche à Amghass ;
- La promotion du produit « Black bass » dans la région de Souss Massa ;
- La création d'une union des coopératives aquacoles, regroupant 145 adhérents de quatre coopératives, appartenant aux communes limitrophes de la retenue de barrage Ahmed El Hansali ;
- La création de la première coopérative féminine en pisciculture ;
- Le renforcement des capacités et l'assistance technique aux coopératives de pêche commerciale au niveau de la région de Béni Mellal.

Au titre de l'année 2019, le programme d'action prévu dans le cadre dudit Fonds, s'articule autour des principaux axes suivants :

- **Chasse et cynégétique**

  - Le développement, dans un cadre partenarial, des territoires de chasse par le renforcement des aménagements cynégétiques, la surveillance et la mise en réserve de 13 millions d'hectares ;
  - Le renforcement de l'extension de l'organisation des chasseurs en associations ;
  - La lutte contre le braconnage et la sensibilisation et la formation des gardes.

- **Pêche et Pisciculture Continentales**

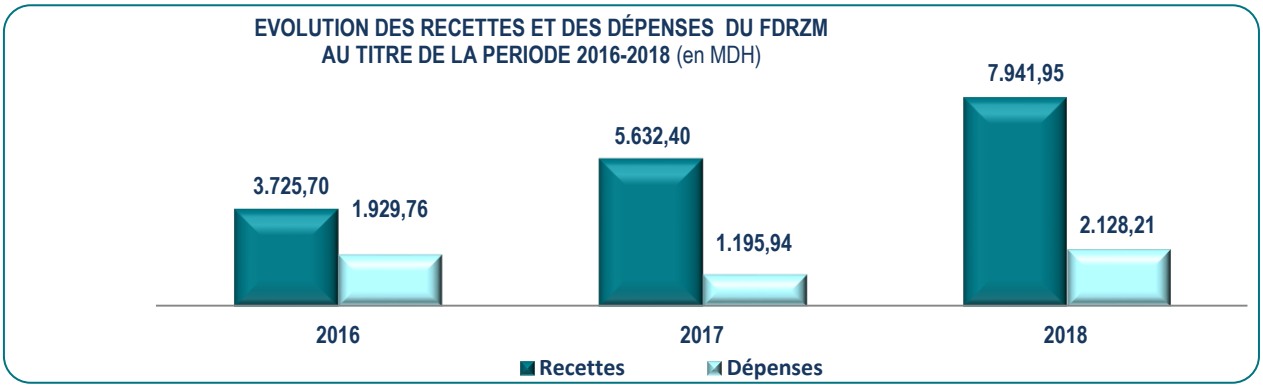
  - La poursuite des travaux d'aménagement des cours d'eau et des lacs afin d'augmenter leur productivité piscicole ;
  - La poursuite de l'aménagement des plans d'eau artificiels pour développer et promouvoir la pêche de loisir ;
  - La production annuelle de 20 millions d'alevins et fingerlings dans les stations d'élevage relevant du Département des Eaux et Forêts ;
  - La conservation des ressources piscicoles dans les eaux continentales ;
  - La poursuite de l'organisation des ateliers de formation et de sensibilisation au profit des pêcheurs et des gardes pêche bénévoles ;
  - La poursuite de l'appui pour l'organisation des pêcheurs en coopératives de pêche.

Les principaux axes d'interventions programmés au titre de l'année 2020 portent essentiellement sur :

- Le développement des territoires de chasse ;
- Le renforcement de l'extension de l'organisation des chasseurs en associations par l'augmentation du nombre d'amodiations de chasse ;
- Le repeuplement triennal des réserves de chasse en perdreaux (50.000 unités) ;
- L'aménagement cynégétique et l'équipement de 12 réserves de chasse royale ;
- La mise en œuvre d'une stratégie nationale pour le développement de la pêche et de la pisciculture continentale au niveau national pour atteindre, à l'horizon 2024, une production annuelle de 50.000 tonnes;
- Le renforcement de la contribution de la pêche et de la pisciculture continentales dans le développement du monde rural.

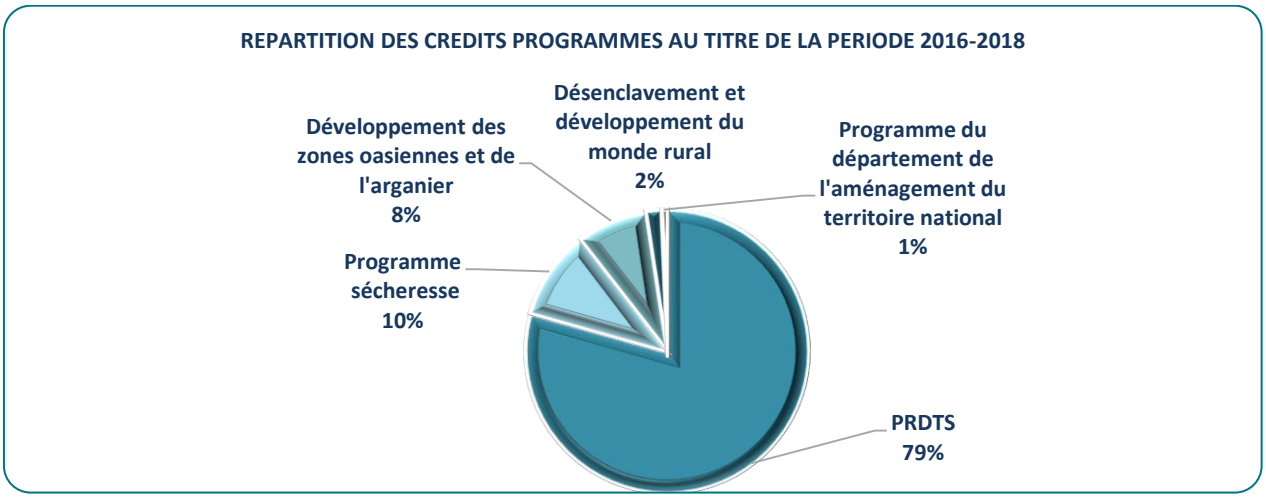
2.5.5. Fonds pour le développement rural et des zones de montagne

Les recettes, compte tenu du solde reporté, et les dépenses réalisées par ce Fonds, ont enregistré un accroissement annuel moyen, respectivement, de 46% et 5% durant la période 2016-2018.



Durant la période 2016 à 2018, l'essentiel des ressources dudit Fonds ont été affectées au Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales (PRDTS) avec une enveloppe de 6,84 MMDH (79%).

La répartition des crédits alloués par ce Fonds au titre de la même période se présente comme suit :



Les actions réalisées dans le cadre dudit Fonds durant la période 2016-2018 se résument comme suit:

- **Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales:**
  - Construction de 3.388 km et réhabilitation de 1.061 km de routes et pistes rurales ;
  - Construction de 52 établissements de santé, réhabilitation de 132 et équipement de 31 autres établissements, en plus de l'acquisition de 481 ambulances ou unités mobiles ;
  - Construction de 373 établissements scolaires, réhabilitation de 362 autres établissements et équipement de 28 écoles, en plus de l'acquisition de 116 minibus pour le transport scolaire ;
  - Création de 12.516 unités d'accès à l'eau potable sous forme de bornes fontaines ou branchement individuel et renforcement du réseau sur 26 km ;
  - Raccordement de 216 villages au réseau d'électricité et électrification par des kits photovoltaïques de 66 foyers, en plus de l'extension et le renforcement du réseau électrique sur 87,5 Km.
- **Programme de gestion des effets du déficit pluviométrique :**

En vue d'atténuer les effets du déficit pluviométrique qui a caractérisé la campagne agricole 2015-20016, un programme visant à mobiliser toutes les ressources, les potentialités et les moyens nécessaires, a été lancé. Ledit programme d'intervention comprend les opérations suivantes :

- L'alimentation du cheptel, à travers l'approvisionnement du marché national en orge à guichet ouvert, à un prix cible de 2 Dh/Kg. Le bilan de l'opération s'est soldé par une quantité totale d'orge distribuée de 8,48 millions de quintaux au profit de 616.082 bénéficiaires ;
- L'appui au cheptel bovin à travers la distribution de 4 millions de quintaux d'aliments composés subventionnés pour une période de 5 mois. Cette aide a concerné l'ensemble du cheptel bovin répertorié par le Système National d'Identification et de Traçabilité Animales (SNIT) domicilié à l'ONSSA. Cet appui a permis de réduire le prix de vente de ces aliments à 2,20 Dh/Kg au lieu de 3,0 Dh/Kg ;

- L'acquisition de 2.508 citernes et la construction, l'aménagement et l'équipement de 511 points d'eau ;
- La protection sanitaire du cheptel, en procédant à :
  - La vaccination de 14,6 millions de têtes sur un total de 15 millions de têtes des ovins et des caprins contre les entérostomies et les parasitoses internes et externes ;
  - Le traitement de 180.000 têtes des camelins, soit la totalité de l'effectif visé, contre les parasitoses internes et externes ;
  - Le traitement de 200.000 ruches contre la varoise.
- L'approvisionnement en eau potable des zones rurales déficitaires concernant 25 provinces au niveau de 9 régions, ayant mobilisé une enveloppe de 80 MDH au titre de l'année 2016.

- Plan d'action du FDRZM pour la période 2019-2022 :

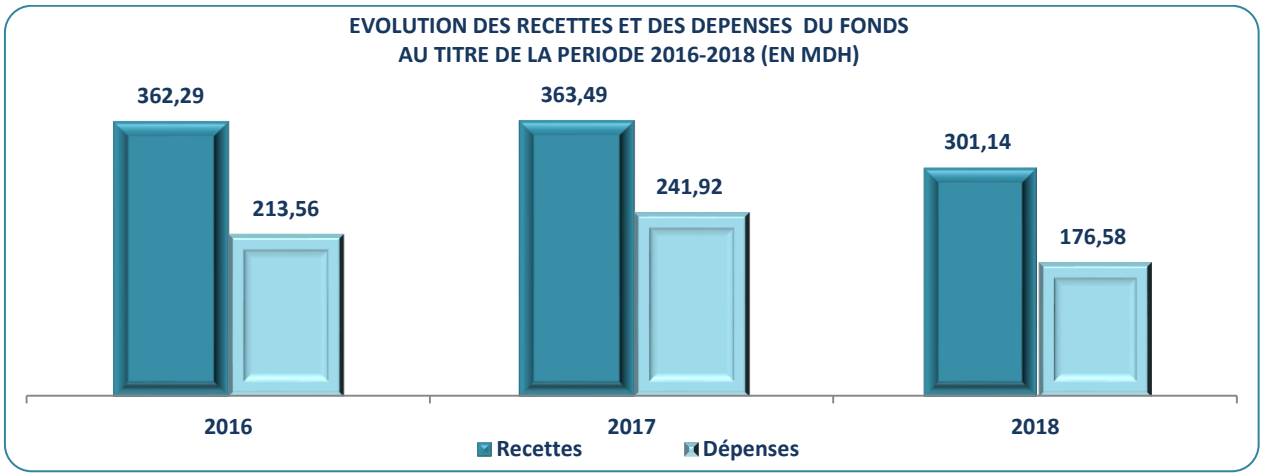
Les montants du programme d'action 2019 dudit Fonds tel qu'il est arrêté et les prévisions des années 2020 à 2022 se présentent comme suit :

(en MDH)

Sources de financement	2019	2020	2021	2022
Contribution du budget général au FDRZM	1.500	1.500	1.500	1.500
Ministère de l'Equipement, du Transport de la Logistique et de l'Eau	1.249	1.249	1.249	1.255
Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	380	400	500	542
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rurale et des Eaux et Forêts	243	243	243	243
Ministère de la Santé	150	100	150	182
Total des Fonds transitant à travers le FDRZM	**3.522**	**3.492**	**3.642**	**3.722**
Conseils Régionaux	1.867	3.419	3.557	3.659
INDH	650	582	582	582
ONEE	544	509	509	459
Total des Participations des autres partenaires hors FDRZM	**3.061**	**4.510**	**4.648**	**4.700**
Total général	**6.583**	**8.002**	**8.290**	**8.422**

2.5.6. Fonds de développement de la pêche maritime

Les recettes et les dépenses de ce Fonds ont enregistré une baisse annuelle moyenne, respectivement, de 8,83% et 9,07%, au titre de la période 2016-2018.



Les principales actions réalisées en 2018 dans le cadre dudit Fonds se présentent comme suit :

- Construction des marchés aux poissons à Kser El Kebir, à Tétouan et à Bab Berred ;
- Renforcement des capacités du laboratoire de recherche en pathologie des animaux aquatiques de l'INRH à Tanger;
- Financement des investissements à réaliser dans le cadre de la gestion des ports de pêche ;
- Réalisation des études liées à l'aménagement du centre de pêche de Taghazout ;
- Construction d'un centre méditerranéen de la mer à la ville d'Al Hoceima ;
- Acquisition à neuf des filets en remplacement de ceux détruits par le grand dauphin (NEGRO) et accompagnement des marins pêcheurs à cet effet.

Les actions programmées au titre de l'année 2019 portent essentiellement sur les axes suivants :

(en MDH)

Emplois 2019	Crédits 2019
Utilisation des contenants normalisés tout au long de la filière pêche	45,50
Equipement des barques artisanales opérant entre Kenitra et Essaouira en caissons isothermes	25,00
Construction d'un centre méditerranéen de la mer à la ville d'Al Hoceima	18,00
Pisciculture expérimentale de la bécasse de mer	18,00
Lancement d'une nouvelle stratégie de la pêche maritime- Etude	16,00
Organisation de la 5ème édition du Salon Halieutis	13,50
Travaux d'opérationnalisation des Villages de pêcheurs du Sud	12,20
Equipement des barques artisanales opérant au niveau d'Agadir en caissons isothermes	8,50
Financement des investissements dans le cadre de la gestion des ports de pêche (GPP)	6,50
Mise niveau de la station piscicole à M'diq	5,00
Développement et Déploiement d'une application informatique pour la certification des captures et le contrôle et vérification de la traçabilité	4,04
Acquisition du logiciel de business Intelligence	3,60
Accompagnement des marins pêcheurs victimes de l'attaque du poisson le grand dauphin (NEGRO)	3,50
Fourniture, installation et mise en service d'une infrastructure matériel et logiciel de certification et de traçabilité des captures	3,01
Mise à la disposition du Département de la pêche maritime de personnel pour les missions d'observation en mer	3,00
Mise en place d'un Fonds financier d'appui à la R&D pour promouvoir l'innovation	3,00
Equipement des barques artisanales opérant entre Larache Asilah en caissons isothermes	2,00
Autres	7,12
Total	**197,42**

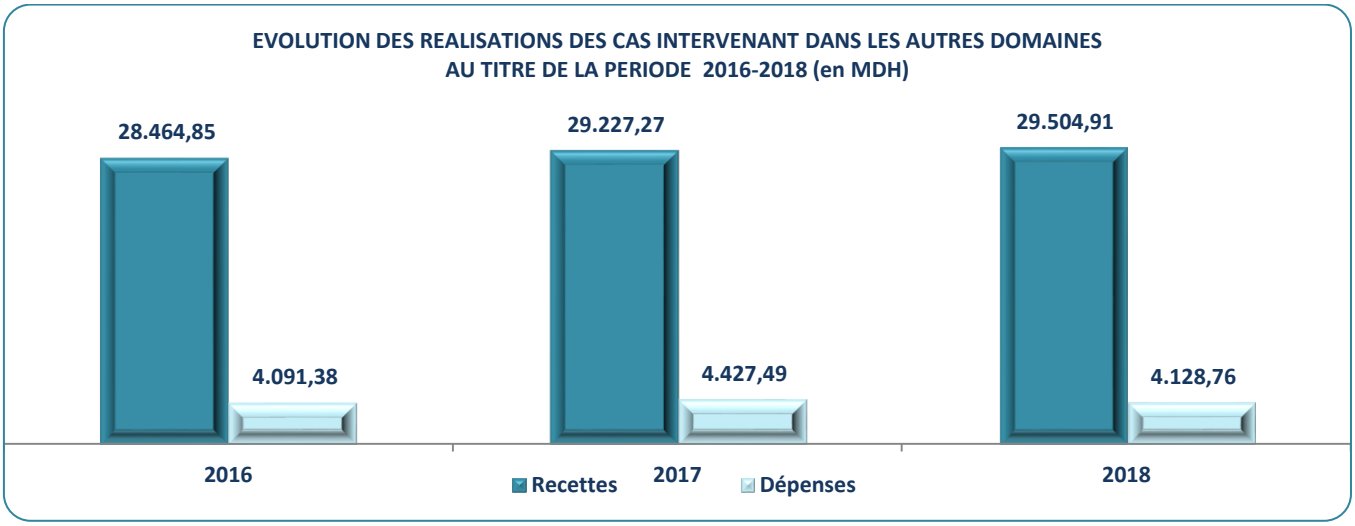
Le plan d'action dudit Fonds pour la période 2020-2022 vise notamment la réalisation des actions suivantes :

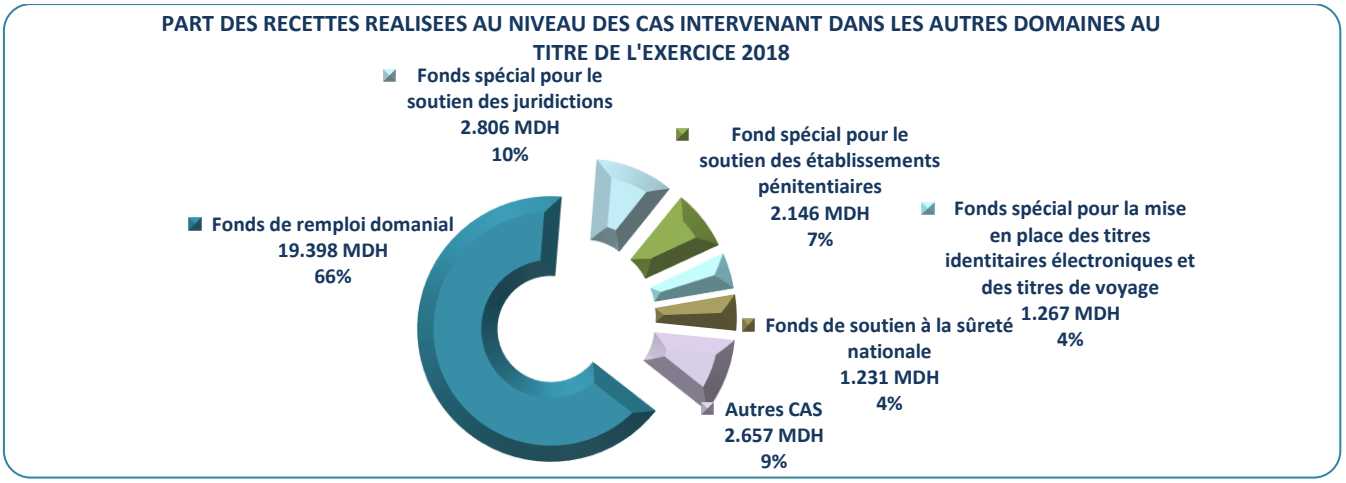
(en MDH)

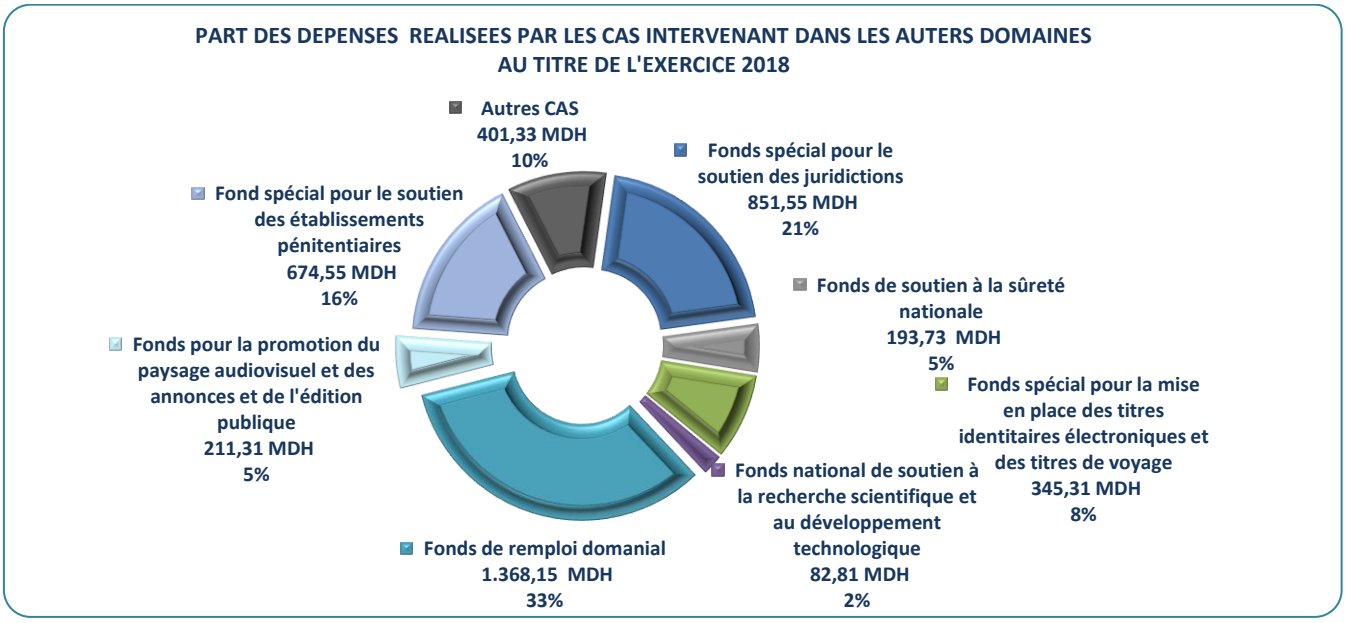
Actions	Prévisions 2020	Prévisions 2021	Prévisions 2022
Acquisition des équipements de sauvetage et de sécurité des barques artisanales	15,00	35,00	40,00
Pisciculture expérimentale de la bécasse de mer	18,00		
Organisation de la 6ème édition du Salon Halieutis	12,50	12,50	12,50
Mise niveau de la station à M'diq	8,00	2,00	
Délocalisation des usines de valorisation de la zone côtière ANZA à une autre zone industrielle à Agadir	7,50	7,50	
Promotion des produits halieutiques en milieu scolaire et médical	6,00	6,00	6,00
Construction d'un centre méditerranéen de la mer à la ville d'Al Hoceima	5,00		
Elaboration d'un contrat de performance dans le cadre de l'accélération industrielle pour le secteur des industries de valorisation des produits halieutiques - Etude	5,00		
Opérationnalisation des Villages de pêcheurs du Sud	4,00	2,00	
Acquisition de nouvelles sennes	3,00		
Redéploiement du personnel pour les missions d'observation en mer	3,00	3,00	3,00
Accompagnement technique des entreprises conduisant des projets innovants	3,00		3,00
Mise en place d'un Fonds financier d'appui à la R&D pour promouvoir l'innovation	3,00	7,00	8,00
Entretien du matériel de surveillance	1,80	2,50	2,50
Contribution au développement et à l'animation des pôles du Nord, Centre et Sud	1,50	1,50	1,50
Mise en place du dispositif de la gestion des risques et du contrôle interne	1,40	0,80	
Autres	2,30	18,50	5,47
Total	**100**	**98,30**	**81,97**

SECTION VI - AUTRES DOMAINES

Les comptes d'affectation spéciales intervenant dans les autres domaines sont au nombre de 11 et représentent 4,3 % du total des dépenses réalisées en 2018 par l'ensemble des CAS :

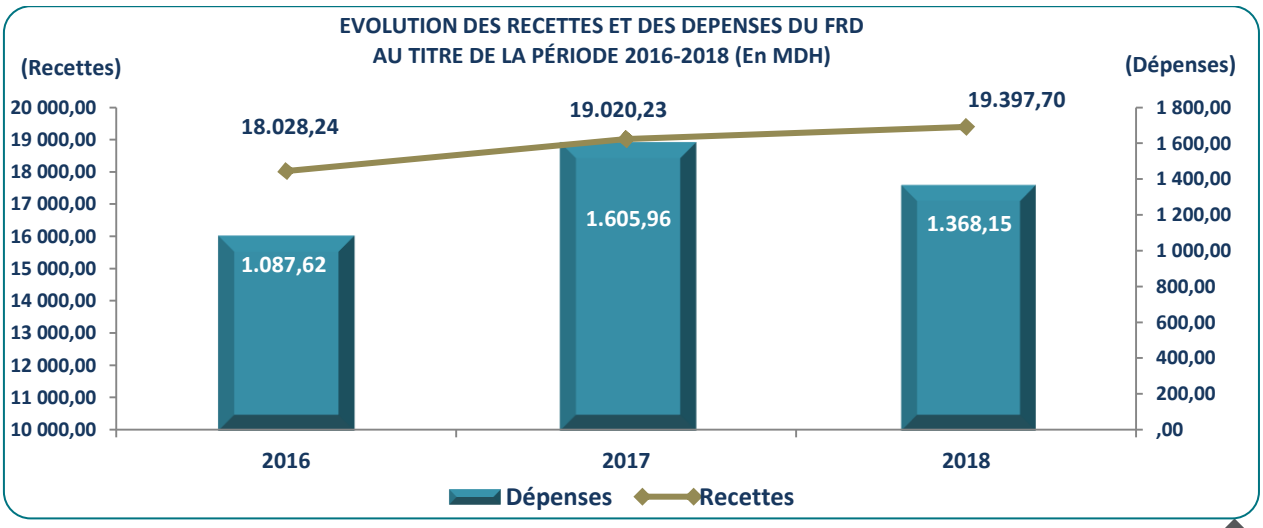






2.6.1. Fonds de remploi domanial

Les recettes et les dépenses réalisées par le Fonds de Remploi Domanial (FRD), y compris le solde reporté, ont enregistré une augmentation annuelle moyenne, respectivement, de 3,73% et 12,16% au cours de la période 2016-2018.

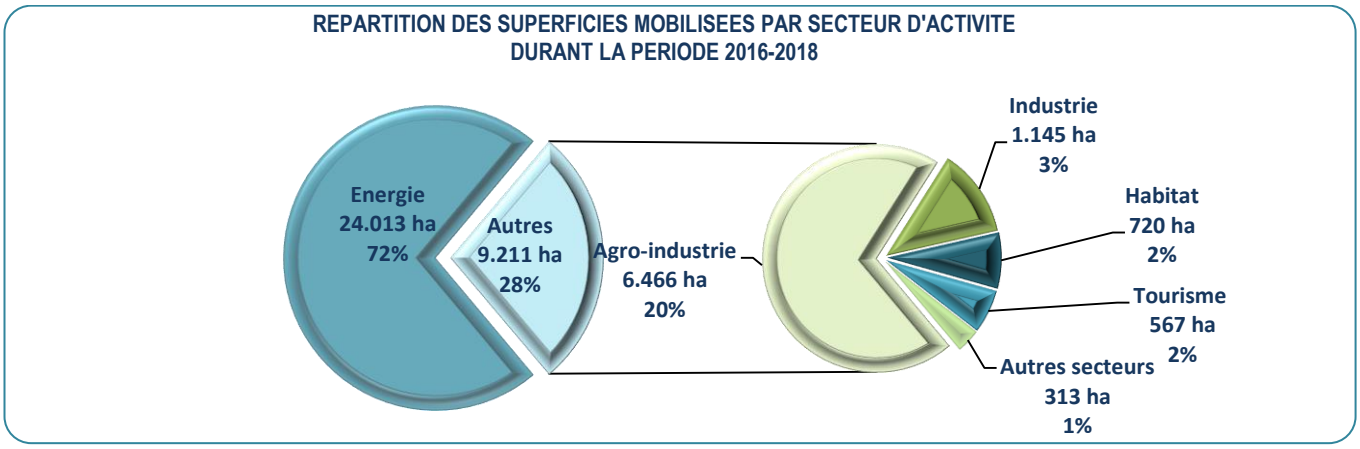


Les dépenses réalisées au cours de la période 2016-2018, dont le montant global s'élève à 4.061,73 MDH, ont servi essentiellement à :

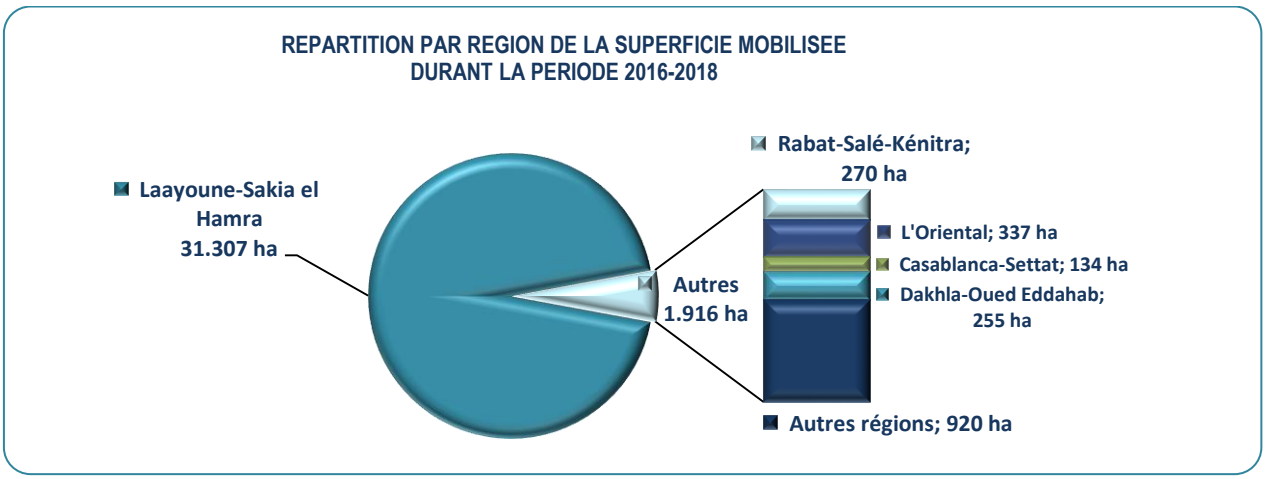
- L'acquisition de terrains et bâtiments pour satisfaire les besoins des administrations ;
- L'accompagnement des établissements publics pour la réalisation des projets structurants dans un cadre conventionnel ;
- Les réalisations immobilières à l'étranger ;
- La mise en œuvre du programme de déplacement de certaines prisons civiles à l'extérieur des grandes villes ;
- La réalisation de travaux topographiques des immeubles pour l'établissement des règlements de copropriété en vue de la vente de logements domaniaux ;
- L'appui aux programmes de développement régionaux (Rabat ville des lumières, Casa métropole, Tanger métropole, Tétouan, Al Hoceima.....).

Promotion de l'investissement

Les réserves foncières mobilisées durant la période 2016-2018, s'élevant à 33.230 ha, pour un investissement projeté de près de 49.153 MDH, ont permis la création de 39.362 emplois dans divers secteurs économiques, répartis comme suit :



Ainsi, durant la même période, 94% de la superficie ont été mobilisés au niveau de la région de Laâyoune-Sakia-El Hamra comme le montre le graphe suivant :



Régime conventionnel

Durant la période 2016-2018, une superficie de 6.399 ha a été mobilisée pour un investissement de 11.322 MDH ayant permis la création de 5.756 emplois, essentiellement dans les secteurs économiques suivants :

- Energie : mobilisation de 6.212 ha pour un investissement de 4.000 MDH ;
- Industrie : mobilisation de 119 ha pour un investissement de 6.100 MDH ;
- Tourisme : mobilisation de 55 ha pour un investissement de 2.400 MDH ;
- Transport : mobilisation de 11 ha pour un investissement de 4.500 MDH ;
- Agro-industrie : mobilisation de 1 ha pour un investissement de 230 MDH .

Régime non conventionnel

Durant la période 2016-2018, 4 projets d'investissement sur des terrains relevant du domaine privé de l'Etat n'ont pas fait l'objet de conventions. Ils portent sur une superficie totale de 12.198 ha devant drainer un investissement global de 4.278 MDH et générer la création de 430 emplois. La superficie mobilisée au profit du secteur de l'énergie représente 99% de la superficie totale mobilisée dans le cadre de ce régime.

Gestion déconcentrée

Dans le cadre du dispositif législatif et réglementaire relatif à la gestion déconcentrée de l'investissement, 854 projets ont été retenus au cours de la période 2016-2018, portant sur une superficie totale de 14.633 hectares, devant drainer un investissement global de 33.552 MDH et générer la création de 33.176 emplois. 83% de cette superficie a été mobilisée au profit des secteurs de l'agro-industrie et de l'Energie.

Appui du FRD au programme de développement régionaux

Le Fond de remploi domanial intervient pour l'accompagnement, dans le cadre conventionnel, de projets structurants initiés par le gouvernement, notamment ceux désignés ci-après :

(en MDH)

Conventions		Contributions du FRD	missions à fin 2018	Reliquat
Projet Wessal Casablanca	Libération de l'assiette foncière et valorisation du nouveau port de pêche de Casablanca (ANP)	450,00	450,00	-
	Libération de l'assiette foncière et valorisation de la zone des chantiers navals du port de Casablanca (ANP)	400,00	400,00	-
	Réalisation du nouveau terminal de croisière au niveau du port de Casablanca (ANP)	100,00	100,00	-
	Convention relative à la réhabilitation de l'ancienne Medina de Casablanca et sa mise en valeur touristique (AU)	300,00	300,00	-
Convention relative au transfert de l'installation exploitée par la Direction Générale de la sûreté Nationale située sur le site du projet Casablanca-Anfa		41,00	36,81	4,19
Convention relative au programme intégré de développement urbain de la ville de Rabat 2014-2018 (Rabat ville lumières capitale culturelle du Maroc)		400,00	297,03	102,97
Convention relative au programme de développement intégré, équilibré et inclusif baptisé Tanger Métropole (2013-2017)		400,00	284,64	115,36
Convention relative au programme de développement économique et urbain de la ville de Tétouan (2014-2018)		250,00	73,41	176,59
Convention relative au programme de réhabilitation de l'espace social de la ville de Tétouan (2014-2018)		100,00	27,56	72,44
Convention relative à la création de la société d'aménagement de la vallée de l'Oued Martil		450,00	-	450,00
Convention relative au programme de développement spatial de la province d'Al-Hoceima (2015-2019)		500,00	46,45	453,55
Total		**3.391,00**	**2.015,90**	**1.375,10**

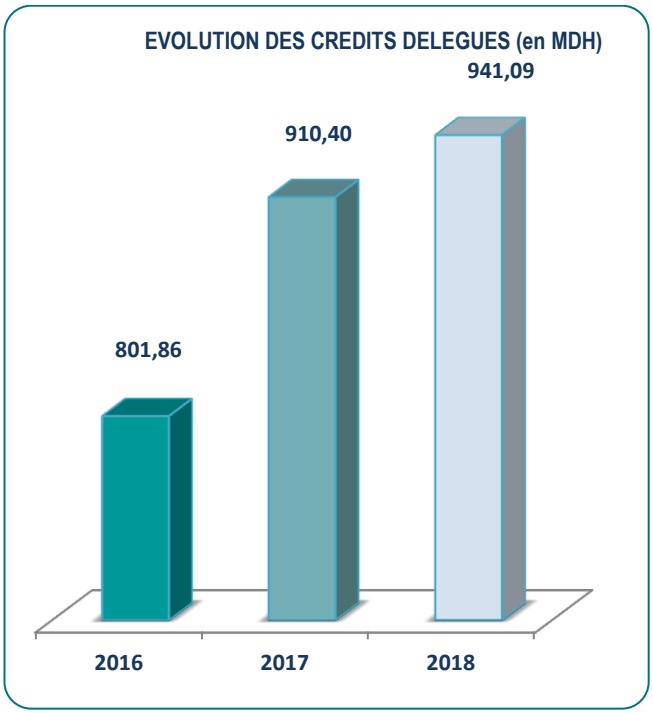
En 2019, il est prévu de mobiliser un montant global de 1.040 MDH en vue de réaliser les principales opérations suivantes :

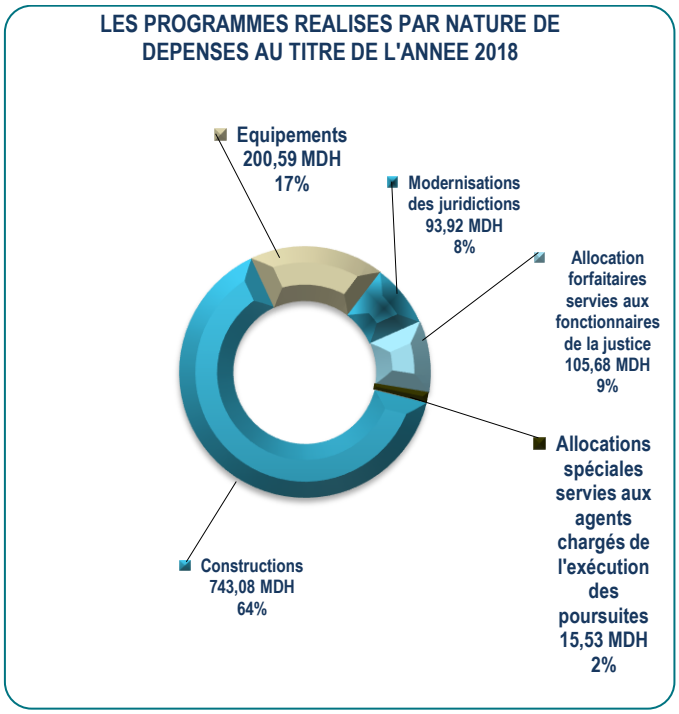
- Acquisitions immobilières et réalisations à l'étranger : 731 MDH ;
- Versement au profit de la Délégation Générale à l'Administration pénitentiaire et à la réinsertion : 245 MDH ;
- Construction, équipement, grosses réparations, gestion et apurement des immeubles domaniaux : 25 MDH ;
- Remboursements des sommes indûment payées : 20 MDH ;
- Exécution des décisions judiciaires et administratives : 20 MDH ;
- Etudes liées à des immobilisations : 6 MDH .

2.6.2. Fonds spécial pour le soutien des juridictions

Le montant total des recettes réalisées en 2018 dans le cadre de ce Fonds s'élève à 2.806,21 MDH contre 2.629,75 MDH en 2017 et 2.564,50 MDH en 2016, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,61%. En ce qui concerne les dépenses, elles sont passées de 554,24 MDH en 2016 à 546,14 MDH en 2017 puis à 851,55 MDH en 2018, enregistrant également un accroissement annuel moyen de 23,95%

Les crédits délégués et les programmes réalisés par nature de dépenses au cours de la période 2016-2018, se présentent comme suit :





Les opérations programmées au titre de l'année budgétaire 2019 intéressent les domaines d'intervention suivants :

- Soutien et pilotage 752,04 MDH ;
- Performance de l'Administration judiciaire 61,90 MDH ;
- Modernisation du système judiciaire et juridique 60,50 MDH ;
- Renforcement des droits et des libertés 0,10 MDH.

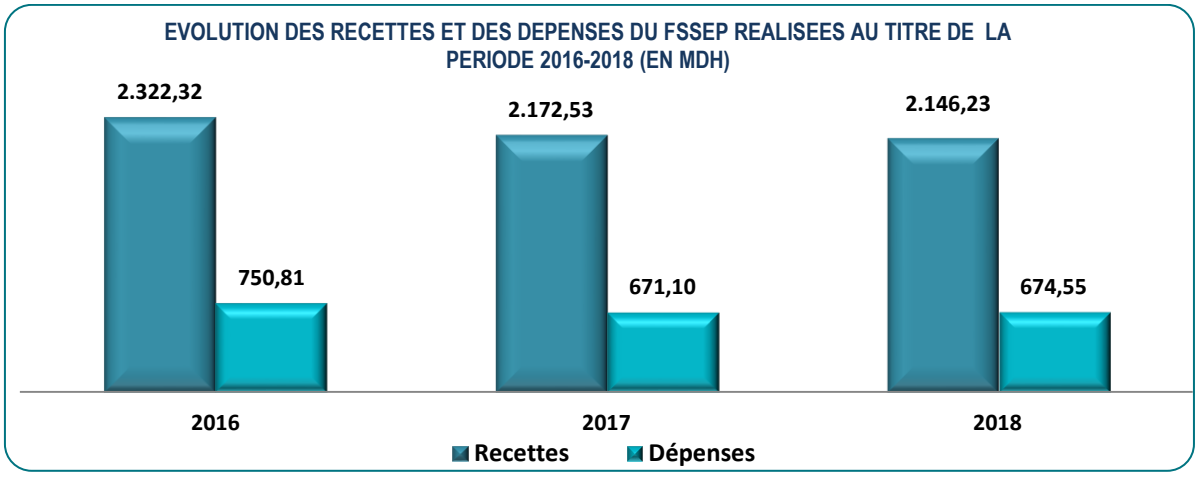
La programmation budgétaire triennale du Fonds au titre de période 2020-2022 se présente comme suit :

(En MDH)

Projets	2020	2021	2022
Projets de constructions et d'aménagements	**407,41**	**475,90**	**89,00**
Construction, aménagement et extension des tribunaux de première instance	177,50	23,60	45,00
Constructions et aménagement des tribunaux de famille	93,87	24,30	27,00
Constructions et aménagement des centres de juges résidents	60,64	29,00	10,00
Aménagement des Cours d'appel	21,80	89,00	
Aménagement des sièges des sous directions régionales	5,00		
Construction et aménagement des centres régionaux d'archive	34,60	60,00	
Construction du palais de justice de Marrakech		250,00	
construction du palais de justice d'El Jadida			4,00
Achèvement de l'aménagement du tribunal administratif	12,00		
Aménagement des parkings au profit des tribunaux de la circonscription judiciaire de Settat			3,00
Aménagement des divers tribunaux de la circonscription de Fès	2,00		
Projets d'équipement	**76,00**	**29,45**	**34,00**
Acquisition des véhicules et motocycles	20,00		
Acquisition du matériel de sécurité au profit de quelques circonscriptions judiciaires	7,00		
Acquisition du matériel et mobilier de bureau pour le renouvellement du parc des circonscriptions judiciaires	49,00		
Autres dépenses d'équipement		29,45	34,00
Projets de modernisation	**112,70**	**83,15**	**85,70**
Achat de droit d'utilisation de solutions informatiques	70,00	70,00	70,00
Achat de matériel informatique, de logiciels et de fournitures pour matériel technique	37,83	12,35	14,80
Entretien et réparation du matériel informatique et de téléphonies sur IP	4,87	0,80	0,90

2.6.3. Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires

Les recettes et les dépenses de ce compte ont enregistré des baisses annuelles moyennes, respectivement, de 3,87 % et 5,21% au cours de la période 2016-2018 .



Les dépenses du Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires durant la période 2016-2018 ont concerné principalement les constructions, l'extension et l'aménagement de ces établissements et l'achat des équipements logistiques, techniques et sécuritaires.

Les actions réalisées au titre de l'année 2018, se présentent comme suit :

- Délocalisation des établissements pénitentiaires enclavés dans le milieu urbain : 275,45 MDH ;
- Hébergement des détenus : 249,55 MDH ;
- Soutien, fonctionnement et logistique : 98,20 MDH ;
- Réinsertion des détenus : 21,30 MDH ;
- Sûreté et sécurité des établissements pénitentiaires : 21,08 MDH ;
- Formation du personnel : 8,97 MDH .

Pour l'année 2019, les crédits ouverts au titre dudit Fonds, s'élevant à 120 MDH, sont ventilés par projet comme suit :

(en MDH)

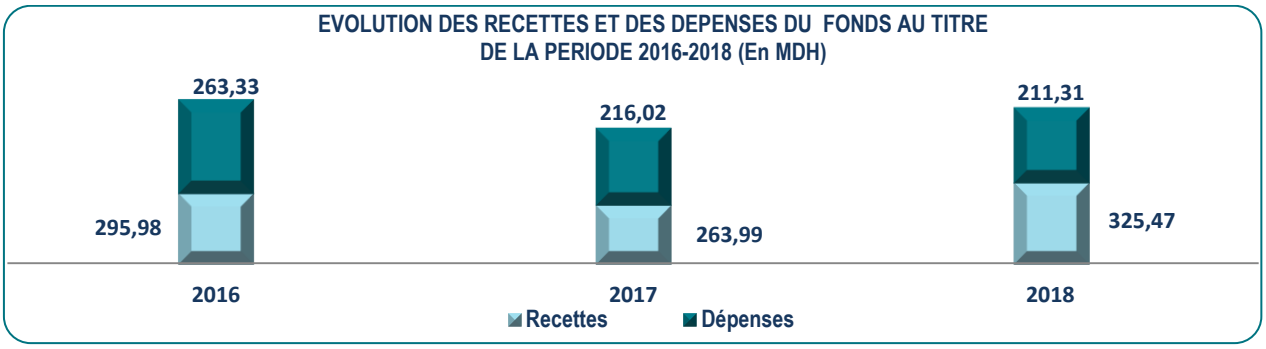
Projets	2019
Hébergement des détenus	79,2
Soutien, fonctionnement et logistique	18,9
Formation du personnel	13,3
Sûreté et sécurité au sein des établissements pénitentiaires	5
Réinsertion des personnes détenues	3,6
Total	**120**

La période 2020-2022 connaîtra le lancement des projets de construction suivants :

Année	Projets	Coût estimatif (en MDH)	Durée d'exécution
2020	Prison locale d'Inzegane	160	2,5 ans
	Prison locale de Sefrou	140	2,5 ans
2021	Maison centrale de kénitra	240	3 ans
	Prison locale de kénitra	160	2,5 ans
2022	Prison locale d'Eljadida	180	2,5 ans
	Centre de Réforme et d'Education de Tamesna	160	2,5 ans

2.6.4. Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique

Durant la période 2016-2018, les recettes réalisées dans le cadre de ce Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen de 4,86%, alors que les dépenses ont connu une baisse annuelle moyenne de 10,42%.



Au titre de la période 2016-2018, les subventions accordées par ledit Fonds sont ventilées comme suit :

Organismes bénéficiaires	Subventions accordées (en MDH)		
	2016	2017	2018
Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT)	179,00	140,00	90,00
Centre cinématographique marocain (C.C.M.)	80,50	60	100,00
Agence Maghreb Arabe Presse (M.A.P.)	1,00	15	21,00
Compagnes de Communication	2,83	1,02	0,31
Total	**263,33**	**216,02**	**211,31**

Il importe de souligner qu'à partir de l'année 2019, une dotation budgétaire annuelle de 100 MDH est prévue au niveau dudit Fonds dédiée au soutien de la production étrangère au Maroc d'œuvres audiovisuelles et du cinéma.

2.6.5. Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique

Au titre de la période 2016-2018, les recettes dudit Fonds ont enregistré une baisse annuelle moyenne de 1,87% passant de 688,80 MDH en 2016 à 663,31 MDH en 2018. Les dépenses dudit Fonds ont enregistré elles aussi une baisse annuelle moyenne de 19,67%, passant ainsi de 128,35 MDH en 2016 à 82,81 MDH en 2018.

Les prévisions budgétaires dudit Fonds au titre de la période 2019-2022 se présentent comme suit :

(en MDH)

Programmes	Budget prévisionnel			
	2019	2020	2021	2022
Mise en place des cités de l'innovation	20	20	13	-
Appel à projets dans les domaines prioritaires de la recherche scientifique et du développement technologique	60	40	10,91	-
Programme de R&D dans le domaine de l'Agriculture «ARIMNET» 1 et 2	3	2,29	-	-
Programme de R&D dans les domaines de l'eau et de l'énergie «ERANETMED»	3	2,08	1	-
Partnership for Research and Innovation in the Mediterranean Area (PRIMA)	20	20	20	140
Programme de recherche Ibn Khaldoun dans les domaines sociaux et humains	15	-	15	-
Programme de recherche Al Khawarizmi sur l'intelligence artificielle	20	-	15	
Programme de R&D dans le domaine de l'agriculture	-	40	30	30
Programme de R&D dans le domaine des eaux et forêts	-	5	5	10
Subvention à l'université Mohammed V dans le cadre de la convention signée avec la Défense Nationale	1			
Bourses d'excellence – CNRST	11,95	10	5	-
Bourses d'excellence – CNRST dans le cadre du Programme de recherche avec la Défense Nationale	1	-	-	-
Abonnement aux bases de données scientifiques internationales pour le Consortium Marocain pour l'acquisition des Ressources Electroniques - CNRST	13,32	10,00	7	-
Total	**168,27**	**149,36**	**121,91**	**180**

2.6.6. Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage

En 2018, les recettes réalisées par le Fonds s'élèvent à 1.266,75 MDH contre 1.444,51 MDH en 2017 et 1.488,48 MDH en 2016. Quant aux dépenses réalisées, elles ont enregistré un accroissement annuel moyen de 1,64% en passant de 334,24 MDH en 2016 à 345,31 MDH en 2018.

Les principales actions réalisées au titre de la période 2016-2018, ont porté sur :

- Fourniture des consommables nécessaires à la production des Titres Identitaires Electroniques : 337,34 MDH ;
- Maintenance et entretien du système de production des Titres Identitaires Electroniques : 133,41 MDH ;
- Maintenance et mise en performance du système d'application des empreintes digitales AFIS de la DSGN : 167,46 MDH.

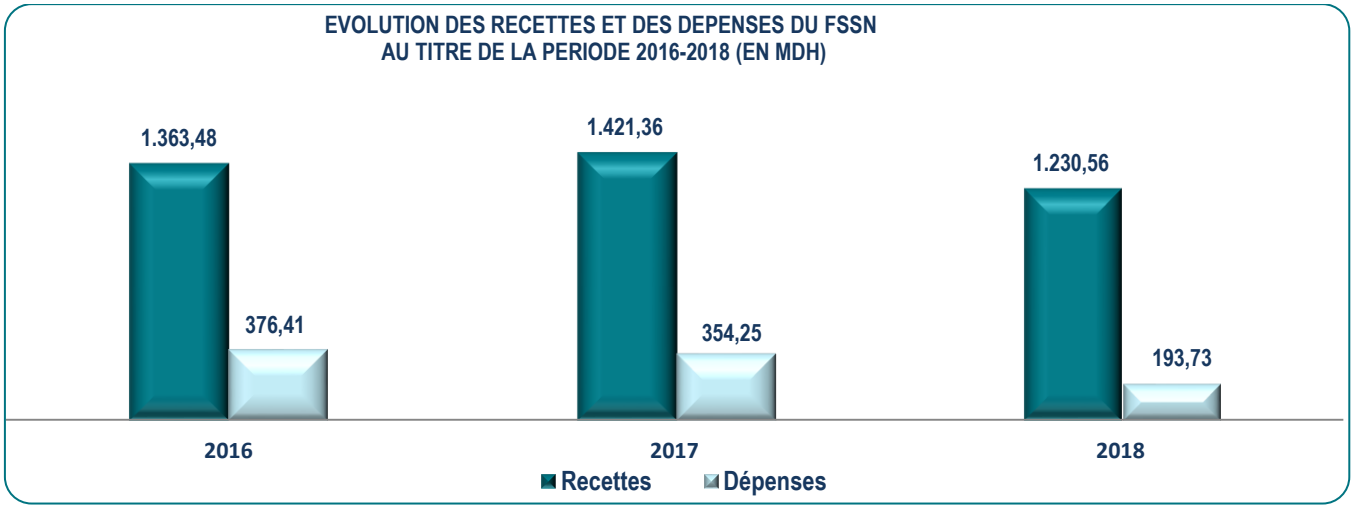
Les actions prévues dans le cadre dudit Fonds au titre de la période 2019-2022 se présentent comme suit :

(en MDH)

Projet	2019	2020	2021	2022
Solution complète pour la production de la nouvelle CNIE	210	320	180	186
Maintenance	89,44	-	-	-
Acquisition et installation d'une plateforme pour le système de production des titres identitaires au profit de la DGSN	61,78			
Fourniture des fiches décadactylaires et des fiches anthropométriques	6,99	-	6,99	-
Généralisation du système des demandes des CNIE provenant de l'étranger	-	5	-	-
Autres	-	31	1	1
Total des dépenses	**368,21**	**356**	**187,99**	**187**

2.6.7. Fonds de soutien à la sûreté nationale

Les recettes et les dépenses de ce Fonds ont connu des baisses annuelles moyennes, respectivement, de 5% et 28,26% au titre de la période 2016-2018.



Les recettes mobilisées au titre de l'année 2018, ont été destinées essentiellement à la réalisation des opérations suivantes :

- Acquisition des effets, équipements et accessoires d'habillement au profit de la Direction Générale de la Sûreté Nationale : 188,13 MDH ;
- Acquisition en lot unique des éthylomètres et accessoires au profit de la DGSN à Rabat : 14,37 MDH ;
- Prise en charge par Barid al Maghrib des envois de la DGSN dans le cadre d'une offre de messagerie personnalisée : 3,67 MDH.

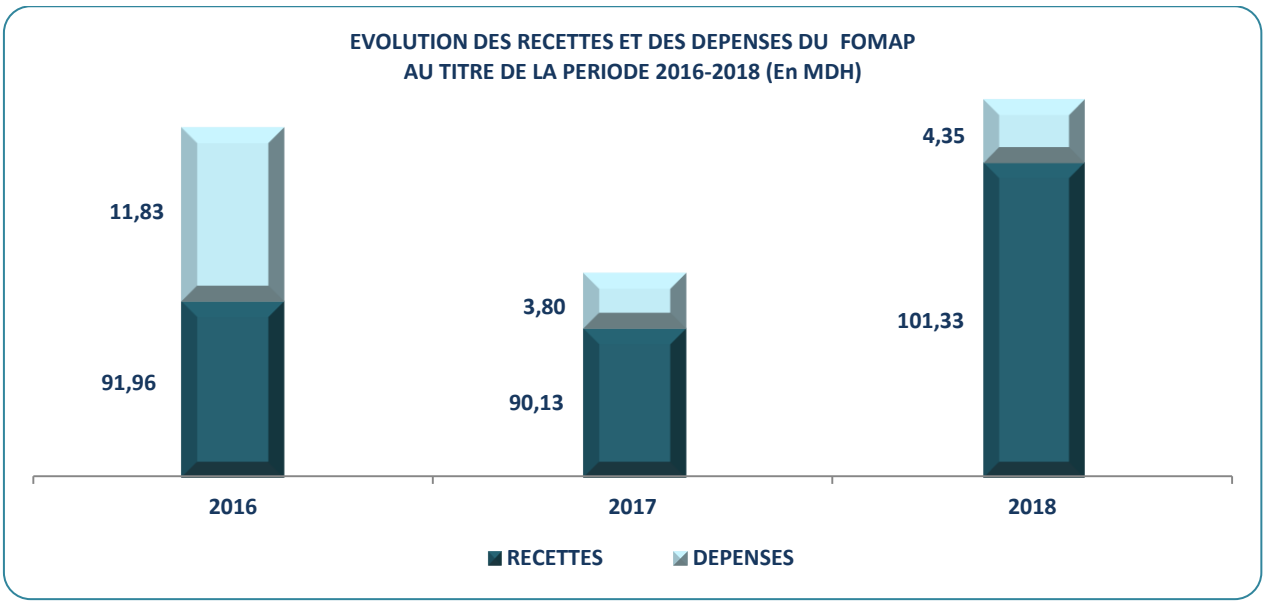
Les opérations programmées au titre de la période 2019-2022 se résument comme suit :

(En MDH)

Projet	2019	2020	2021	2022
Acquisition du matériel de contrôle routier	34	-	-	-
Solution d'assistance technique (Help Desk)	6	-	-	-
Renouvellement de la tenue	-	175	-	175
Acquisition de matériel informatique	-	41	-	-
Libération de la bande 800 Mhz	-	300	300	-
Extension du système de gestion des postes frontières		110	-	-
Autres	1,5	1	1	1
Total des dépenses	**41,5**	**627**	**301**	**176,0**

2.6.8. Fonds de modernisation de l'administration publique

Les recettes réalisées par ce Fonds ont enregistré un accroissement annuel moyen de 4,97% au titre de la période 2016-2018. Quant aux dépenses, elles ont connu une baisse annuelle moyenne de 39,32% sur la même période.



Dépenses réalisées au titre de la période 2016-2018

(en MDH)

Dépenses	2016	2017	2018
Réalisation d'opérations portant sur la modernisation des services publics	3,36	9,85	3,97
Contribution au profit des départements ministériels aux opérations de modernisations de l'Administration publique	0,44	1,84	0,39
Total	**3,80**	**11,69**	**4,36**

Bilan des réalisations physiques au titre de la période 2016-2018 :

Les projets achevés :

- Elaboration de la stratégie nationale de modernisation de l'administration et l'accompagnement pour sa mise en œuvre : 21,58 MDH ;
- Etudes de positionnement du Ministère de la Réforme de l'Administration et de la Fonction Publique et de développement institutionnel et organisationnel de la fonction publique : 7,98 MDH ;
- Simplification et appui à la certification des procédures et formulaires administratifs : 4,69 MDH ;
- Etudes portant sur la déconcentration administrative : 4,08 MDH ;
- Développement d'une application mobile du portail de l'emploi-public : 0,36 MDH.

Les projets en cours de réalisation :

- Elaboration du recueil des services publics électroniques et évaluation de leur niveau de transformation électronique : 1,47 MDH ;
- Assistance à maitrise d'ouvrage (AMO) pour l'appui à l'adoption des solutions numériques pour la simplification des procédures administratives : 1,30 MDH ;
- Identification des besoins en termes d'applications de gestion sujettes à la mutualisation entre les administrations publiques : 0,57 MDH.

Pour l'année 2019, les crédits budgétaires affectés aux projets retenus au titre des exercices budgétaires antérieurs se répartissent comme suit :

Projets retenus en 2019	Année de référence	Montant (en MDH)
Mise en place d'un système d'information national sur l'Eau	2008	0,39
Equivalence numérique « e-Equiv»	2015	0,50
Annexes administratives transparentes et citoyennes	2015	2,00
Système d'information de gestion de l'appui des associations, des festivals et des évènements culturels	2016	0,60
Modernisation et amélioration de la visite des familles des détenus des établissements pénitentiaires-Prison local d'Ain Sbaâ	2017	1,90
Appui et accompagnement de 40 communes dans la mise en œuvre de la fonction d'audit interne	2017	1,60
Total		**6,99**

ANNEXE

SITUATIONS DES RECETTES ET DES DEPENESES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE PAR DOMAINE D'INTERVENTION AU TITRE DE LA PERIODE 2016-2018

SITUATIONS DES RECETTES ET DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE PAR DOMAINE D'INTERVENTION AU TITRE DE LA PERIODE 2016-2018

I- DOMAINE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

INTITULE DU COMPTE	RECETTES (En Mdh)			TAUX MOYEN	DEPENSES (En Mdh)			TAUX MOYEN
	2016	2017	2018		2016	2017	2018	
Part des collectivités territoriales dans le produit de la T.V.A.	33.177,10	32.494,33	31.983,34	-1,82%	27.316,30	28.552,25	28.421,18	2,00%
Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions	4.509,02	5.876,09	7.578,25	29,64%	3.837,70	4.682,51	6.187,87	26,98%
Fonds de solidarité interrégionale	-	-	645,44	-	-	-	8,24	-
Fonds de mise à niveau sociale	-	-	10,00	-	-	-	1,00	-
TOTAL_I	**37.686,13**	**38.370,42**	**40.217,02**	**3,30%**	**31.154,00**	**33.234,76**	**34.618,28**	**5,41%**
Evolution / an		**1,82%**	**4,81%**			**6,68%**	**4,16%**	

II- DOMAINE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

INTITULE DU COMPTE	RECETTES (En Mdh)			TAUX MOYEN	DEPENSES (En Mdh)			TAUX MOYEN
	2016	2017	2018		2016	2017	2018	
Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes	356,36	454,80	471,36	15,01%	91,80	283,24	413,08	112,12%
Fonds de développement industriel et des investissements	5.025,14	5.142,05	4.973,41	-0,52%	1.550,89	368,64	929,95	-22,56%
Masse des services financiers	5.212,27	5.911,48	6.249,38	9,50%	1.175,48	1.244,67	1.484,13	12,36%
Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères	52,32	53,29	54,77	2,31%	2,67	2,48	7,49	67,31%
Fonds de solidarité des assurances	8.687,91	9.406,47	10.735,97	11,16%	-		600,00	-
Fonds de soutien à certains promoteurs	1.718,65	1.733,31	1.739,62	0,61%	-	-	-	-
Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat	2.863,39	3.197,72	3.531,47	11,05%	5,15	2,69	2,63	-28,51%
Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe	24.032,85	33.255,74	35.685,40	21,85%	324,70	363,35	24.478,39	768,27%
Fonds de lutte contre la fraude douanière	1.278,69	1.348,42	1.893,23	21,68%	735,63	307,75	318,49	-34,20%
Fonds provenant des dépôts au Trésor	740,77	786,35	769,64	1,93%	687,20	717,32	736,51	3,53%
TOTAL _II	**49.968,33**	**61.289,62**	**66.104,24**	**15,02%**	**4.573,53**	**3.290,14**	**28.970,68**	**151,68%**
Evolution / an		**22,66%**	**7,86%**			**-28,06%**	**780,53%**	

III- DOMAINE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

INTITULE DU COMPTE	RECETTES (En Mdh)			TAUX MOYEN	DEPENSES (En Mdh)			TAUX MOYEN
	2016	2017	2018		2016	2017	2018	
Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain	8.627,78	8.908,53	8.714,98	0,50%	3.021,28	3.502,57	3.981,83	14,80%
Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité	11,43	21,83	17,39	23,34%	3,48	4,44	1,78	-28,54%
Fonds d'entraide familiale	691,02	809,54	949,01	17,19%	51,44	50,00	50,05	-1,37%
Fonds spécial de soutien de l'action culturelle et sociale au profit des marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration	46,34	67,37	77,41	29,25%	8,97	49,96	68,82	177,02%
Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la protection civile	455,48	500,32	516,55	6,49%	142,40	154,25	195,01	17,02%
Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage	1.788,81	1.753,09	1.887,69	2,73%	1.710,44	1.633,38	1.712,37	0,06%
Fonds spécial de la pharmacie centrale	3.320,82	3.330,61	2.957,51	-5,63%	1.391,89	1.391,54	1.416,16	0,87%
Fonds spécial du produit des loteries	164,57	113,27	161,89	-0,82%	126,70	34,06	24,22	-56,27%
Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires	674,56	707,34	714,80	2,94%	300,00	400,00	400,00	15,47%
Fonds d'appui à la cohésion sociale	11.566,63	10.732,59	10.380,92	-5,26%	2.620,63	2.876,09	3.780,97	20,12%
Fonds national pour l'action culturelle	396,47	492,33	590,08	22,00%	120,00	108,62	167,69	18,21%
Fonds solidarité habitat et intégration urbaine	5.407,00	6.022,89	5.868,80	4,18%	1.789,98	2.264,48	1.985,30	5,31%
TOTAL _III	**33.150,91**	**33.459,69**	**32.837,03**	**-0,47%**	**11.287,20**	**12.469,39**	**13.784,20**	**10,51%**
Evolution / an		**0,93%**	**-1,86%**			**10,47%**	**10,54%**	

IV- DOMAINE DE L'INFRASTRUCTURE

INTITULE DU COMPTE	RECETTES (En Mdh)			TAUX MOYEN	DEPENSES (En Mdh)			TAUX MOYEN
	2016	2017	2018		2016	2017	2018	
Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain	2.742,78	3.594,17	3.623,78	14,94%	1.507,41	2.161,42	1.491,40	-0,53%
Fonds de service universel de télécommunications	2.947,78	2.914,31	3.468,50	8,47%	33,93	57,32	182,68	132,05%
Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées	687,62	699,58	736,94	3,52%	647,87	676,64	616,00	-2,49%
Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles	565,42	800,29	867,02	23,83%	70,00	133,27	388,30	135,52%
Fonds spécial routier	6.257,97	6.566,96	5.495,91	-6,29%	3.014,43	4.439,58	3.401,39	6,22%
Fonds de délimitation, de préservation et de valorisation du domaine public maritime et portuaire	184,34	197,34	203,22	5,00%	7,36	6,05	29,72	100,98%
Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales	44,31	35,34	35,34	-10,70%	8,97	-	25,22	67,63%
Fonds national du développement du sport	831,76	1.354,13	2.265,71	65,04%	828,77	864,18	1.161,17	18,37%
Fonds national pour la protection de l'environnement et du développement durable	1.064,23	1.278,96	1.447,11	16,61%	258,33	245,01	512,03	40,79%
Fonds de développement énergétique	1.871,39	1.821,39	1.675,42	-5,38%	50,00	157,50	63,00	12,25%
TOTAL _IV	**17.197,62**	**19.262,46**	**19.818,96**	**7,35%**	**6.427,07**	**8.740,96**	**7.870,91**	**10,66%**
Evolution / an		**12,01%**	**2,89%**			**36,00%**	**-9,95%**	

V- DOMAINE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE LA PÊCHE

INTITULE DU COMPTE	RECETTES (En Mdh)			TAUX MOYEN	DEPENSES (En Mdh)			TAUX MOYEN
	2016	2017	2018		2016	2017	2018	
Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel	690,22	758,70	826,16	9,41%	157,07	146,44	263,77	29,59%
Fonds de lutte contre les effets de la sécheresse	23,95	23,95	23,95	0%	-	-	-	-
Fonds de la réforme agraire	710,92	715,70	738,34	1,91%	-	0,04	0,01	-
Fonds de développement agricole	3.738,41	3.986,97	4.124,39	5,04%	3.224,20	3.448,82	3.579,01	5,36%
Fonds de développement de la pêche maritime	362,29	363,49	301,14	-8,83%	213,56	241,92	176,58	-9,07%
Fonds pour le développement rural et des zones de montagne	3.725,70	5.632,40	7.941,95	46,00%	1.929,76	1.195,94	2.128,21	5,02%
Fonds national forestier	1.910,45	2.005,85	2.173,86	6,67%	668,98	649,84	676,70	0,58%
Fonds de la chasse et de la pêche continentale	226,55	248,12	282,19	11,61%	24,68	18,74	26,96	4,53%
TOTAL _V	**11.388,49**	**13.735,19**	**16.411,98**	**20,05%**	**6.218,24**	**5.701,74**	**6.851,25**	**4,97%**
Evolution / an		**20,61%**	**19,49%**			**-8,31%**	**20,16%**	

VI- AUTRES DOMAINES

INTITULE DU COMPTE	RECETTES (En Mdh)			TAUX MOYEN	DEPENSES (En Mdh)			TAUX MOYEN
	2016	2017	2018		2016	2017	2018	
Fonds spécial pour le soutien des juridictions	2.564,50	2.629,75	2.806,21	4,61%	554,24	546,14	851,55	23,95%
Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès	0,10	0,10	0,10	0%	-	-	-	-
Fonds de soutien à la sûreté nationale	1.363,48	1.421,36	1.230,56	-5,00%	376,41	354,25	193,73	-28,26%
Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage	1.488,48	1.444,51	1.266,75	-7,75%	334,24	506,43	345,31	1,64%
Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique	688,80	652,09	663,31	-1,87%	128,35	75,57	82,81	-19,67%
Fonds de remploi domanial	18.028,24	19.020,23	19.397,70	3,73%	1.087,62	1.605,96	1.368,15	12,16%
Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique	295,98	263,99	325,47	4,86%	263,33	216,02	211,31	-10,42%
Fonds de modernisation de l'administration publique	91,96	90,13	101,33	4,97%	11,83	3,80	4,35	-39,32%
Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix, aux actions humanitaires et de soutien au titre de la coopération internationale	1.430,21	1.364,72	1.383,84	-1,63%	499,04	389,21	337,49	-17,76%
Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale	190,88	167,86	183,42	-1,97%	85,51	59,01	59,49	-16,59%
Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires	2.322,32	2.172,53	2.146,23	-3,87%	750,81	671,10	674,55	-5,21%
TOTAL _VI	**28.464,95**	**29.227,27**	**29.504,91**	**1,81%**	**4.091,38**	**4.427,48**	**4.128,76**	**0,46%**
Evolution / an		**2,68%**	**0,95%**			**8,21%**	**-6,75%**	

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration met à votre disposition plusieurs canaux de communication et d'information

Le Portail Internet

www.finances.gov.ma

La page Facebook

www.facebook.com/financesmaroc

Le compte Twitter

Twitter '@financesmaroc'

Le site LOF

http://lof.finances.gov.ma